

la vérité

revue trotskyste

— juillet-septembre 1966 —

— N° 533 - 3 F. —

**Un moment de la reconstruction
de la IV^e Internationale :**

La Conférence du Comité International

**Le Manifeste de la Conférence
Internationale**

Problèmes de la révolution en Amérique du Sud :

**L'expérience du parti ouvrier
révolutionnaire de Bolivie**

Chronique : *Blasco, la vie d'un militant*

Notes de lecture

la vérité

Rédaction et administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Ce numéro de « La Vérité » est essentiellement consacré aux conclusions de la Conférence Internationale pour la reconstruction de la IV^e Internationale tenue en avril 1966 à l'appel du Comité International. En particulier, dans ce numéro, est publié le Manifeste adopté par cette Conférence, Manifeste qui résume et précise les axes de combat des révolutionnaires à notre époque et qui constitue, dans cette mesure, un document politique nécessaire à la lutte, une arme dans la réalisation de la tâche de construction de partis révolutionnaires et de reconstruction de l'Internationale.

Dans ce même numéro est publiée la résolution sur la « reconstruction de la IV^e Internationale et les tâches du Comité International », qui témoigne du pas en avant représenté par la Conférence

C'est une tâche importante, liée à l'intervention dans la lutte des classes pour la construction du parti révolutionnaire, que de donner la plus large diffusion à ces documents, d'organiser la discussion sur leur base, de donner le plus grand écho politique possible aux conclusions de la Conférence Internationale.

ABONNEMENTS

Un an (4 numéros)	10,00 F.
Etranger	11,50 F.
Abonnements de soutien	15 et 20,00 F.

Tous versements :

Gérard BLOCH - C. C. P. 606-23

notes éditoriales

« A bas la guerre génocide ! », « A bas la politique de guerre américaine ! », c'est avec de tels slogans qu'ont défilé les paisibles manifestants bouddhistes dressés contre Ky, l'homme de paille des Américains. Les petits-bourgeois vietnamiens sont évidemment bien placés pour comprendre les buts de l'offensive diplomatique américaine du début de l'année : masquer derrière une manœuvre destinée à rassurer les bourgeoisies occidentales inquiètes le nouvel accroissement de l'effort de guerre entrepris par l'impérialisme américain contre le peuple vietnamien. Cette grossière manœuvre prouve qu'au sein même du camp impérialiste, et en dehors de la bourgeoisie gaulliste, une partie au moins des alliés des U.S.A. remet en cause la validité d'une politique dont la logique mène à la guerre contre la Chine, guerre qui est grosse de bouleversements sociaux dans toute l'Asie ; elle prouve aussi que la marge de jeu laissée à l'impérialisme américain est bien mince et que ce dernier doit, à part ses massacres quotidiens, se satisfaire de combinaisons hâtives et bruyantes. L'effort de guerre américain est énorme : le budget militaire des U.S.A. est aujourd'hui de 60 milliards de dollars, exactement la somme qu'il atteint en 1952 au plus fort de la guerre de Corée. Et pourtant l'impérialisme américain piétine : il le dissimule par des opérations à grand spectacle comme les bombardements du Vietnam du Nord qui se rapprochent sans cesse de la frontière chinoise, atteignant Hanoï et Haïphong.

La sauvagerie de l'impérialisme est à la mesure de la résistance qu'il rencontre : le dernier bilan de ses opérations « civilisatrices » signalait depuis le début de la pacification 5.000 vietcongs,

ou supposés tels, *décapités*. Le cardinal Spellmann est, bien entendu, venu bénir à point les GI pour l'efficacité de leur baïonnette évangélique et de leur napalm chrétien. Mais l'anéantissement du Vietcong n'est possible que par l'anéantissement du peuple vietnamien tout entier : la logique de la politique américaine c'est le génocide : « A bas la guerre génocide ! » crient les petits-bourgeois vietnamiens menacés comme les maquisards, les paysans, les ouvriers : si Da Nang et Hué, si les étudiants, si les bouddhistes ont engagé le combat contre le gouvernement Ky, c'est pour leur sauvegarde en tant que collectivité nationale, menacée de liquidation. Un comité étudiant bien modéré l'expliquait en ces termes : « Il faut que le Vietnam retrouve sa souveraineté à n'importe quel prix. Cette guerre sanglante doit s'arrêter avant que le pays soit complètement détruit. »

Cette brutalité blesse les consciences petites-bourgeoises du monde entier qui se soulagent en signant des lettres au président Johnson pour lui demander d'enrober de velours sa main de fer. On peut, il est vrai, s'étonner : les intérêts économiques américains au Sud-Vietnam sont minces. Comparer les efforts dépensés par les U.S.A. pour empêcher la révolution de lui arracher l'énorme marché chinois après la deuxième guerre mondiale et les efforts gigantesques déployés aujourd'hui pour empêcher le petit Vietnam du Sud de succomber à la « vague rouge », c'est mettre en lumière toute la différence qui sépare les deux époques : après la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme américain, aidé par la bureaucratie soviétique et ses agences, a dû consacrer l'essentiel de ses efforts à remettre en selle les bourgeoisies européennes ruinées. Pendant ce temps, la révolution chinoise balayait Tchang-Kaï-chek contre le gré de Staline, impénitent défenseur de l'ordre établi. Aujourd'hui, l'ordre bourgeois règne en Europe, garanti par les bureaucraties ouvrières. Le Sud-Vietnam porte ainsi le poids le plus lourd d'un impérialisme qui sait qu'il ne peut être battu au Sud-Vietnam sans que la révolution emporte l'Inde, plus que jamais affamée et prête à voler en éclats, puis toute l'Asie.

L'équilibre des forces entre la révolution et l'impérialisme en Asie repose en grande partie sur l'issue du combat qui se

mène entre eux au Sud-Vietnam. Cet équilibre est, lui-même, sous sa forme la plus brutale et la plus tendue, le reflet du rapport des forces entre l'impérialisme et la révolution prolétarienne à l'échelle du globe. Cela est clair en Amérique Latine où les castristes dévoient la lutte des masses exploitées en une guérilla systématique. Cela apparaît moins en Europe et pourtant la nécessité profonde de la révolution y éclate quasi quotidiennement : l'acharnement que les bureaucraties ouvrières mettent à fractionner les grèves pendant deux mois consécutifs, les mesures répressives prévues par le travailliste Wilson contre les syndicats anglais, les replâtrages hâtifs de la coalition de centre-gauche en Italie et l'aplatissement du P.C. italien devant ses bourgeois et leur pape, tout cela prouve que la classe ouvrière européenne recèle en elle-même un potentiel révolutionnaire formidable qui ne peut être maîtrisé que par les efforts concurrents de la bourgeoisie et des bureaucraties ouvrières réformistes et stalinienne. L'impérialisme américain mène aujourd'hui une lutte politique vitale : étouffant dans un marché mondial trop étroit, il ne peut envisager de voir l'Asie tout entière lui échapper sans risquer de voir la révolution gagner l'Europe et l'Amérique. Les ultras américains ont raison qui veulent à tout prix arrêter la « vague communiste » sur le 17^e parallèle de peur qu'elle n'engloutisse eux, leurs bénéfices et leurs bombes.

En maintenant à toute force l'ordre en Europe, les bureaucraties ouvrières permettent à l'impérialisme de concentrer tous ses coups contre le Vietnam. Elles constituent donc l'un de ses appuis essentiels, ce qu'elles cherchent à cacher par des missives polies à Johnson ou des manifestations squelettiques et distinguées devant les ambassades américaines. La bureaucratie soviétique assure les morts du Vietcong de sa sympathie attristée, mais elle soutient de toutes ses forces les gouvernements bourgeois européens. C'est ainsi, par exemple, qu'en poussant le P.C.F. à n'offrir aux travailleurs français d'autre alternative que Mitterrand ou de Gaulle, le Kremlin a apporté sa contribution à l'écrasement du Vietcong.

La bureaucratie chinoise n'agit guère autrement, bien qu'elle soit directement menacée. Le 3 mars 1966, Mc Namara déclarait devant la commission sénatoriale des affaires étrangères : « Il ne

serait pas raisonnable de nier les risques de guerre avec la Chine que la défense du Vietnam du Sud implique pour les U.S.A. ». Face à cette menace, la bureaucratie chinoise sème les déclarations fracassantes et refuse, à juste titre, la perspective offerte par de Gaulle, et soutenue comme réaliste par le Kremlin, d'une négociation entre les U.S.A., le F.N.L. (qui ne serait alors qu'un otage impuissant des diplomaties rivales et complémentaires) et les participants des accords de Genève (France, Grande-Bretagne, U.R.S.S.) chargés d'arbitrer le conflit sur le dos du peuple vietnamien en perpétuant la déchirure en deux du Sud-Vietnam, déchirure insupportable économiquement, politiquement et socialement.

C'est la seule aide politique qu'elle apporte à la révolution au Vietnam, comme le montre sa conduite piteuse en Indonésie : ce pays est l'un des centres essentiels de la lutte des classes en Asie, l'un des centres où les positions de l'impérialisme étaient les plus fragiles. Le puissant P.C. indonésien, le P.K.I., bruyant partisan de Pékin, élève idéologique de Pékin, et l'un des piliers du « camp chinois », a constamment, avec l'accord de la bureaucratie chinoise, colmaté les brèches de l'équilibre des classes instable en Indonésie, jusqu'au jour où cet équilibre est apparu trop fragile à la bourgeoisie pour être maintenu. La collaboration de classes à la manière chinoise a engendré l'aventurisme et l'opportunisme capitulard, tout comme l'avait fait, à Cuba en 1962, la collaboration de classes à la Krouchtchev : des sympathisants ont organisé à la hâte un putsch bâclé pour parer au danger contre-révolutionnaire auquel les cadres du P.K.I., rompus à la plus rampante des collaborations de classe, n'ont répondu qu'avec une apathie qui traduisait un profond désarroi. Le P.K.I. a volé en éclats. Les cadavres de ses militants, massacrés sans combat, jonchent les îles : d'après l'anticommuniste L. Rey, 500.000 militants ou sympathisants communistes furent massacrés en quelques semaines : plus la bourgeoisie a peur du prolétariat, plus elle lui fait payer cher cette peur lorsque les dirigeants du prolétariat sont assez imbéciles ou traîtres pour ne pas utiliser un rapport de forces qui leur est favorable. Rien n'est pire que d'effrayer en vain les bourgeois : ils entrent en folie. Les maîtres à penser chinois du P.K.I. ont laissé le parti offrir à l'impérialisme américain une victoire écrasante en Indonésie, victoire qui ren-

force sa position en Asie et d'abord contre le peuple vietnamien en lutte.

Fournir des armes ne saurait pallier les effets d'une politique criminelle. La bureaucratie chinoise ne peut mobiliser les masses à travers le monde : comme la bureaucratie stalinienne entre les deux guerres, elle ne connaît pour sa défense que les manœuvres au sommet, avec une marge beaucoup plus restreinte que celle dont Staline pouvait user. La bureaucratie chinoise est donc un danger pour la révolution chinoise, elle joue un rôle négatif dans la guerre menée par le peuple vietnamien contre ses agresseurs et pour la révolution socialiste. La guerre du Vietnam pose ainsi une fois de plus le problème de la reconstruction de la IV^e Internationale : aucune lutte révolutionnaire ne peut aboutir aujourd'hui à un succès durable si elle n'est pas guidée par un parti fondé sur le Programme de transition et liée à la lutte pour la révolution socialiste mondiale. Dans les cas les plus favorables, une direction petite-bourgeoise nationale, comme celle de Castro, peut, sous les coups de l'impérialisme, guider un instant la lutte des masses pour la conduire finalement à une impasse, objet prochain de marchandage entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme. La marge de manœuvre de l'impérialisme est trop étroite pour qu'il puisse accepter de reculer : seul le combat à l'intérieur de ses forteresses (U.S.A., Grande-Bretagne, France, Allemagne), lié au combat pour la révolution politique en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe orientale et en Chine, peut lui infliger une défaite définitive.

LA REPRESSION EN U.R.S.S. ET DANS LES DEMOCRATIES POPULAIRES

Rétablissement de la légalité révolutionnaire, rétablissement de normes léninistes de la légalité, tel fut le leitmotiv du 20^e congrès du P.C.U.S. en février 1956, puis du 22^e congrès en novembre 1961. La vague de répression qui déferle depuis quelques mois sur les intellectuels et les ouvriers en Europe de l'Est montre quelles sont les limites étroites que la bureaucratie veut imposer à ce rétablissement et le sens réel d'une « déstalinisation » qui n'a pour fin que de protéger ses propres membres de l'arbitraire.

En février 1964, le jeune poète Brodski était condamné à 5 ans de travaux forcés (appelés pudiquement « travaux correctifs ») pour parasitisme social. Au cours du procès, on lui reprocha de ne pas gagner assez d'argent : le juge et le procureur s'efforcèrent de maintenir les débats dans les strictes limites de cette accusation officielle, mais il apparut bien vite que le procès était politique : des intellectuels soviétiques célèbres prirent la défense du jeune poète (Akhmatova, S. Marchak, D. Chostakovitch) ; quelques semaines après sa condamnation, les écrivains de Leningrad débarquèrent le secrétaire de leur Union, A. Prokofiev, qui avait rédigé la demande officielle de traduction de Brodski en jugement. Depuis, le gouvernement a annoncé trois fois la libération de l'emprisonné (juillet 1964, octobre 1964, novembre 1965) ce qui prouve qu'il a menti au moins deux fois.

En mai 1965, les tribunaux polonais condamnaient à trois ans et demi de prison Karol Modzelewski, fils d'un ancien ministre des affaires étrangères de Pologne, et son camarade Jacek Kuron à 3 ans de prison pour avoir rédigé un texte analysant la nature sociale de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Sept mois plus tard, ils condamnaient à 3 ans de prison trois militants communistes polonais : Kazimierz Badowski, Ludwig Haas et Romuald Smiech, coupables du même crime. Kazimierz Badowski, ancien membre de l'opposition de gauche polonaise, a déjà connu les prisons du colonel Beck, puis celles de l'occupant nazi, puis celles de Bierut, le larbin de Staline ; libéré en 1956 en même temps que Gomulka, il avait été l'un des organisateurs des conseils ouvriers dans la région de Cracovie. Ludwig Haas, lui

aussi ancien membre de l'opposition de gauche, arrêté par les troupes soviétiques lors de l'invasion de la Pologne orientale en 1939, fut déporté en Sibérie par les soins du N.K.V.D. : il y passa 18 ans et n'en fut libéré qu'en 1957.

Un mois plus tard, en Hongrie, où d'importantes hausses de prix venaient de toucher lourdement les travailleurs, les autorités ont arrêté plus de 40 d'entre eux pour « soupçons fondés de préparation d'un complot » ou pour « agitation contre l'état ». Ces ouvriers et paysans ont été arrêtés, suivant la technique stalinienne classique de l'amalgame, en même temps que des curés véreux, des voleurs et des satyres accusés de viols. En mars, la presse hongroise a annoncé la préparation d'un procès contre une partie des emprisonnés sous la triple accusation d'« agitation contre l'état », « vol » et « viol »... En même temps le gouvernement cherche à faire capituler par des menaces répétées d'arrestation le militant communiste Miklos Vasarhelyi, ancien membre du gouvernement Imre Nagy.

Au moment où Kadar frappait, les écrivains Daniel et Siniavski passaient en jugement à Moscou pour avoir fait publier à l'étranger des écrits prétendument antisoviétiques : après un procès interdit au public et aux journalistes, ils furent condamnés à 5 et 7 ans de « privation de liberté » : le refus de rendre ce procès véritablement public prouve la peur de la bureaucratie ; les voix de Daniel et de Siniavski devaient être étouffées, elles ne devaient parvenir au public qu'à travers les « comptes rendus » truqués et calomnieux de folliculaires à gages.

En même temps que sa brutalité, ce procès a, en effet, souligné l'isolement de la bureaucratie par rapport à son intelligentia : comme accusateurs publics, elle n'a pu trouver que deux membres de l'Union des Ecrivains, Vassiliev et Kedrina, que personne ne connaissait avant leur exhibition ; une trentaine d'écrivains de Moscou, puis une trentaine d'écrivains de Leningrad envoyèrent ensuite une pétition en faveur des condamnés. Un mois avant le procès à Leningrad, la police avait arrêté 8 étudiants responsables de l'édition d'une revue politique clandestine, *La Cloche*, revue d'une organisation qui regroupait près de 250 étudiants. Lors du procès de ces étudiants, des dizaines de témoins vinrent témoigner en faveur des inculpés et justifier leur activité. L'une des jeunes filles arrêtées répondit au juge qui lui demandait pour quelle raison elle avait entrepris cette activité politique clandestine.

tine : « D'abord dans l'espoir d'envoyer tous les gens comme vous travailler... »

Si la bureaucratie veut étouffer la voix des intellectuels non conformistes, c'est qu'à travers eux se fait entendre, d'une façon plus ou moins déformée, la colère sourde des masses contre la caste au pouvoir. La rupture de tout lien avec le passé politique du bolchevisme, l'isolement absolu de ces intellectuels « dans un seul pays », la dépolitisation profonde qui règne en U.R.S.S. limitent sérieusement l'ampleur de ces protestations. Chez Brodski par exemple, le refus est surtout individuel et esthétique, mais sous cette forme même, il traduit une prise de conscience qui peut être le préalable d'une pensée politique :

*Nous n'atteindrons pas notre fin...
par les statuts du parti...
par le grincement des tables de la loi...
nous ne l'atteindrons
ni par la blessure du Christ
ni par la croix
ni par les icônes...
mais par le feu de Prométhée
qui tremble dans la tempête
et survit incorruptible
dans le gourdin de Diogène. (1)*

Du gourdin de Diogène à la critique sociale et politique, il peut n'y avoir qu'un pas ; ce pas, Daniel le franchit qui écrit dans *Ici Moscou* des lignes qu'il eût été, évidemment, bien gênant de faire entendre à un public non sélectionné :

« Que faire de tous les seigneurs et maîtres de nos destinées, de nos chefs et de nos éducateurs, de ces fidèles fils du peuple, avec leurs museaux bouffis de graisse, qui confèrent et dirigent sans désemparer, qui reçoivent des télégrammes de félicitations adressées par les membres du kolkhoze de la région de Riazan, les mineurs de Krivoi Rog, l'empereur d'Ethiopie, le congrès des Instituteurs, le président des Etats-Unis et le personnel des cabinets publics ?... Que faire de ces gens-là ? Faudrait-il tout leur pardonner ? L'année trente-sept aussi ? Et la folie d'après guerre, quand le pays, tout entier possédé du démon, roulait dans

(1) BRODSKI. *Collines et autres poèmes*. (Le Seuil). P. 60.

(2) ARZAK (pseudonyme de Daniel) : *Ici Moscou* (Sedimo), p. 31-32.

une crise d'épilepsie et se dévorait lui-même ? Ils s'imaginent qu'après avoir fait leurs ordures sur la tombe du Moustachu, ils sont quittes ? Non, non, non. Ils méritent autre chose... » Après quoi Daniel évoque la liquidation terroriste de ces bureaucrates bouffis : signe d'impuissance désespérée comme l'est toujours la tentation terroriste, produit d'un totalitarisme qui étouffe toute pensée et toute activité politiques. La tentation terroriste est d'ailleurs *refusée* par Daniel comme un *cauchemar* sanglant. La réponse positive est donnée par les étudiants de *La Cloche*, qui, sous la direction de militants des Jeunesses Communistes mécontents, ont cherché à définir une orientation et à créer des groupes dans diverses villes de l'Union soviétique (Ivanovo-Voznessensk, Omsk, Novosibirsk). Le jour où ces groupes trouveront la liaison nécessaire avec les ouvriers puis avec la pensée bolchevique, un grand pas en avant sera fait vers la révolution politique en U.R.S.S.

La tâche des militants ouvriers est de dénoncer la répression, de mener campagne pour la libération des emprisonnés qui, quel que soit le motif officiel de l'inculpation, sont tous des emprisonnés politiques. Lutter contre la répression en Europe de l'Est et en U.R.S.S., c'est lutter en même temps contre l'impérialisme américain. La brutalité avec laquelle la bureaucratie réprime toute manifestation de pensée non conformiste est l'un des moyens essentiels qui permettent à l'impérialisme américain de se poser avec succès devant les ouvriers et les petits-bourgeois des U.S.A. comme le défenseur des libertés de parole et d'expression face au « totalitarisme communiste ». Faire reculer la bureaucratie sur ce point serait le premier pas important vers la rupture de l'isolement total qui sépare encore la lutte du prolétariat occidental de la lutte du prolétariat des pays d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. Rompre cet isolement est une des tâches essentielles d'une organisation révolutionnaire. Cet ouvrier soviétique l'avait bien senti qui, en février 1963, ébranlé par la grève des mineurs, murmurait à un universitaire français de passage à Moscou : « Vous êtes français ? Ah, c'est beau d'être français avec la grève des mineurs. C'est beau la grève des mineurs. Evidemment chez nous on n'a pas le droit de faire la grève... Pourquoi ça ? Mais attendez un peu... Quand on fera la révolution chez nous, vous verrez comment on se mettra en grève... »

la Conférence du Comité International:

Un moment de la reconstruction de la IV^e Internationale

Du 4 au 8 avril 1966 s'est tenue la Conférence Internationale organisée par le Comité International de la IV^e Internationale sur la base de la résolution «*Pour la reconstruction de la IV^e Internationale*» (parue dans le n^o 532 de *La Vérité*). Cette Conférence, après avoir largement discuté du contenu de cette résolution, s'est terminée par l'adoption d'une résolution sur «*la reconstruction de la IV^e Internationale et les tâches du Comité International*», résolution qui est reproduite dans ce numéro, à la suite de cet article.

Aux travaux de cette Conférence ont participé les délégations de quatre organisations membres du C.I. : anglaise, française, hongroise et grecque, ainsi que les observateurs mandatés par deux organisations américaines («*The American Committee of the Fourth International*» et «*Spartacist*») du Japon, de Ceylan, d'Allemagne, du Danemark, d'Afrique et d'un groupe d'étudiants socialistes irakiens. Le groupe français «*Voix Ouvrières*» avait également été invité à cette conférence à titre d'observateur ainsi que les organisations de jeunesse révolutionnaire de Grande-Bretagne («*Young Socialists*») et de France («*Révoltes*»).

Nous laissons aux révisionnistes, à l'issue de leurs «*Congrès Mondiaux*», le soin de publier de fracassants bulletins de victoire dont le ton devient de plus en plus enthousiaste, au fur et à mesure que leur prétendue Internationale éclate sous le coup de crises répétées. Pour nous, il nous suffit de constater que l'existence des forces réunis autour du Comité International, à travers la préparation et la tenue de cette Conférence, et surtout le niveau de la discussion politique et les conclusions qui ont pu être atteintes, marquent un pas en avant d'importance dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Cette Conférence est la troisième que convoque le Comité International. Si on la compare aux deux précédentes, elle démontre que le Comité International constitue dès à présent un pôle d'attraction à la fois pour des éléments qui ont fait l'expérience du « pablisme » dans les rangs des organisations révisionnistes et pour des forces nouvelles que leur expérience de la lutte des classes et l'action du Comité International et de ses organisations conduisent au programme révolutionnaire.

Pendant des années, le Comité International a dû lutter durement pour maintenir les acquis théoriques et politiques de la IV^e Internationale, pour défendre son programme, à partir de l'intervention de ses organisations dans la lutte des classes et d'un combat théorique constant. Dans cette lutte, le Comité International a vu s'écarter de lui, pour aboutir à une unité sans principes, avec le centre révisionniste international, des groupes qui se déclaraient formellement d'accord avec lui. Il a fallu entreprendre une lutte politique et théorique extrêmement sévère contre le Socialist Workers Party des Etats-Unis qui, adoptant une politique de plus en plus opportuniste dans son propre pays, capitulait en même temps devant le révisionnisme à l'échelle internationale. Une lutte qui permit de rendre plus concrète — c'est-à-dire de hausser à un niveau supérieur de généralisation théorique — la critique du révisionnisme ; une lutte qui permit de dégager pleinement le contenu politique de cette nécessaire *séparation* d'avec la direction opportuniste du Socialist Workers Party *comme préparation à la reconstruction de la IV^e Internationale*.

Mais maintenant, c'est une autre étape qui commence. Comme conséquence de son activité passée pour la défense de la IV^e Internationale, et en fonction des développements au sein du mouvement ouvrier, le Comité International amorce autour de lui, et sur la base du Programme de la IV^e Internationale, un processus de regroupement.

Ce pas en avant s'est également manifesté dans la discussion qui a abouti non seulement à la définition de tâches dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, mais à la définition claire de cette perspective de reconstruction comme l'expression actuelle de la lutte menée pour sélectionner, à l'échelle internationale, une direction révolutionnaire sur la base du Programme de Transition, lutte qui comprend la fondation de la IV^e Internationale en 1938, l'activité de ses sections pendant la deuxième guerre mondiale, sa réorganisation après la guerre, le combat en son sein contre le courant révisionniste, animé par Pablo et Germain, et qui prend aujourd'hui la forme de la reconstruction de l'Internationale, détruite

par le révisionnisme comme organisation politiquement centralisée sur la base du Programme de Transition.

C'est en ce sens que la Conférence Internationale, parce qu'elle est un moment de la reconstruction de la IV^e Internationale, constitue un élément de « *la composante consciente, la plus vitale* » de la lutte des classes, pour reprendre les mots mêmes de la résolution du Comité International : la lutte pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

La Conférence a pratiquement démontré que le Comité International continuait, en termes de programme et d'organisation, la tâche définie par la fondation de la IV^e Internationale, cette tâche que Léon Trotsky, dans l'un des derniers documents qu'il rédigea, le « *Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne* » qui date de 1940, résumait ainsi :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerre, d'insurrections, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettre d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète. Mais en aucun cas le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance mais elle ne modifie pas la perspective historique générale ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela précisément réside la tâche de la Quatrième Internationale ».

Reconstruction et continuité

La longue perspective qu'ouvrait Trotsky s'est sans aucun doute révélée plus longue encore que ne l'espéraient les marxistes. Le Programme de Transition a été vérifié dans les faits : les lois de l'Histoire ont été plus fortes que les appareils bureaucratiques. La Sainte-Alliance réactionnaire qui unifia les efforts de l'impérialisme, du stalinisme et de la social-démocratie internationale contre la classe ouvrière à l'issue de la seconde guerre mondiale ne parvint pas à

empêcher que de celle-ci commence la révolution prolétarienne. Mais la jeune IV^e Internationale, fondée à la veille du conflit mondial, dont les sections avaient résisté à l'épreuve de la guerre, maintenant l'internationalisme comme une réalité vivante par leur activité au prix de lourds sacrifices, n'avait pu encore organiser l'avant-garde ouvrière dans ses rangs. L'absence d'une direction révolutionnaire permit l'endiguement de la vague révolutionnaire : l'impérialisme conserva le contrôle des centres décisifs.

« *Les rythmes, les délais ont une importance immense* » et ce, d'abord pour les formes que prend le processus, de toute façon complexe et contradictoire, de la sélection d'une direction révolutionnaire internationale. Dans les conditions qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la IV^e Internationale a vu se développer dans sa direction un courant révisionniste, renonçant à la construction du parti révolutionnaire et par là même remettant en question le rôle historique du prolétariat. Cette direction est finalement devenue un centre liquidateur de la IV^e Internationale, la détruisant comme organisation politiquement centralisée sur la base du Programme de Transition. Nombre de facteurs sont intervenus dans ce processus et nous nous sommes, dans le cadre même de la préparation de la conférence, longuement expliqués sur ce point (1).

C'est cette crise de la IV^e Internationale qui fait de l'étape présente celle de la *reconstruction de la IV^e Internationale*. Le Comité International a opposé cette perspective à toutes les tentatives de réunification avec le centre révisionniste et liquidateur, frauduleusement présenté comme un tronçon du mouvement trotskyste alors qu'il constitue une tendance politiquement irréductiblement opposée à la IV^e Internationale, à son programme, à ses méthodes, tendance contre laquelle il faut reconstruire l'Internationale comme organisation politiquement centralisée.

Comprendre la nécessité de reconstruire la IV^e Internationale ce n'est nullement sous-entendre que la IV^e Internationale a fait faillite, parce que, à une étape de son développement, la majorité de sa direction a capitulé devant les forces sociales ennemies du prolétariat et exprimé cette capitulation par l'élaboration d'une idéologie révisionniste. S'il s'agissait d'une faillite, c'est le programme lui-même qui serait en cause, car pour des marxistes programme et organisation sont inséparables : la faillite de la IV^e Internationale ne pourrait que signifier l'inadéquation de son programme à la réalité sociale, la nécessité de le *réviser*.

(1) Voir en particulier *La Vérité*, nos 530-31, « Défense du trotskysme ».

Pas plus, le fait de comprendre qu'il s'agit de reconstruire la IV^e Internationale ne signifie considérer que la IV^e Internationale ait purement et simplement disparu : au contraire l'existence du Comité International et de ses organisations a assuré la continuité du mouvement international fondé sur le Programme de Transition. Cette continuité s'exprime précisément dans la lutte actuelle pour la reconstruction de la IV^e Internationale. On ne peut envisager la reconstruction « organisationnelle » de la IV^e Internationale que parce qu'elle existe comme une réalité vivante dans la lutte des classes, par son programme et par le Comité International et ses organisations, qui sont la preuve, dans la pratique même de la lutte des classes, que la IV^e Internationale a résisté aux coups terribles que lui a porté le révisionnisme.

C'était là notre point de départ et celui du Comité International. Comme l'écrivait S. Just dans « Défense du Trotskysme » :

La vitalité du programme est cependant telle que, quels que soient les coups extrêmement durs portés à la IV^e Internationale, sa reconstruction demeure possible, grâce à l'existence des organisations regroupées au sein du Comité International. Celles-ci ont, jusqu'à présent, à partir de leur intervention dans la lutte des classes, préservé le capital théorique et politique du trotskysme, que synthétise le programme de la IV^e Internationale.

La reconstruction de la IV^e Internationale ne peut pas résulter d'une proclamation du Comité International par laquelle celui-ci s'affirmerait « direction internationale ». Elle ne peut être que le fruit d'une longue lutte théorique et politique, qui détruira la fiction du « Secrétariat International », et éliminera jusqu'à la dernière trace de « pablisme » au sein des organisations qui se réclament du programme de la IV^e Internationale. Elle ne pourra aboutir à la restructuration d'une organisation mondiale centralisée qu'à la suite de discussions théoriques et politiques approfondies, fatalement longues parce que devant aboutir à une très grande homogénéité théorique et politique, parce que devant apporter des réponses à de très nombreux problèmes théoriques et politiques qui se sont posés au cours de ces vingt dernières années, et que n'a pas permis de résoudre la crise de l'Internationale. Mais cette tâche, il faut dès maintenant l'entreprendre.

Il n'en reste pas moins vrai que dans les documents préparatoires à la Conférence, ce caractère indissociable de la reconstruction et de la continuité n'était pas assez explicité. Non « en soi », mais en fonction des problèmes politiques que la préparation et la tenue de

la Conférence du Comité International ne pouvaient manquer de soulever.

Il a donc fallu une clarification supplémentaire : elle a constitué le centre des débats de la Conférence. Comme toujours lorsqu'il s'agit de problèmes politiques essentiels cette clarification s'est faite à travers une lutte contre ceux qui niaient cette continuité, qui concevaient la « reconstruction de la IV^e Internationale » comme la construction d'une « nouvelle » organisation, s'opérant en dehors des expériences théoriques et politiques accumulées par la IV^e Internationale. C'était la position du groupe « Voix Ouvrières » sur laquelle nous reviendrons.

Cette clarification a permis de préciser, sans équivoque, les bases politiques sur lesquelles pouvait être entreprise la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle a aussi permis de démontrer que derrière ce qui pouvait sembler une discussion formelle, se trouvaient les questions politiques les plus hautes : celles du Programme, de la méthode marxiste, de la place de la théorie dans la lutte des classes.

La défense du programme

Pour des marxistes, le Programme n'est ni un catalogue de mots d'ordre — dans lequel il suffirait de piocher au gré des circonstances — ni une enseigne à l'abri de laquelle « la politique » se développerait empiriquement. Le Programme c'est la généralisation théorique au niveau le plus haut des expériences de la lutte des classes, la définition d'une époque historique et d'une stratégie correspondant à cette époque. Le Programme est la base même de l'organisation et l'organisation est indissociable du Programme. Lutter pour défendre le Programme de la révolution socialiste c'est lutter pour que l'avant-garde prolétarienne fasse sien ce Programme, l'assimile et s'organise donc à partir de lui. En ce sens le Programme ne constituerait qu'une abstraction si on le séparait des mesures d'organisation qui en découlent.

Le Programme de Transition s'est traduit par la fondation de la IV^e Internationale, indépendamment de la faiblesse extrême des forces alors rassemblées sur ce programme. La perspective ouverte par le Programme de Transition exigeait la constitution d'un cadre d'organisation rassemblant les militants révolutionnaires et *les séparant* d'avec tous les courants et groupes centristes dont certains se proclamaient formellement en faveur du Programme, mais qui refusaient précisément la conclusion ultime de ce Programme sans laquelle il restait lettre morte : la IV^e Internationale.

Les expériences de la classe ouvrière au cours de son combat contre l'exploitation, de ses efforts d'organisation, de ses tentatives de renversement du capitalisme, l'histoire des luttes politiques et théoriques au sein du mouvement ouvrier, font partie, à chaque étape, de l'activité des révolutionnaires. Le mépris à l'égard des luttes politiques et théoriques au sein du mouvement ouvrier marque une rupture avec cet ensemble car ces luttes expriment les problèmes et le développement de la lutte des classes. Il manifeste en fait un rejet de la théorie comme expression conscientée des processus de la lutte des classes.

A notre époque, c'est au sein de la IV^e Internationale que se concentrent les expériences de la lutte des classes, qu'elles peuvent se traduire en termes théoriques et partant politiques. Les luttes, les crises, les scissions au sein de la IV^e Internationale font partie de la lutte des classes réelle, telle qu'elle se développe à notre époque. Que par les hommes qui y ont été impliqués, comme par certaines formes qu'elles ont pu revêtir, ces luttes puissent paraître dérisoires par rapport à leur enjeu ne change rien au fond : elles étaient liées aux problèmes les plus vitaux de la lutte des classes, aux tâches du prolétariat à notre époque.

Ne voir en ces luttes qu'un passé mort et extérieur à la lutte des classes aboutit, en dernière analyse, à rompre avec le Programme et l'Internationale qui se sont affirmés non seulement par l'intervention dans la lutte des classes de l'Internationale et de ses sections, mais aussi par ces luttes internes qui étaient une composante de cette intervention.

Ignorer les acquis théoriques et politiques de la IV^e Internationale, refuser de comprendre que le Comité International exprime la permanence de la IV^e Internationale *même si aujourd'hui il ne peut prétendre être la direction politique d'un mouvement centralisé à l'échelle internationale*, imaginer une « reconstruction de l'Internationale » partant de la seule juxtaposition d'expériences « nationales » en dehors de cette continuité politique, c'est en définitive rompre avec l'internationalisme prolétarien, rejeter la méthode même du marxisme.

Compris comme une politique, l'internationalisme prolétarien — fonction du caractère international de la lutte des classes — s'exprime à chaque étape dans une perspective précise. A notre époque, celle de la crise de la direction révolutionnaire, dans la perspective de la IV^e Internationale. Cette perspective n'est ni une abstraction ni un simple « objectif pour l'avenir », elle s'est concrètement exprimée dans la lutte pour la construction de la IV^e Inter-

nationale, c'est-à-dire dans l'activité fondée sur le Programme des organisations trotskystes agissant dans la lutte des classes : elle vit dans la lutte des classes à partir de l'activité de ces organisations.

C'est dans le cadre de cette activité — et seulement dans le cadre de cette activité — que pouvaient être posés les problèmes soulevés par la lutte des classes, ceux de l'évolution de l'impérialisme et de ses contradictions, de la révolution dans les colonies et de sa liaison avec la lutte des travailleurs des pays industriellement avancés, de la nature sociale des états de l'Europe Orientale, de l'unité organique entre révolution politique en U.R.S.S. et dans ces pays et la révolution sociale. Certes, tous ces problèmes n'ont pas été entièrement réglés, et les partis révolutionnaires restent à construire, dans chaque pays. Le développement de la théorie marxiste est inséparable du développement des organisations révolutionnaires : sur tous les terrains le combat doit se poursuivre, mais il ne peut se poursuivre qu'à partir de ce qui a été acquis. Un courant révisionniste est né au sein de la IV^e Internationale, en opposition avec son programme, avec ses acquis historiques, ce courant a pu désorganiser l'Internationale. Mais c'est aussi dans la IV^e Internationale, sur la base de son programme *et en assimilant les leçons de ses luttes* que sont nées les forces capables de lutter et de vaincre ce révisionnisme, capables, à travers la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, d'avancer dans la voie de la construction de la direction révolutionnaire internationale du prolétariat. *C'est par cette continuité d'organisation que s'est exprimée la défense réelle du Programme, la pratique politique effective de l'internationalisme prolétarien.*

Refuser cette conception, c'est rompre, répétons-le, avec la méthode marxiste elle-même. La méthode marxiste en effet part de l'unité organique de la lutte des classes, de ses diverses manifestations. La théorie marxiste est l'expression consciente d'un processus inconscient et l'organisation révolutionnaire et son Programme constituent la composante consciente des luttes du prolétariat international, luttes qui s'expriment aussi bien par l'organisation du prolétariat comme classe (ses organisations syndicales en particulier), par la défense des positions arrachées au capitalisme, les combats revendicatifs, etc., qui convergent dans la perspective de la révolution socialiste internationale, consciemment exprimée par la construction de l'Internationale.

La crise de la IV^e Internationale, les coups que lui a portés le révisionnisme n'ont pas été sans conséquences sur les regroupements

au sein de l'avant-garde. Les diverses variétés de centrisme ont été renforcées, la crise du trotskysme était un argument supplémentaire pour tous ceux qui refusaient son Programme ou se contentaient d'un ralliement platonique à ce Programme. De plus, au sein même des organisations trotskystes se développaient les risques de voir apparaître un internationalisme abstrait, académique. Aussi, la discussion sur la continuité de la IV^e Internationale, sur la signification historique de sa fondation, sur l'acquis de ses luttes, était inévitable et indispensable au moment où s'amorce la reconstruction de l'Internationale. Les conclusions de cette discussion ont été rendues plus claires par l'offensive menée contre cette conception par des éléments politiquement étrangers au Programme de la IV^e Internationale — précisément parce qu'ils se situent en dehors de cette continuité d'organisation — comme le groupe français « Voix Ouvrières ».

Un courant politique petit-bourgeois opposé au Programme de la IV^e Internationale

Cet article a pour but d'informer nos lecteurs des conclusions politiques de la Conférence Internationale. Dans ce cadre il nous faut dire quelques mots des positions et des méthodes politiques de « Voix Ouvrières » par rapport aux problèmes soulevés à la Conférence Internationale sans qu'il soit question ici de traiter de l'ensemble de sa politique.

Le groupe « Voix Ouvrières » est une organisation qui se réclame du trotskysme mais qui est à l'extérieur de la IV^e Internationale depuis 1939. Il a refusé de participer à la réorganisation de l'Internationale au cours de la guerre et à l'unification réalisée entre les groupes trotskystes français qui donna naissance au Parti Communiste Internationaliste, et il s'est, depuis, tenu à l'écart de toute affiliation internationale.

Dans la mesure où cette organisation proclamait que son activité était fondée sur le Programme de Transition, et dans la mesure aussi où elle avait toujours tenté d'intervenir dans la lutte des classes, il était naturel que le Comité International l'invite à participer à une Conférence qui ne pouvait que concerner tous ceux qui se réclament du trotskysme.

Dans le cours de la Conférence, la délégation de « Voix Ouvrières » exprima d'une manière caricaturale les tendances fausses que nous avons définies plus haut. Pour leur porte-parole, les luttes passées de la IV^e Internationale n'étaient que « tempête dans le verre d'eau trotskyste » ; l'accent mis sur la lutte contre le révisionnisme, vaine

« fouille des ruines de la IV^e Internationale ». Ce rejet désinvolte de la théorie et des expériences du mouvement révolutionnaire fut apprécié comme il convenait par la Conférence. La délégation de « Voix Ouvrières » choisit alors de quitter la Conférence, leur participation ayant, d'après eux, « perdu son objet » (2). Nous laissons à « Voix Ouvrières » la responsabilité de cette appréciation qui les juge : leur participation à la Conférence était devenue inutile à partir du moment où il apparaissait que la majorité était opposée à leurs positions !

Il leur faut maintenant justifier cette dérobade et, dans le même numéro de « V. O. » où est fait un compte rendu de la Conférence il est expliqué : « Avant de continuer ou plus exactement d'entamer réellement la discussion, on nous a mis en demeure de voter un texte comme quoi l'Internationale existe et qu'elle n'est autre que le Comité International » (V.O. n° 59).

Deux remarques :

1° Pas plus que quiconque, la délégation de « Voix Ouvrières » n'était contrainte à voter pour un texte auquel elle était opposée. Comme tout le monde, elle était invitée à se prononcer sur le document central de la Conférence (la résolution « Pour la reconstruction de la IV^e Internationale ») effectivement amendée, en fonction de la discussion, pour que s'en dégage clairement le fait que l'existence du Comité International, son activité et celle de ses organisations et en particulier la tenue de cette Conférence marqueraient la continuité de la IV^e Internationale et une victoire sur le révisionnisme.

2° La résolution finale sur les tâches du Comité International fait table rase des allégations selon lesquelles le Comité International se considérerait comme la direction centralisée de l'Internationale. Il est vrai que le commentateur de « Voix Ouvrières » ignorait les conclusions de la Conférence dont il rendait compte...

Venons-en maintenant aux choses sérieuses : car si elle n'est pas toujours sérieusement présentée, l'opposition de « Voix Ouvrières » à la continuité exprimée par la IV^e Internationale est politiquement sérieuse. La tentative d'opposer « reconstruction » à « continuité » n'est ni l'effet d'un malentendu ni une mauvaise querelle de mots. Il suffit pour s'en convaincre de lire les documents par lesquels « Voix Ouvrières » a préparé la Conférence — la critique de la résolution du Comité International parue dans les numéros 55 et 56 de « V. O. » — et le compte rendu qu'elle en a donné.

(2) Dans le compte rendu de la Conférence Internationale, paru dans le n° 59 de *Voix Ouvrières*. Dans la suite de cet article, ce journal sera désigné par les initiales de son titre « V.O. ».

Commençant la discussion, le rédacteur de « Voix Ouvrières » signalait qu'il avait, avec la Résolution du Comité International « des désaccords politiques ». Mais il ajoutait : « *Nous ne les exposerons pas ici. Non que nous les considérions comme secondaires, bien au contraire, mais nous pensons que ces problèmes pourraient être discutés et résolus au sein d'une Internationale digne de ce nom, c'est-à-dire capable d'aborder la théorie avec sérieux et capable de corriger éventuellement ses erreurs.* » Cela aurait pourtant constitué une bonne préparation à cette « Internationale digne de ce nom ». Il poursuit pourtant par une remarque « politique » : une remarque pertinente d'ailleurs sur une faiblesse de la résolution du C.I. (voir *La Vérité*, n° 532, pp. 44 et 45) qui définit les états d'Europe Orientale comme des « *états ouvriers dégénérés ou déformés* » sans expliquer comment s'est opérée cette transformation sociale. Mais il gâche tout en affirmant légèrement que « *ce problème n'est qu'un problème de méthodologie* » et, en passant à la suite : « *Ce qui, dans le texte du C.I. nous gêne bien plus c'est la référence constante aux années 1953-1956* » (idem). Ce qui n'est sans doute pas un désaccord politique ?

« Voix Ouvrières » rejette complètement l'analyse de la situation internationale faite dans la résolution du C.I. et basée sur le fait que « *la période 1953-56 marque un tournant dans la situation mondiale* » (*Vérité*, 532, p. 43). Attribuant faussement au Comité International l'idée d'un changement *fondamental* dans le rôle du stalinisme, le rédacteur ne comprend absolument pas que les modifications du rapport des forces survenues, à l'échelle internationale, entre les classes a entraîné en 1953-1956 une modification des rapports au sein du mouvement ouvrier. En particulier, le caractère historiquement décisif du déclenchement de la *révolution politique* en Europe de l'Est et les conséquences que cela entraîne pour la bureaucratie stalinienne, non seulement contrainte de maintenir le « *statu quo* » avec l'impérialisme mondial, mais obligée de s'appuyer sur lui contre le prolétariat de Russie et d'Europe orientale, lui échappent complètement. De même le contenu du conflit sino-soviétique lui est inexplicable. Cette incapacité à saisir la réalité internationale de la lutte des classes, sa dynamique, est précisément reliée à une incompréhension concrète des problèmes de la direction révolutionnaire. Pour nous, la crise de la IV^e Internationale se relie aux contradictions de cette nouvelle étape de la lutte des classes. Comme le dit la résolution, « *la dégénérescence révisionniste au sein de la IV^e Internationale est un phénomène de classe de caractère*

international, correspondant aux besoins de l'impérialisme dans sa phase ultime de contradictions extrêmes et de dépendance, pour sa survie, de la bureaucratie stalinienne, de la social-démocratie et des dirigeants nationalistes (La Vérité, n° 532, p. 33). Pour « Voix Ouvrières », « cette importance accordée au pablisme relève du bluff pur et simple » (V.O. n° 56). En effet, pour « Voix Ouvrières », l'analyse faite par le C.I. ne correspond qu'à un seul souci : donner de l'importance à la crise de la IV^e Internationale. Il fallait y penser : « En effet, il est visible (trop) que l'importance exagérée accordée à ce tournant va permettre de replacer la scission de 1953 dans un contexte "historique". Et c'est ainsi que, sous la pression des événements, aurait, en 1953, éclaté la malheureuse Internationale. Eh bien non ! D'abord, nous l'avons vu, il n'y eut point, en cette période, de changement fondamental de la politique de la bureaucratie, ou de l'impérialisme, ou des deux réunis. Ensuite, et nous le reverrons plus loin, l'explication n'est pas satisfaisante pour expliquer le phénomène de la dégénérescence de la IV^e Internationale. Et puis qu'est-ce que cette Internationale qui éclate à la première crise dans le monde ? Elle aurait bien dû éclater en 1939-1940, puis en 1945, puis encore en 1948 ! A moins qu'on admette qu'elle l'ait fait, ce qui serait, tout compte fait, une analyse plus sérieuse que celle qu'on nous propose » (V. O., n° 55).

Arrêtons-nous sur la dernière phrase. Elle révèle le fond de la position de « Voix Ouvrières ». La IV^e Internationale a toujours été, en fait, une organisation révisionniste, petite-bourgeoise. Ils n'osent — parce que la référence au Programme leur est indispensable — tirer la conclusion qui s'impose : la fondation de la IV^e Internationale était une « erreur », une « erreur » qui trouve sa source dans le Programme de Transition.

L'incompréhension totale du phénomène du révisionnisme et de la crise de la IV^e Internationale est manifeste : on les situe en dehors de la lutte des classes. Partant, il n'y a plus qu'un échantillonnage de positions plus ou moins fausses (ou plus ou moins justes), une succession de crises plus ou moins importantes, sans que jamais le caractère spécifique, liquidateur, du pablisme soit souligné. Cette incompréhension n'est qu'une expression de la non-assimilation du marxisme, de l'incapacité de partir de l'unité de la lutte des classes et de son développement.

Restait à « Voix Ouvrières » à donner son explication de la crise de la IV^e Internationale. Et là précisément, ce groupe fait ce qu'il reproche au C.I. : il cherche une justification à son attitude, à son refus constant de rejoindre le mouvement international. « Voix

Ouvrières » se saisit d'un facteur qui a certes joué son rôle (la composition petite-bourgeoise, l'absence de méthodes communistes) mais l'isolant de la lutte des classes, de la lutte politique, de la théorie, il lui ôte toute signification :

« L'échec de la IV^e Internationale fut dû au refus de ses militants et de ses dirigeants, au niveau des sections comme au niveau de la direction, car ce fut un phénomène global, de vouloir admettre que la composition sociale en majorité petite-bourgeoise, intellectuelle, des sections de l'Internationale nécessitait de strictes mesures politiques et organisationnelles pour écarter de leur sein les éléments corrompus et pour, autant que faire se pouvait, échapper à l'influence idéologique de la petite-bourgeoisie en s'efforçant au maximum de recruter au sein de la classe ouvrière et en contraignant les éléments d'origine petite-bourgeoise à se lier au travail d'entreprise. Ce type d'avertissement, Léon Trotsky le donnait, juste avant la guerre, à la section américaine. Il était valable pour toutes les sections de l'Internationale » (V. O., n^o 56).

Quelques remarques sont nécessaires. Tout d'abord, si Trotsky donnait effectivement ce type d'avertissement, il ne séparait pas les méthodes de la politique, il les subordonnait au contraire à la politique, les considérait comme une expression de la politique. La lutte contre l'influence idéologique de la petite-bourgeoisie, au sein de la section américaine, il la concevait comme une lutte pour l'assimilation de la théorie marxiste, du matérialisme dialectique. C'est l'axe fondamental de « *In Defense of marxism* ».

D'autre part, jamais la IV^e Internationale ne fut plus faible (et donc plus petite-bourgeoise dans sa composition) que lors de sa fondation. Le ver du révisionnisme était-il pour autant dans le fruit ? Était-ce *oui* ou *non* juste de proclamer l'Internationale ? Et si l'on répond oui, la seule attitude correcte n'était-elle pas de lutter au sein de l'Internationale, de la rejoindre aussitôt que possible si on en avait été séparé ? « Voix Ouvrières » ne peut échapper à ces questions.

Il ne suffit pas de dire : « *Notre organisation est née justement de la nécessité de se séparer physiquement du milieu petit-bourgeois aux pratiques social-démocrates qu'étaient les organisations trotskystes en France au début de la guerre* » car si l'ensemble du mouvement était de composition sociale petite-bourgeoise, on ne voit pas en quoi la séparation « physique » de petits-bourgeois d'avec d'autres petits-

bourgeois arrangeait quoi que ce soit. Ce n'est là qu'une argutie pour tenter de justifier le refus de « Voix Ouvrières » de subordonner son activité à la construction de l'Internationale. Et l'on en revient encore aux questions politiques : du Programme de Transition il découle que la sélection d'une direction révolutionnaire ne peut se faire que *dans* et *par* une organisation internationale et non par l'addition d'expériences « nationales ». La traduction de cette orientation c'est la construction de l'Internationale à laquelle se subordonne, *sur la base du programme*, l'activité des sections.

Parce que « Voix Ouvrières » est en fait à la recherche de solutions nationales au problème de la direction révolutionnaire, il esquivait cette question et sombre dans la pire des confusions, comme l'atteste la conclusion des deux articles que nous avons longuement cités :

« Nous savons d'ailleurs que nos critiques ne suffiront pas, sans une prise de conscience de la majorité des militants engagés dans cette reconstruction. Nous sommes persuadés que cette prise de conscience aura lieu.

Cependant, si cela ne devait pas être, cela signifierait que la route est encore un peu plus longue que prévu et qu'il faudrait alors non reconstruire la IV^e Internationale, mais construire la V^e, car ce serait la preuve que toute une génération est faillie. » (« V. O. », n^o 56.)

Et voilà le Programme — et avec lui la définition de notre époque — oublié, et la question de l'Internationale posée sous l'angle de la numérotation ! La IV^e Internationale devra être reconstruite ou non, selon qu'elle suivra ou non les conseils de « Voix Ouvrières », tirés de son expérience *nationale* et *spécifique*. Même si ces conseils étaient les meilleurs du monde et cette expérience fabuleusement riche, c'est là une manière de poser la question qui est en rupture avec la méthode marxiste, avec l'unité organique de la lutte des classes internationale. Pareille pauvreté ne peut que désarmer face au révisionnisme parce qu'elle emploie la méthode même du révisionnisme, la méthode éclectique et impressionniste de la petite-bourgeoisie.

Il faut maintenant conclure. Ce n'est pas au hasard, ou par goût des injures, que les marxistes caractérisent des tendances comme *des tendances petites-bourgeoises*. Ils ne visent pas ainsi leur composition sociale. Certes, une composition sociale petite-bourgeoise, en l'absence de méthodes correctes d'organisation, facilite la pénétration d'une idéologie hostile au prolétariat. Mais ce n'est pas en soi un facteur déterminant : une tendance à majorité ouvrière peut fort bien être qualifiée politiquement de tendance petite-bourgeoise.

Ce qui caractérise une tendance comme étant une tendance petite-bourgeoise, c'est sa rupture avec la méthode marxiste — l'analyse globale de la lutte de classes saisie dans son unité et son développement — et l'adoption de la méthode de pensée de la petite-bourgeoisie, de son éclectisme, de son empirisme, de son impressionnisme.

L'incohérence de « Voix Ouvrières » par rapport au problème central de la IV^e Internationale atteste que ce groupe constitue une telle tendance.

Naturellement, cela se manifeste dans l'ensemble de son activité. Pour « Voix Ouvrières » le programme auquel il se réfère est traité comme un « self-service » où il lui est loisible de prendre ce qui correspond à sa politique immédiate et de laisser ce qui la dérange. De même que la question de la continuité de la IV^e Internationale semble à leurs dirigeants parfaitement indépendante de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, celle de l'intégration des syndicats à l'état ne provoque que leurs ricanements puisqu'il y a longtemps déjà que les appareils bureaucratiques des syndicats collaborent avec l'état bourgeois. Ils ne comprennent pas que la construction, dans chaque pays, du parti révolutionnaire indispensable pour vaincre ne peut même pas être entreprise en dehors d'une perspective internationale, de la lutte pour la construction de l'Internationale. Ils ne comprennent pas que la crise de l'impérialisme le conduit à remettre en cause toutes les conquêtes de la classe ouvrière, à menacer l'indépendance des organisations où elle se rassemble et s'affirme comme classe et que, par conséquent, la défense des organisations de classe du prolétariat — défense qui comprend la lutte contre les appareils bureaucratiques les dirigeant présentement — est une tâche centrale et internationale de l'avant-garde révolutionnaire.

Ils ne comprennent surtout pas que ces problèmes sont liés, qu'ils expriment, dans son unité, le caractère international et radical de la lutte des classes à notre époque, l'époque du Programme de Transition. Et dans cette mesure, ils tournent le dos à ce Programme qu'ils prétendent défendre : ils renoncent à sa méthode, au marxisme.

Il suffit pour s'en convaincre de voir comment, dans le numéro de « Voix Ouvrières » où il est rendu compte de la Conférence Internationale, est abordée la question de la préparation du mouvement du 17 mai 1966. Dans l'éditorial intitulé « Trente ans après », on lit :

« Trois, quatre, cinq millions de travailleurs peuvent se retrouver ensemble dans la lutte le 17 mai. Dans certains secteurs les ouvriers hésiteront à arrêter 24 heures quand un système de primes antigève »

pèse lourdement sur leur salaire... Cela n'empêche que chaque catégorie peut et doit trouver les moyens de participer tous ensemble au mouvement pour des objectifs communs. Pour cela il faut que les travailleurs non syndiqués qui sont la grosse majorité fassent entendre leur voix autrement qu'en suivant passivement les banderoles archi-usées des syndicats.

Grève générale totale jusqu'à satisfaction de nos revendications.

- Pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois ;*
- Augmentation de 200 F minimum pour tous ;*
- Durée hebdomadaire du travail de 30 heures maximum. »*

Ni l'enjeu du mouvement ni la politique que nécessite cet enjeu (le Front unique ouvrier) ne sont même évoqués. La manière de poser la question de la participation des différents secteurs (« *chaque catégorie peut et doit trouver les moyens...* ») rejoint celle employée par les appareils laissant chaque secteur libre de juger des formes d'action. Au lieu de mettre en avant, contre la politique de démobilitation des bureaucrates, la nécessité de préparer effectivement le mouvement à l'échelle interprofessionnelle et intersyndicale, on se contente de « gauchir » sur le terrain de l'appareil, de s'adapter à lui. C'est là de l'opportunisme.

Quant à opposer la masse des travailleurs non syndiqués aux travailleurs syndiqués au lieu de parler du rôle des syndicats, de leur fonction dans la lutte des classes et de critiquer à partir de là la politique des appareils qui explique la faiblesse numérique des syndicats, c'est du sectarisme très infantile.

Enfin, mettre en avant des mots d'ordre qui supposent une mobilisation de caractère révolutionnaire des masses, sans aucun égard au rapport des forces existant actuellement entre la bourgeoisie et le prolétariat, sans tenir compte non plus des rapports entre les masses et les appareils, c'est de l'aventurisme...

Comme on peut le voir, l'analyse de la politique de « Voix Ouvrières » suffirait à composer un lexique des déviations et des erreurs au sein du mouvement ouvrier. Mais ce n'est pas maintenant le moment de le compléter.

La Conférence Internationale n'est pas un événement extérieur à la lutte des classes internationale.

Tous les problèmes auxquels doit faire face le prolétariat s'expriment en termes internationaux. De la lutte pour la défense des organisations qu'il s'est données contre les tentatives de destruction de la bourgeoisie, jusqu'à l'affrontement direct avec l'impérialisme par la lutte armée, il n'y a aucun de ses combats qui puisse être conduit jusqu'à la victoire sans une stratégie internationale adaptée au caractère de l'époque — celle de la révolution socialiste — et une organisation internationale. Ce qu'affirme la Conférence Internationale, ce qu'expose son Manifeste que nous publions à la suite de cet article, c'est que cette organisation ne peut se construire que sur la base du Programme de Transition, du Programme de fondation de la IV^e Internationale.

Plus encore, le fait que cette Conférence se soit tenue, qu'elle ait amorcée un regroupement de forces révolutionnaires autour du C.I., qu'elle ait été à même de prendre des décisions politiques et d'organisation qui ouvrent la voie à la reconstruction effective de l'Internationale comme force politique centralisée sur la base du Programme de Transition, n'a été possible que dans la mesure où les sections du C.I. ont développé leur activité, enrichi leur expérience, à travers leur intervention dans la lutte des classes pour la construction des partis révolutionnaires, intervention dont la lutte contre le révisionnisme a été une composante indispensable.

En ce sens, la Conférence Internationale est non seulement un moment de la reconstruction de l'Internationale, mais simultanément — et parce que la construction de partis révolutionnaires ne peut se concevoir qu'à travers le combat pour l'Internationale — une étape dans la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, une étape importante. C'est en projetant dans la lutte des classes, à travers l'intervention dans cette lutte, pour la construction de partis révolutionnaires, les acquis théoriques et politiques de la Conférence que progressera la reconstruction de la IV^e Internationale, seul cadre dans lequel le marxisme, théorie et pratique indissolublement liées, puisse s'assimiler, seul cadre dans lequel puisse se sélectionner la direction révolutionnaire indispensable au prolétariat pour qu'il en finisse avec l'exploitation capitaliste.

Manifeste de la Conférence Internationale

I

La crise ouverte par la guerre se poursuit

La troisième conférence du Comité International de la IV^e Internationale affirme que, comme le souligne le Programme de fondation de la IV^e Internationale, la « *crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire* ».

Le pronostic de Trotsky s'est totalement vérifié : la seconde guerre impérialiste mondiale a ouvert une crise révolutionnaire sans égale qui, malgré les flux et reflux de la lutte de classe mondiale, se poursuit. Seule l'absence de direction révolutionnaire a permis à l'impérialisme de survivre avec la collaboration du stalinisme et du réformisme. Mais l'impérialisme n'a pu infliger de défaite historique à la classe ouvrière.

C'est sur le fond de la crise révolutionnaire ouverte par la seconde guerre mondiale que se développe la phase actuelle de la lutte des classes. La crise de l'impérialisme, en s'approfondissant, a détruit irrémédiablement l'équilibre entre les classes sur lequel s'appuyait la bureaucratie du Kremlin. L'apparente stabilité de la bureaucratie du Kremlin au lendemain de la seconde guerre mondiale masquait les processus profonds en cours qui se sont révélés par une suite de crises de la bureaucratie du Kremlin à la recherche d'un nouveau centre de gravité. Les mouvements révolutionnaires des années 53-56 traduisaient en termes de révolution prolétarienne la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Cette phase de la crise de l'impérialisme et de

la bureaucratie du Kremlin ne put être surmontée, provisoirement, qu'en l'absence de directions révolutionnaires nationales et internationale. Mais ici aussi se vérifiait le pronostic de Trotsky : la bureaucratie du Kremlin ne peut survivre à la longue dès lors qu'est détruit l'équilibre international entre les forces de classe fondamentales qui lui a donné naissance. La perspective ouverte désormais est celle de la révolution sociale et de la révolution politique fusionnées en un processus unique.

SOCIALISME OU BARBARIE

Les fondements de la lutte des classes se trouvent dans la contradiction entre le développement des forces productives, la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales. Les deux guerres mondiales impérialistes ne furent pas autre chose qu'une expression de la révolte des forces productives contre les frontières nationales. L'automation donne une nouvelle amplitude à ces contradictions. L'automation à partir de la propriété privée des moyens de production, c'est le rejet de millions de travailleurs hors du cycle de la production et du minimum de culture qu'ils avaient conquis au sein de la société bourgeoise ; c'est la totale décomposition économique et sociale des pays économiquement arriérés, la famine pure et simple condamnant à mort des dizaines de millions d'êtres humains comme aux Indes ; c'est pour l'impérialisme l'impérieuse nécessité de réintroduire sous son contrôle direct les pays où l'économie est planifiée à partir de la propriété étatique des moyens de production, de détruire cette planification.

L'une des plus puissantes conquêtes techniques de l'humanité — l'énergie atomique — a été révélée au monde par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. L'automation se développe dans le cadre du régime capitaliste, d'abord par ses applications militaires. L'impérialisme ne pouvait mieux souligner son incapacité à développer la technique que sous le signe du parasitisme, de la destruction et de la barbarie. Si l'impérialisme se survit, ces incroyables moyens de la technique, qui, sous le socialisme, libéreraient très rapidement l'humanité de l'humiliante contrainte des besoins matériels quotidiens à satisfaire, qui, sous le socialisme seraient à l'origine d'une nouvelle culture, d'une nouvelle civilisation — ne peuvent aboutir qu'à l'anéantissement de l'humanité. C'est l'acquis de millénaires de civilisation qui est en cause.

TOUTES LES CONQUÊTES PROLÉTARIENNES SONT MENACÉES

Dès maintenant l'impérialisme ne se survit qu'en remettant en cause toutes les conquêtes que le prolétariat mondial a arrachées au cours d'une lutte des classes plus que séculaire :

Chaque jour par centaines, ouvriers et paysans viet-namiens tombent assassinés par les mercenaires de l'impérialisme américain, brûlés par le napalm. En Indonésie, par centaines de milliers les militants du P.C. ont été ou sont assassinés. Dans toute l'Afrique, en Amérique du Sud, la répression sanglante des cliques militaires ou civiles au service de l'impérialisme s'étend. La stratégie de la terreur et de l'anéantissement que teste l'impérialisme américain au Viet-Nam, après la faillite de tous ses plans de stabilisation des bourgeoisies nationales, est l'unique réponse qu'il puisse donner, à la désagrégation sous son impact de l'économie et de la société des pays économiquement arriérés et à la volonté des masses ouvrières et paysannes de ces pays de se libérer de la domination impérialiste.

Dans tous les pays économiquement développés, la classe ouvrière n'est pas moins menacée. La tentative de l'état bourgeois d'intégrer les syndicats procède de la nécessité pour la bourgeoisie de ces pays de détruire toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière. Selon l'expression de Trotsky « *la bourgeoisie en crise doit détruire les positions de la démocratie ouvrière au sein de la société bourgeoise* ». Dirigé directement et immédiatement contre la capacité d'organisation et de combat des prolétaires, la tentative d'intégration des syndicats à l'état bourgeois indique que le capitalisme de chaque pays — même de ceux économiquement développés —, ne peut survivre qu'en réduisant à merci la classe ouvrière. Le sort de la grande masse des travailleurs immigrés, leurs conditions de salaires et de vie sont, pour les travailleurs métropolitains, comme une anticipation de leur propre sort. Et il ne s'agirait que d'une première phase.

Les travailleurs des pays capitalistes risquent d'être transformés en une plèbe sans racine dans la production, avant d'être anéantis au cours d'une nouvelle guerre impérialiste. Les millions d'affamés des Indes, les victimes de la stratégie de la terreur au Viet-Nam et ailleurs ne font que subir les premiers un sort également réservé au prolétariat des pays capitalistes les plus avancés techniquement. Loin de croître sans fin, le standard de vie des travailleurs

des pays capitalistes dominants est à la merci des contradictions sans issue de l'impérialisme. Les prolétariats des pays capitalistes avancés ne constituent pas des prolétariats pour toujours privilégiés par rapport aux autres prolétariats. Au sein de la « prospérité » capitaliste, les prémisses de leur rejet aux conditions économiques et politiques du stade de l'accumulation primitive du capital s'expriment. La tentative de l'état bourgeois d'intégrer les syndicats n'est rien d'autre qu'une traduction de ces tendances profondes.

Ces contradictions fondamentales entre les rapports de production capitalistes et les développements des forces productives trouvent leur expression la plus aiguë aux Etats-Unis, bastion de l'impérialisme mondial. Leur position dominante ne signifie pas seulement une concentration accrue de richesses et de puissance productive, mais aussi le poids de la responsabilité de défendre, politiquement et militairement, l'impérialisme dans son ensemble. De plus, le développement de l'automatisation menace de réduire à l'état de misère des millions d'ouvriers au sein d'une société capitaliste qui repose sur une large extension du marché intérieur. Les luttes politiques des travailleurs noirs commencent à être orientées par la réalité de cette contradiction. Les luttes auxquelles ce phénomène donnera lieu auront toute la violence et toute l'intensité produites par les conflits internationaux qui seront à leur origine et qui y trouveront une expression concentrée. La lutte des Noirs doit inévitablement se lier à la lutte de toute la classe ouvrière américaine et de la classe ouvrière internationale. C'est dans son rapport avec la lutte des classes internationale que la question noire doit être comprise et la stratégie et la tactique des marxistes américains élaborées.

La construction aux Etats-Unis d'une section de la IV^e Internationale, enracinée dans les masses, est d'une immense importance pour tout le prolétariat mondial. C'est dans ce contexte que la dégénérescence révisionniste de la direction du Socialist Workers Party prend tout son sens. Précisément parce que le Socialist Workers Party n'a pas développé la théorie marxiste en liaison organique avec la lutte des classes aux Etats-Unis, il fut incapable d'assumer ses charges au niveau de la direction de la IV^e Internationale après la mort de Trotsky. Cela prépara la voie à des erreurs sérieuses quant aux perspectives internationales qui amenèrent à leur tour des capitulations encore plus sérieuses devant les agents de l'impérialisme aux Etats-Unis même. C'est contre cet opportunisme et ce révisionnisme que se construira, aux Etats-Unis, une section de la IV^e Internationale.

L'U.R.S.S., les pays d'Europe sous son contrôle, la Chine, ne sont pas des oasis où l'économie se développerait harmonieusement et indépendamment jusqu'à aboutir pacifiquement à la réduction des antagonismes sociaux se résolvant dans le socialisme. Le socialisme ne peut s'instaurer qu'à partir d'un mode de production qui englobe et dépasse les acquis du mode de production capitaliste. L'un de ces acquis les plus importants, force productive par elle-même, est la division internationale du travail. La croissance économique de l'U.R.S.S., des pays d'Europe sous son contrôle, de la Chine, requiert leur participation toujours plus grande et plus organique à la division internationale du travail. La « théorie » de la construction du socialisme en un seul pays exprime l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin et de ses satellites à dépasser le cadre des frontières nationales et à organiser une coopération internationale du travail rationnelle. Incapable de dépasser les cadres nationaux bourgeois, elle ne peut pas plus faire appel à la participation consciente des masses ouvrières et paysannes pour le développement harmonieux de l'économie planifiée, dont la croissance et la diversification entrent de plus en plus en contradiction avec sa gestion bureaucratique. Son incapacité à dépasser le cadre des frontières nationales, autrement que par l'oppression nationale, son incapacité d'avoir recours au contrôle des producteurs pour développer la planification, marque son caractère socialement parasitaire et petit-bourgeois. Le parasitisme de la bureaucratie du Kremlin multiplie les conséquences de la pression économique, militaire et politique de l'impérialisme, qui dispose des principales forces productives, sur l'U.R.S.S., les pays qu'elle contrôle, la Chine. La bureaucratie du Kremlin doit subordonner de plus en plus la planification aux fluctuations du marché mondial dominé par l'impérialisme et avoir recours aux lois du marché comme régulateur de l'économie au détriment de la planification consciente. La pression économique, militaire et politique de l'impérialisme s'accroît d'autant plus que s'intensifient ses contradictions propres. Mais la pression de l'impérialisme ne prend son efficacité qu'en fonction des contradictions sociales croissantes en U.R.S.S., dans les pays que contrôle la bureaucratie du Kremlin, et en Chine.

Pas plus que les pays économiquement arriérés qui sont sous la dépendance directe de l'impérialisme, l'U.R.S.S., les pays d'Europe Orientale, la Chine, ne constituent un secteur indépendant de l'économie et de la lutte des classes mondiales.

La survie de l'impérialisme signifie : destruction de ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'Octobre, de leurs prolon-

gements en Europe Orientale et en Chine, comme elle signifie destruction des conquêtes de la classe ouvrière au sein du régime capitaliste, comme elle signifie tentatives de détruire tout mouvement révolutionnaire dans les pays économiquement arriérés.

ACCENTUATION DE LA LUTTE DES CLASSES

Loin d'exprimer une quelconque stabilisation de l'impérialisme, les coups qu'il porte sont des épisodes d'une lutte des classes mondiale qui s'inclut dans la période révolutionnaire ouverte par la guerre. Ils signifient une accentuation de la lutte des classes internationale pour les années qui viennent, et un alignement des forces sociales par rapport aux classes fondamentales, prolétariat et bourgeoisie, laissant de moins en moins de place à une politique d'équilibre des couches sociales petites-bourgeoises — bureaucratie du Kremlin et ses satellites, bourgeoisies nationales des pays économiquement arriérés, appareils petits-bourgeois issus de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés. L'affrontement qui se prépare à l'échelle mondiale a comme fondement le conflit entre le développement des forces productives et les rapports sociaux bourgeois dont font partie les frontières nationales.

Ou bien par le moyen de la révolution prolétarienne, les forces productives décisives de l'humanité passeront aux mains du prolétariat mondial par l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie mondiale, par le renversement et la liquidation révolutionnaire des bureaucraties parasitaires ; ou bien l'impérialisme mettra en cause l'existence physique de centaines de millions de prolétaires, tant dans les pays dominés par l'impérialisme, économiquement avancés ou arriérés, qu'en U.R.S.S., en Europe Orientale, en Chine.

L'agression impérialiste au Viet-Nam a sa pointe dirigée contre les conquêtes de la révolution chinoise. Leur destruction par l'impérialisme étant donné l'attachement des ouvriers et des paysans chinois à ces conquêtes exigerait la mise en œuvre des moyens d'anéantissement dont la résistance des ouvriers et paysans vietnamiens souligne l'ampleur. Les prolétaires de l'U.R.S.S., d'Europe Orientale, défendront l'acquis que représente la propriété étatique des principaux moyens de production contre l'impérialisme et la bureaucratie avec non moins d'héroïsme que le prolétariat russe combattit au cours de la seconde guerre impérialiste. Le prolétariat

des pays capitalistes économiquement avancés ne se laissera pas dépouiller pacifiquement de ses conquêtes économiques et politiques. Les coups que porte l'impérialisme le sont à partir d'une période historique où le prolétariat a renforcé ses conquêtes et positions et où la bourgeoisie mondiale est en retraite. Des luttes de classe gigantesques, à l'échelle internationale, sont inévitables. Elles mettront à l'ordre du jour la révolution sociale contre l'impérialisme combinée à la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin et ses satellites.

L'issue de ces luttes, en définitive, dépend de la construction des directions révolutionnaires dans chaque pays et d'une direction révolutionnaire internationale, car la crise de l'humanité se ramène plus que jamais à la crise de la direction révolutionnaire. Cette direction ne peut se construire que sur le programme de la IV^e Internationale, dans la tradition de la IV^e Internationale qu'a exprimée la conférence de 1966 du comité international.

Nous sommes dans une période où nous devons préparer les travailleurs aux tâches révolutionnaires à l'échelle mondiale. Dans leur lutte pour le programme de la IV^e Internationale et pour construire des partis révolutionnaires combattant pour le pouvoir ouvrier, les sections de l'Internationale offrent la seule stratégie réelle, pour l'indispensable mobilisation de la classe ouvrière pour la défense des conquêtes du prolétariat international.

De là toute l'importance de la III^e Conférence du Comité International.

CONTRE LE RÉVISIONNISME, POUR LA CONTINUITÉ DE LA IV^e INTERNATIONALE

Le comité international de la IV^e Internationale a combattu depuis 1953 pour défendre, maintenir et enrichir l'héritage théorique et politique de la IV^e Internationale. Il dut combattre contre toutes les formes de révisionnisme se couvrant du manteau du trotskysme : depuis le révisionnisme liquidateur se manifestant au sommet de la IV^e Internationale jusqu'au révisionnisme insidieux des groupes nourris « *des miettes tombées de la table de la IV^e Internationale* », qui tentent de profiter de la crise ouverte en son sein par le pablisme pour remettre en question la méthode marxiste, le programme et la continuité de la IV^e Internationale.

La III^e Conférence du comité international — qui s'est tenue à Londres du 4 au 8 avril 1966 — s'inclut dans la continuité de la IV^e Internationale. Le C.I. est devenu le pôle de regroupement et la force motrice de la reconstruction de la IV^e Internationale comme direction prolétarienne centralisée. L'organisation pabliste est en pleine décomposition. Après la trahison ouverte du Lanka Sama Samaja Party de Ceylan, en juin 1964, entré au sein d'un gouvernement bourgeois, après la capitulation du Socialist Workers Party magnifiant les dirigeants castristes et envoyant ses condoléances à la veuve de Kennedy, Pablo, ex-secrétaire général de l'organisation révisionniste, sa tête « théorique » et politique depuis plus de 15 ans, fait sécession du prétendu secrétariat unifié. Le révisionnisme contient en lui les germes de sa décomposition. Il est fondamentalement adaptation à la société bourgeoise et en son sein les contradictions de celle-ci doivent nécessairement s'exprimer.

La « théorie » de la division du monde en trois zones — « les états socialistes » — « les états capitalistes avancés » — « les pays du tiers monde ou zone des tempêtes » — complémentaire de celle des « forces objectives » devant contraindre le stalinisme et les directions petites-bourgeoises à jouer un rôle de direction révolutionnaire, qui impliquait la liquidation de la IV^e Internationale et de ses organisations, introduisait les germes de décomposition de l'organisation internationale révisionniste, parce qu'elle impliquait l'adaptation aux « nécessités nationales » de l'impérialisme, des bourgeoisies des pays économiquement arriérés, des bureaucraties parasitaires, à commencer par celle du Kremlin. L'impact de la lutte de classe exacerbée à l'échelle internationale, conjuguée à l'activité du C.I. fait craquer l'unité des révisionnistes qui, à partir d'un tronc commun, se ramifient en différentes branches.

Le révisionnisme a porté des coups extrêmement durs à la IV^e Internationale, particulièrement au cours des années 1953-1956. Alors qu'à l'échelle internationale « *les lois de l'histoire se montraient plus forte que les appareils* », selon l'expression du programme de la IV^e Internationale, que les travailleurs d'Europe Orientale marchaient les armes à la main à l'assaut de la bureaucratie du Kremlin, que la classe ouvrière française, passant par-dessus les appareils bureaucratiques réalisait en août 53 la grève générale, que ce mouvement international de la classe ouvrière culminait en novembre 56 avec la Révolution Hongroise ; l'organisation internationale pabliste et ses succursales nationales intervenaient en flanc-garde de la bureaucratie du Kremlin et de la

bourgeoisie. En détruisant la possibilité d'une expression consciente des luttes révolutionnaires des prolétariats qui sont sous le contrôle direct de l'impérialisme et sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin l'organisation révisionniste contribuait à la défaite de la révolution hongroise. Elle empêchait que se dégage et s'organise sous le drapeau de la IV^e Internationale, l'avant-garde du prolétariat international. Elle sapait les organisations de la IV^e Internationale et remettait en cause leur existence.

Mais la constitution du Comité International traduisait la force du programme et la vitalité de la IV^e Internationale : de son sein surgissaient l'organisation et les forces qui assuraient dans la lutte des classes sa continuité. La III^e Conférence du C.I. marque la victoire remportée contre les tentatives du révisionnisme pabliste de détruire le programme et la continuité historique de la IV^e Internationale. Elle a engagé la bataille contre les groupes qui tentent d'utiliser la crise de la IV^e Internationale pour remettre en cause son programme et sa méthode. La lutte pour la méthode et le programme de la IV^e Internationale poursuivie par le C.I., lui permet d'entreprendre les nouvelles tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale comme direction prolétarienne centralisée. Telle est l'étape ouverte par la III^e Conférence du Comité International.

II

Les bureaucraties contre la révolution au Viet-Nam

L'impérialisme n'a pas retrouvé miraculeusement force et santé. Les coups qu'il porte au prolétariat international résultent de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de ses agences et de la bureaucratie réformiste. L'agression impérialiste au Viet-Nam est une conséquence des accords de Genève de 1954, frustrant les ouvriers et paysans de leur victoire à Dien-Bien-Phu sur l'impérialisme, partageant le Viet-Nam en deux. Elle ne peut se développer que sous la protection de la politique internationale de la bureaucratie du Kremlin et de la

bureaucratie réformiste. L'armement distribué au compte-gouttes par la bureaucratie du Kremlin n'est qu'un alibi. Insuffisant pour permettre une victoire militaire des ouvriers et paysans viet-namiens sur l'impérialisme, il peut servir à la bureaucratie du Kremlin de moyen de pression sur le gouvernement du Nord Viet-Nam.

La guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans viet-namiens est une expression et un facteur de la lutte des classes mondiale. L'éviction de l'impérialisme américain du Viet-Nam signifierait une retentissante défaite de l'impérialisme. Elle serait un facteur majeur de l'extension de la révolution en Asie. Tout le fragile équilibre péniblement préservé par l'impérialisme en Asie s'effondrerait. Des Indes au Japon, la révolution prolétarienne se propagerait. Complémentairement à sa trahison de Genève en 1954, la bureaucratie du Kremlin s'est faite le courtier direct de l'impérialisme à Tachkent. Angoissée, autant que l'impérialisme, par les conséquences de la guerre entre la bourgeoisie indienne et la bourgeoisie pakistanaise, sachant que la structure économique et sociale vermoulue de l'Inde, comme du Pakistan, s'effondrerait sous la tension imposée par les nécessités de la guerre, redoutant la croissance de mouvements révolutionnaires englobant 400 millions d'hommes et de femmes réduits à la condition la plus effroyable, la bureaucratie du Kremlin, aux applaudissements de l'impérialisme, s'est entremise pour négocier un compromis qui foule aux pieds le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les droits les plus élémentaires des masses exploitées de l'Inde et du Pakistan. Son unique préoccupation consiste à éviter l'extension de la révolution en Asie.

L'impérialisme américain, comme l'impérialisme mondial, s'est félicité d'une semblable entreprise. Eprouvant les pires difficultés à réduire à merci les masses viet-namiennes, malgré l'énorme déploiement de sa puissance militaire, l'impérialisme U.S. serait impuissant devant une flambée révolutionnaire qui, partant des Indes, embraserait l'Asie entière. Des grandes luttes qui tendent à se développer parmi les ouvriers et les paysans de l'Inde jusqu'au puissant prolétariat japonais, fortement concentré, murissent les forces qui détruiront l'impérialisme en Asie. Le poids spécifique du prolétariat japonais dans cette phase de crise de l'impérialisme et de révolution mondiale qui commence, est considérable. C'est une tâche urgente pour l'impérialisme de freiner et discipliner cette classe. Cette tâche est aujourd'hui accomplie pour eux par les staliniens, avec leur orientation réformiste « d'indépendance nationale » et de collaboration de classe avec l'impérialisme japonais.

Par toute sa politique, mais ouvertement à Tachkent, la bureaucratie du Kremlin tente d'isoler dans un ghetto le prolétariat viet-namien. Elle s'efforce d'établir une situation qui permette à l'impérialisme américain de déployer contre les ouvriers et paysans du Viet-Nam toute sa puissance militaire.

Il n'y a pas de solution de continuité entre la politique de la bureaucratie du Kremlin à l'encontre du Viet-Nam et celle qu'elle pratique à l'encontre de la Chine. L'accusation portée contre les dirigeants du P.C. chinois par Moscou de vouloir le déclenchement d'une guerre thermo-nucléaire, la rupture des échanges économiques, la livraison de matériels militaires et le soutien politique apporté à la bourgeoisie indienne en guerre contre la Chine, sont autant de moments d'une politique qui tend à justifier une agression thermo-nucléaire de l'impérialisme américain contre la Chine. Actuellement la bureaucratie du Kremlin, par tous les moyens de pression dont elle dispose, s'efforce d'obtenir de la bureaucratie chinoise une capitulation devant l'impérialisme américain, en particulier à propos du Viet-Nam.

Mais la sociale-démocratie et la bureaucratie trade-unioniste n'ont pas une moins grande responsabilité. Elles soutiennent avec autant d'ardeur le génocide américain au Viet-Nam. La politique du Labour Party, parce qu'il est au pouvoir dans un pays dont la classe ouvrière pourrait jouer un rôle considérable contre l'intervention de l'impérialisme américain au Viet-Nam, tant par l'influence directe qu'elle peut avoir sur la classe ouvrière américaine, que par sa position au centre du plus vieux et plus puissant empire colonial, illustre celle des appareils social-démocrates et trade-unionistes. Elle consiste en un soutien sans murmure des pires crimes de l'impérialisme américain.

LES BUREAUCRATIES AGENTS DE L'INTÉGRATION DES SYNDICATS A L'ÉTAT

Depuis leur capitulation en 1914 devant leurs bourgeoisies, les partis social-démocrates ont toujours pratiqué une politique de collaboration de classe et volé à leur secours chaque fois qu'elles furent menacées. La bureaucratie du Kremlin et l'appareil stalinien international ont démontré en capitulant sans combat en Allemagne lors de la venue au pouvoir d'Hitler en 1933 qu'ils étaient définitivement passés du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. A la fin et dans l'immédiate après

guerre, l'impérialisme n'a survécu que grâce à l'appui politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, et des appareils social-démocrates et trade-unionistes.

Avec l'aggravation de la lutte des classes au cours de ces dernières années, le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, de la social-démocratie, des appareils trade-unionistes s'est fait plus ouvert et plus direct. Non seulement ils couvrent le génocide de l'impérialisme américain au Viet-Nam, la préparation d'une guerre thermo-nucléaire contre la Chine, mais encore ils sont les agents de la destruction des conquêtes du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés, en U.R.S.S. et dans les pays contrôlés par la bureaucratie du Kremlin.

La politique de la direction du Labor Party au pouvoir, avec la coopération de la direction des trade-unions impose au mouvement ouvrier anglais la politique des revenus, institue une législation portant atteinte à l'indépendance des trade-unions, intègre l'appareil des trade-unions à l'appareil d'état. En un mot, engage le processus de la subordination du mouvement ouvrier à l'appareil d'état bourgeois qui ne peut aboutir qu'à sa destruction.

Bien qu'étant dans « l'opposition », la sociale-démocratie allemande n'a pas un rôle moins important dans la politique de subordination à l'état bourgeois du mouvement ouvrier d'Allemagne Occidentale. Elle a renoncé officiellement au marxisme et à la lutte des classes se présentant comme un parti national allemand depuis son congrès de Godesberg en 1959. Elle est prête à s'associer à la législation anti-grève et anti-syndicale qu'instituaient les lois sur l'état d'urgence. L'appareil syndical allemand s'est fait le champion de la co-gestion, forme allemande de la subordination des travailleurs à la prospérité de l'entreprise capitaliste. Il est prêt à capituler devant la législation sur l'état d'urgence. Ce sont autant de pas vers la constitution d'un état intégrant les syndicats à l'état bourgeois allemand, que les « théoriciens » de cette intégration appellent la « société formée ».

En France, les directions des partis socialiste et communiste se situent, sur cette question, sur le terrain même du gaullisme. Ils se font les champions de la « planification démocratique », vocable inventé par les « théoriciens » de la participation des syndicats au plan, à la gestion de l'économie « concertée » entre le capital, l'état bourgeois et les syndicats ouvriers. Les appareils syndicaux participent à tous les organismes d'intégration des syndicats à l'état que sont le Conseil Economique et Social, les commissions

du plan, les commissions de développement économique régional. Ils participent de façon « contestataire » aux organismes d'application de la politique des revenus.

Appareils social-démocrates, trade-unionistes, staliniens font un pas de plus dans leur politique de soutien de la bourgeoisie. Ce que le parti conservateur était incapable de réaliser en Angleterre, les dirigeants du Labour le font ; ce que la C.D.U. ne peut accomplir seule en Allemagne Occidentale, la sociale-démocratie l'aide à le réaliser ; ce que de Gaulle exige en France, les dirigeants socialistes, staliniens, syndicaux, s'empressent d'y souscrire. Pour sauver la société bourgeoise en crise, les appareils petits-bourgeois issus du mouvement ouvrier s'engagent dans la destruction de leurs propres mains du mouvement ouvrier. Ils scient eux-mêmes la branche sur laquelle ils sont assis.

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN AGENT DE L'IMPÉRIALISME

La politique de la bureaucratie du Kremlin en U.R.S.S. et dans les pays sous son contrôle a également franchi un nouveau stade. La bureaucratie du Kremlin devient de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale au sein de l'état ouvrier, ainsi que le prévoyait le programme de fondation de la IV^e Internationale. La répression du mouvement révolutionnaire d'Allemagne orientale en juin 53, la liquidation sanglante de la Révolution Hongroise en novembre 1956, sont les coups les plus durs portés au prolétariat mondial depuis la seconde guerre impérialiste. Face à la montée de la révolution politique, par hantise du prolétariat de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S., la bureaucratie du Kremlin n'a qu'une solution : s'appuyer sur et renforcer les tendances pro-bourgeoises en U.R.S.S. et dans les pays qu'elle contrôle. L'impasse de la bureaucratie du Kremlin procède de son parasitisme. Le développement des normes de rentabilité bourgeoise dans l'économie, comme solution à la crise de la planification bureaucratique, est étroitement relié à la nécessité où se trouve la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, de combattre le prolétariat de l'U.R.S.S. et d'Europe Orientale. Ainsi se fait-elle l'agent direct de l'impérialisme. Le seul espoir que l'impérialisme peut avoir de détruire ce qui subsiste des conquêtes d'octobre en U.R.S.S. repose sur la politique de la bureaucratie du Kremlin en U.R.S.S. et en Europe orientale, comme dans le reste du monde.

Que ce soit au Viet-Nam et contre les conquêtes de la révolution chinoise, que ce soit dans les pays capitalistes économiquement avancés, que ce soit en U.R.S.S. et dans les pays sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, la sociale-démocratie, la bureaucratie trade-unioniste, la bureaucratie du Kremlin et ses agences, sont de plus en plus impliqués dans les tentatives de destruction des conquêtes du prolétariat.

FAILLITE ET CAPITULATION DES DIRECTIONS PETITES-BOURGEOISES

Les puissants mouvements révolutionnaires de ces vingt dernières années dans les pays économiquement arriérés furent et sont des expressions de la crise mondiale de l'impérialisme. La bourgeoisie nationale dans ces pays a démontré les limites de son indépendance par rapport à l'impérialisme. Protégée sur sa gauche par la bureaucratie du Kremlin qui lui subordonna tous les mouvements des masses ouvrières et paysannes, elle put, un temps, chevaucher le mouvement des masses et avoir un rôle bonapartiste entre les masses et l'impérialisme. Mais elle fut incapable de résoudre les tâches fondamentales de la révolution bourgeoise. Souslov, le 14 février 1964, dans son rapport au comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., brandissait les foudres de la bureaucratie du Kremlin contre la classe ouvrière et les masses paysannes des pays économiquement arriérés sous la dépendance de l'impérialisme :

« Il est absurde de dire que la tâche d'une insurrection armée se pose aux travailleurs d'Algérie, du Ghana, du Mali et de certains autres pays. Une telle indication signifie, en réalité, un appel à soutenir les réactionnaires qui cherchent à renverser ces gouvernements. Et que peut apporter cette indication dans des pays tels que, par exemple, l'Indonésie ou Ceylan ? »

Toute la série des récents coups d'états militaires, en Algérie, en Indonésie, au Ghana, etc., sont les conséquences de cette politique. Les cliques bonapartistes petites-bourgeoises s'effondrent. Leur rôle politique, qui leur conférait une apparente indépendance par rapport à l'impérialisme, consistait essentiellement à canaliser le mouvement des masses. Les plus radicales d'entre elles, aussi loin qu'elles aient été dans leur rupture avec l'impérialisme, sont

finalement restées sous sa dépendance. L'exemple le plus extrême — celui de Cuba — ne fait pas exception à la règle. L'impérialisme américain a obligé la petite-bourgeoisie cubaine à aller aussi loin que d'exproprier les entreprises américaines et à faire appel aux masses ouvrières et paysannes cubaines pour appuyer sa pression. Mais aussi loin que soient allés Fidel Castro et le mouvement du 26 juillet, la nature sociale du régime est restée bourgeoise. Dans sa lutte contre l'impérialisme américain, son appui principal ne pouvait être que la bureaucratie du Kremlin dont il devenait par là même le prisonnier. Inévitablement, la direction petite-bourgeoise castriste devait entrer en conflit avec les ouvriers et les paysans cubains, devenir de plus en plus le prisonnier de la bureaucratie du Kremlin, être une monnaie d'échange entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin. Elle-même cherchait des compromis avec l'impérialisme. Les offres de négociations en vue de l'indemnisation des propriétés impérialistes nationalisées, la lutte contre les « gauchistes », les procès contre les dirigeants de la première heure du mouvement castriste, la découverte de complots contre Fidel Castro, les attaques anti-trotskyistes, autant de symptômes qui indiquent que la révolution cubaine s'approche d'un moment névralgique. Sous la direction petite-bourgeoise castriste, les contradictions du régime s'accroissent. En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, elles aboutiront à la décomposition du régime au profit de l'impérialisme, quel que soit le sort personnel de Fidel Castro et de son équipe petite-bourgeoise.

RÉVISIONNISME ET CONTINUITÉ DE LA IV^e INTERNATIONALE

La politique de l'impérialisme se nourrit de l'activité contre-révolutionnaire des bureaucraties staliniennes, réformistes et des cliques petites-bourgeoises, qui forment une chaîne dont le dernier maillon est constitué par le révisionnisme qui s'est développé au sein de la IV^e Internationale. Il est l'expression des forces sociales hostiles au prolétariat : impérialisme, bureaucraties ouvrières, petite-bourgeoisie, au sein de celle-ci. Il reprend, en les masquant sous un langage « trotskyste », les positions du révisionnisme de toujours au sein du mouvement marxiste. La lutte des classes mondiale est réduite à une suite d'opérations parcellaires. Il brise

au niveau de la conscience, de l'organisation et de l'action son unité historique et organique. Il transforme la dialectique matérialiste en un mécanisme des forces « objectives », qui doivent contraindre les directions stalinienne, réformistes et petites-bourgeoises à devenir des directions révolutionnaires, chacune dans leur « zone ». Il abandonne la lutte pour la direction révolutionnaire, les partis et l'Internationale. Bien plus, il se dresse comme un obstacle à leur construction. Le révisionnisme, tel qu'il s'est développé à l'intérieur de la IV^e Internationale, est non seulement liquidateur mais, usurpant la tradition qu'elle représente, il sert de couverture « gauche » aux appareils contre-révolutionnaires.

Le programme de la IV^e Internationale est le produit le plus achevé du développement historique du mouvement ouvrier. Il résulte de l'expérience accumulée par plus d'un siècle de lutte des classes, et plus particulièrement depuis que s'est ouverte l'ère des guerres et des révolutions, analysée au moyen de la méthode du matérialisme dialectique. Mais un programme n'est pas une chose inerte et désincarnée. Le programme est né avec la IV^e Internationale. Il est resté vivant par son action. La crise pabliste n'a pas abouti à sa liquidation. Car à partir du programme et de l'action de la IV^e Internationale ont surgi les forces qui ont lutté contre le pabliste et se sont organisées au sein du Comité International de la IV^e Internationale assurant sa continuité historique.

Le révisionnisme rejette l'histoire du mouvement ouvrier, ses luttes théoriques et pratiques. Toutes les tendances qui rejettent l'histoire du mouvement ouvrier, qui veulent se situer en marge de ses luttes théoriques et pratiques, abandonnent du même coup le matérialisme historique, le marxisme et le combat pour la construction de la direction révolutionnaire, au profit du pragmatisme, de l'éclectisme, de l'impressionnisme. Par leur méthode, elles sont des tendances petites-bourgeoises. Elles sont en rupture avec l'internationalisme prolétarien.

La continuité historique de la IV^e Internationale fut assurée par le comité international, car lui seul fut capable de conduire la lutte théorique et pratique contre le révisionnisme indispensable pour la construction de la direction révolutionnaire. Qui tourne le dos à la IV^e Internationale, à la lutte pour sa continuité historique, à son expression organisée — le comité international — rompt avec son programme, avec l'internationalisme prolétarien dont le C.I. est l'expression concrète.

III

Construire la direction révolutionnaire

« La tâche de la IV^e Internationale est de renverser la domination du capital. Son but c'est le socialisme. Sa méthode c'est la révolution prolétarienne. » Ces définitions du programme de transition sont plus que jamais vivantes. La IV^e Internationale se bat sur le terrain de la révolution prolétarienne mondiale, pour la construction d'une direction révolutionnaire mondiale et de partis révolutionnaires dans chaque pays. Ainsi peut seulement être résolue la crise de l'humanité qui n'est que la crise de la direction révolutionnaire.

« La IV^e Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat... Seuls l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte ; seuls ces succès feront revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera toujours ainsi. »

Toute la lutte des classes au cours de ces dernières années a vérifié ces lignes du programme de transition. En Grande-Bretagne les « Young socialists » sont à l'avant-garde des luttes du prolétariat britannique, de celles pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire marxiste. En France la jeunesse ouvrière a tenu le premier rôle au cours de la grève des mineurs en 1963, la jeunesse étudiante fut à la pointe des actions contre la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme français en Algérie. Au Japon les « Zengakuren » furent les animateurs de l'action contre le pacte impérialiste U.S.A.-Japon. En juin 1953, en Allemagne orientale, en octobre 1956, en Pologne, au cours de la révolution hongroise de novembre 1956, la jeunesse ouvrière et étudiante occupa les avant-postes révolutionnaires. En U.R.S.S., le bouillonnement de la jeunesse ouvrière et étudiante démontre que des mouvements révolutionnaires sont en gestation. Au Viet-Nam, la jeunesse ouvrière et paysanne constitue la grosse masse de l'armée révolutionnaire, tandis qu'aux U.S.A., c'est au sein de la jeunesse étudiante que sont nées les premières actions contre la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain, c'est aussi la

jeunesse qui est l'élément le plus décidé dans les luttes des noirs américains.

Mobiliser la jeunesse, l'organiser, ordonner ses luttes, exigent que lui soient ouvertes les plus grandioses perspectives, brisant le carcan de cette société qui l'opprime et l'étouffe. Les bureaucraties moisisées et conservatrices redoutent la jeunesse, ses aspirations et ses luttes. Seul le programme de la IV^e Internationale parce qu'il est celui de la révolution prolétarienne mondiale pour le socialisme offre à la jeunesse une perspective à la mesure de ses besoins, de ses aspirations, de ses légitimes ambitions. Seule la IV^e Internationale peut l'organiser en l'unissant à l'ensemble de la classe ouvrière dans l'action pour la révolution prolétarienne.

Le comité international de la IV^e Internationale appuie totalement les initiatives internationalistes prises par les organisations de jeunesse, « Young socialists » et « Révoltes ».

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale est indissociable de la participation la plus active à la lutte des classes partout et sur tous les terrains.

La IV^e Internationale combat inconditionnellement : Pour la victoire des ouvriers et paysans vietnamiens Pour la défaite de l'impérialisme américain

L'héroïque combat des ouvriers et paysans viet-namiens est partie de la révolution prolétarienne mondiale. Le Viet-Nam est actuellement un point de convergence de la lutte des classes mondiale. La IV^e Internationale ne prononce pas d'hypocrites homélies, tout en laissant en pratique les mains libres à l'impérialisme. Elle ne vante pas l'héroïsme des ouvriers et des paysans viet-namiens pour trahir leur combat au nom de « la paix ». Elle ne s'en remet pas à De Gaulle ou à tout autre politicien bourgeois pour rétablir « la paix au Viet-Nam ». Elle souligne et dénonce, au contraire, la profonde solidarité des impérialistes, quelles que soient leurs divergences d'intérêts, avec l'impérialisme américain, gendarme au Viet-Nam comme ailleurs de l'impérialisme mondial. Elle met en évidence la véritable signification des positions des partisans « d'une solution négociée et pacifique au Viet-Nam » parfaitement illustrée par les propos de De Gaulle : « Il faut attendre que les choses mûrissent au Viet-Nam », c'est-à-dire que par centaines de milliers d'ouvriers et paysans vietnamiens soient assassinés, brûlés au

napalm. Alors peut-être, espèrent ces pacifistes, l'impérialisme pourrait-il imposer sa « paix ».

La IV^e Internationale s'appuie sur la révolution vietnamienne, sur l'héroïque combat des ouvriers et paysans, pour appeler à la lutte contre l'impérialisme, pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie dans chaque pays. Tout en provoquant et en impulsant à chaque occasion des actions spécifiques pour le retrait inconditionnel des troupes de l'impérialisme américain au Viet-Nam, le droit du peuple vietnamien à disposer de lui-même, elle relie la lutte pour la victoire de la révolution vietnamienne pour la défaite de l'impérialisme, à l'extension de la révolution prolétarienne dans le monde.

Elle appuie la révolution vietnamienne en appelant les travailleurs à l'action révolutionnaire à New York, à Moscou, à Paris, à Londres, à Pékin. Chaque coup porté à son propre impérialisme, chaque coup porté par les prolétaires contre la bureaucratie du Kremlin est une aide effective aux ouvriers et paysans vietnamiens.

La IV^e Internationale combat pour la défense inconditionnelle des conquêtes de la révolution chinoise

La défense des conquêtes de la révolution chinoise est partie intégrante de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Elle a pour la IV^e Internationale dans les circonstances présentes autant d'importance que la défense de l'U.R.S.S. en eut à la veille et au cours de la seconde guerre impérialiste mondiale. Les conquêtes de la révolution chinoise sont menacées par l'action combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Elles sont également menacées par les conséquences de la politique de la bureaucratie chinoise et du parti communiste chinois. En soutenant la bourgeoisie indienne, puis celle du Pakistan, en appuyant la politique du parti communiste indonésien, se subordonnant avant d'en être victime à la bourgeoisie indonésienne, en apportant son total concours à la bourgeoisie algérienne, ghanéenne, etc., la bureaucratie et le parti communiste chinois paralysent les masses ouvrières et paysannes, le développement de la révolution prolétarienne, dans ces pays.

Ils préparent de sanglantes défaites pour le prolétariat de ces pays comme en Indonésie. Ils renforcent, comme aux Indes, les

bourgeoisies de ces pays. qui inévitablement se feront les instruments de l'impérialisme contre les conquêtes de la révolution chinoise. Ils isolent les masses ouvrières et paysannes vietnamiennes du prolétariat mondial et renforcent d'autant l'agression de l'impérialisme américain au Viet-Nam.

Les « théories » « de la zone des tempêtes » et « de l'impérialisme principal » secrètent une politique non moins néfaste pour les conquêtes de la Révolution chinoise. La révolution dans les pays coloniaux se développe comme partie de la révolution mondiale, l'efficacité des interventions, de l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain est subordonnée à la stabilisation des rapports entre les classes dans les pays économiquement développés, y compris dans ceux où la bourgeoisie, comme en France, a des divergences d'intérêts avec le capital américain. La lutte des prolétaires américains, leur prise de conscience politique, sont intimement unies aux luttes et à la conscience des prolétariats des pays économiquement développés. En soutenant, sous prétexte des divergences et contradictions impérialistes, sous prétexte que l'ennemi principal est l'impérialisme américain, la politique et le régime gaulliste, le P.C.C. contribue à renforcer la bourgeoisie en Europe et facilite d'autant l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain dont la pointe est dirigée contre la Chine.

De la même façon, le parti communiste chinois affaiblit la défense des conquêtes de la révolution chinoise en condamnant l'action révolutionnaire des prolétaires d'Europe Orientale contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. La répression des mouvements révolutionnaires d'Europe Orientale, juin 1953 en Allemagne Orientale, octobre 1956 en Pologne, Révolution Hongroise de novembre 1956, s'intègre dans la chaîne des actions contre-révolutionnaires menées par la bureaucratie du Kremlin, qui toutes en dernière analyse, se font au profit de l'impérialisme. L'entente contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin contre les conquêtes de la révolution chinoise n'a pas au fond de raisons différentes de celles qui sont à l'origine de la répression sanglante par la bureaucratie du Kremlin des mouvements révolutionnaires d'Europe Orientale et de la révolution hongroise. Les conquêtes de la révolution chinoise ne peuvent être à la longue sauvegardées que par leur extension, en Asie et dans le monde, la transformation de la structure économique et sociale des pays d'Europe Orientale exige qu'elle s'intègre dans une économie planifiée sur la base de la

propriété collective des moyens de production à l'échelle de l'Europe, ce qui est incompatible avec l'existence de la bureaucratie du Kremlin.

La IV^e Internationale défend inconditionnellement les conquêtes de la révolution chinoise. C'est-à-dire indépendamment du fait qu'elles soient sous le contrôle de la bureaucratie chinoise. Elle ne met pas comme condition à la défense de ces conquêtes le renversement de la bureaucratie chinoise.

Mais la IV^e Internationale défend les conquêtes de la révolution chinoise comme une composante de la stratégie de la révolution prolétarienne mondiale. La défense des conquêtes de la révolution chinoise n'implique en aucun cas un alignement sur la politique de la direction du parti communiste chinois. Elle est indissolublement liée à la construction du parti chinois de la IV^e Internationale. La défense de la révolution chinoise implique une lutte impitoyable contre la politique du P.C.C. qui met en péril ces conquêtes, parce qu'elle s'oppose à l'internationalisme prolétarien.

La IV^e Internationale combat pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat

La destruction de toutes les organisations indépendantes de classe du prolétariat est une nécessité vitale pour la bourgeoisie en crise. La classe ouvrière ne vit pas d'abstraction. Pour et dans la lutte quotidienne qui l'oppose au capitalisme, elle a constitué les organisations syndicales. L'intégration des syndicats à l'état bourgeois revient à détruire le caractère de classe des syndicats. Elle n'est possible qu'autant que les organisations syndicales ont secrété des appareils petits bourgeois, courroies de transmission de la politique bourgeoise à l'intérieur de la classe ouvrière, dont la constante est l'adaptation aux besoins de la société bourgeoise. La lutte contre l'intégration des syndicats à l'état est indissociable de celle pour la révolution prolétarienne, pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires.

Le programme de fondation de la IV^e Internationale déclare :

« Les bolcheviks léninistes se trouvent aux premiers rangs de toutes les formes de luttes, même là où il s'agit d'intérêts maté-

riels ou de droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupant de renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre les tentatives de soumettre les syndicats à l'état bourgeois et de lier le prolétariat par "l'arbitrage obligatoire" et toutes autres formes d'intervention policière non seulement fascistes mais aussi "démocratiques". C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, staliniste y compris.»

Actuellement, la lutte contre l'intégration des syndicats à l'Etat prend une importance primordiale. Par la tentative d'intégrer les syndicats à l'Etat passent tous les efforts, et ceci internationalement, de détruire les moyens de s'organiser et de combattre de la classe ouvrière. A l'intérieur des syndicats s'exprime la lutte des classes. Il n'est possible de construire le parti révolutionnaire qu'en combattant pour la défense des acquis de la classe ouvrière et sur tous les terrains de la lutte des classes.

Les partisans de la IV^e Internationale ne désertent aucun champ de bataille de la lutte des classes. La défense des organisations syndicales et de leur indépendance par rapport à l'état est un combat contre les bureaucraties de toutes origines. Elle exige que ce combat s'intègre dans le programme de la révolution prolétarienne, que les partisans de la IV^e Internationale s'organisent dans les syndicats comme la fraction la plus consciente de la classe ouvrière, qu'ils associent à leur lutte tous ceux qui sont décidés, à l'intérieur des syndicats, à faire des pas pour défendre l'indépendance de classe du prolétariat.

Les tentatives d'intégration de syndicats à l'état sont des expressions de l'accentuation des contradictions de classe. La capitulation des appareils bureaucratiques n'a d'autre source que l'impossibilité de défendre les intérêts les plus élémentaires des travailleurs sans faire éclater le cadre de la société bourgeoise, sans déboucher sur la question du pouvoir. Elle a les mêmes origines que la capitulation des appareils réformistes, de la bureaucratie du Kremlin devant l'impérialisme dans la lutte des classes mondiale. Dans ce domaine comme dans tout autre, il s'agit de la révolution prolétarienne et de la direction révolutionnaire. La lutte contre l'intégration des syndicats à l'état rejoint et doit être comprise comme une tâche politique inséparable de celle pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle est une tâche internationale.

C'est pourquoi la IV^e Internationale réaffirme :

« L'auto-isolement capitulaire hors des syndicats de masses, équivalant à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance de la IV^e Internationale. »

Et que :

« S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices ("progressistes"). Le syndicat n'est pas un but en soi, mais seulement un des moyens à employer dans la marche à la révolution prolétarienne. »

La IV^e Internationale combat pour le Front Unique de classe

La phase actuelle de la lutte des classes met plus que jamais à l'ordre du jour la lutte classe contre classe. Le prolétariat doit présenter face à la bourgeoisie, son état, ses gouvernements, un front uni. Il s'agit de l'enseignement de plus d'un siècle de lutte des classes. Plus les antagonismes de classes s'exacerbent, plus la classe ouvrière a besoin de combattre comme un tout. Ce sont les appareils bureaucratiques qui divisent, fragmentent le front prolétarien. La tactique du Front unique telle qu'elle fut définie par les III^e et IV^e congrès de l'Internationale Communiste reste plus que jamais actuelle. Face aux attaques économiques et politiques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, politique des revenus, tentative d'intégration des syndicats à l'état, il est nécessaire d'opposer la classe ouvrière comme classe à la bourgeoisie. La tactique du Front Unique consiste à ne pas nier en pratique que l'énorme majorité des militants de la classe ouvrière sont organisés dans les partis réformistes et stalinien. Il s'agit, en s'appuyant à chaque moment sur la situation concrète de la lutte des classes et les impératifs de la lutte, de proposer une politique qui rompe avec la bourgeoisie et dresse la classe ouvrière et les organisations dont elle dispose face à la bourgeoisie en tant que classe. Elle implique la dénonciation de la politique de collaboration de classe de la bureaucratie, soit avec une fraction de la classe capitaliste, soit avec la bourgeoisie dans son ensemble. Le Front unique entre nécessairement en conflit avec la politique

de la bureaucratie. Il n'est pas exclu que les bureaucrates des directions traditionnelles soient forcés de faire des pas sur la voie du Front unique sous la pression de la classe ouvrière et de leurs propres membres. Dans de tels cas, nous soutenons et participons à toutes les actions qui peuvent être ainsi organisées.

La lutte pour le Front unique implique la construction de partis ouvriers révolutionnaires. La réalisation du Front unique ne peut être laissée à la spontanéité. Il exige la lutte politique d'organisations indépendantes faisant passer dans la pratique le programme de transition.

Le parti révolutionnaire ne peut se construire indépendamment de la participation et de l'intervention dans la lutte des classes réelle telle qu'elle se déroule sous nos yeux et non par des commentaires sur la lutte des classes. La politique du Front unique prend alors toute son importance pour la construction des partis révolutionnaires.

La IV^e Internationale combat pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe

L'Europe résultant de la seconde guerre impérialiste est encore moins viable que celle produite par la première. La mosaïque des Etats européens n'a pas disparu. En Europe occidentale et en Europe orientale, elle est maintenue aussi bien par les bourgeoisies que par la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Il s'y est ajouté la division de l'Europe en deux, coupant dans la chair vive du prolétariat allemand.

Cette mosaïque d'Etats, la division de l'Europe en deux, sont incompatibles avec le développement des forces productives. La tentative bourgeoise de surmonter l'étroitesse des frontières nationales, par l'institution de la Communauté Economique Européenne, par la constitution de la zone économique de libre-échange, n'est qu'ententes entre groupes capitalistes à partir de rapport de forces. Elles se réalisent au détriment des classes ouvrières. Chaque bourgeoisie s'appuie d'autant plus sur son Etat national qu'elle « collabore » avec les autres bourgeoisies à l'échelle européenne. Au moindre signe de tension économique, des craquements se font entendre tant au sein de la C.E.E. qu'au sein de la zone de libre-échange.

Sous la tutelle de la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties de chaque état national de l'Europe orientale, loin d'harmoniser l'économie de leur pays, ont au contraire renforcé les divisions nationales, multipliant les contradictions. La bureaucratie ne connaît aucune solution à ce problème.

La division de l'Europe en deux, de l'Allemagne en deux, ne peut se résoudre du côté de l'impérialisme que par la destruction de la structure économique et sociale de l'Europe orientale et la réintroduction du capitalisme. Elle signifierait la liquidation de secteurs entiers de l'économie, le contrôle du reste par le capital européen et américain, des millions de prolétaires réduits au chômage et à la misère, l'oppression nationale d'une brutalité inégalée. La bureaucratie du Kremlin n'a aucune solution. Tout ce qu'elle espère est de prolonger au maximum un statu-quo impossible à la longue.

La révolution dans un pays européen ne saurait amener au pouvoir une classe ouvrière sans que toute l'Europe soit ébranlée. Une classe ouvrière au pouvoir en Europe ne saurait s'y maintenir que par l'extension de la révolution à l'Europe entière. La lutte pour la révolution prolétarienne en Europe ne peut se dispenser de la réponse aux problèmes des frontières nationales, de la division de l'Europe en deux, de l'unification de l'Europe. En Europe, la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique fusionnent. Le programme de la révolution prolétarienne dans n'importe quel pays d'Europe exige la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe établis par la dictature du prolétariat.

Ce mot d'ordre exige la dénonciation de la division de l'Europe en deux réalisée à Yalta et à Postdam. La lutte contre toute forme d'oppression nationale, que ce soit par l'impérialisme ou la bureaucratie du Kremlin. La lutte pour la réunification sans condition de l'Allemagne.

Il exige la dénonciation de l'internationalisme frelaté que constitue la participation des organisations syndicales aux organismes de l'Europe des Six, qui n'est qu'un aspect de l'intégration des syndicats à l'Etat.

Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est une arme de la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays européen. Il constitue la réponse concrète à la division nationale des prolétariats d'Europe, à la division en deux du

prolétariat européen et unifie révolution sociale et révolution politique en un seul processus. Il exige que chaque prolétariat s'empare du pouvoir dans chaque pays.

La IV^e Internationale combat contre la calomnie et la répression

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin se traduit par la recherche par des milliers et des milliers de militants du programme de la révolution prolétarienne, par la recherche par des millions de prolétaires de la voie de la révolution prolétarienne. Elle affirme la totale faillite des directions staliniennes, réformistes et petites bourgeoises. La politique de capitulation devant l'impérialisme exige de ces directions la calomnie et la répression contre les révolutionnaires. Empêcher que les travailleurs ne trouvent la voie de la révolution prolétarienne nécessite de la part de ces dirigeants de tout mettre en œuvre pour empêcher que se constitue une avant-garde faisant sa liaison avec le programme de la révolution prolétarienne et l'organisation qui l'exprime, la IV^e Internationale.

En contrepartie de la faillite du castrisme, Fidel Castro a prononcé une violente attaque contre la IV^e Internationale et son programme. Il agit ainsi non seulement au compte de la direction petite bourgeoise castriste mais encore au compte de l'appareil stalinien. Contre les militants révolutionnaires, la IV^e Internationale et son programme, il utilise les mêmes méthodes et jusqu'aux mêmes termes que le fossoyeur de la révolution : Staline. La bureaucratie du Kremlin utilise le prestige révolutionnaire dont Castro est paré et qu'elle ne possède plus.

L'attaque de Castro contre le trotskysme s'inclut dans une vague internationale de calomnies et de répression de l'appareil stalinien. En France, les militants révolutionnaires regroupés autour de « Révoltes » furent l'objet d'une campagne de calomnies pendant la campagne pour les élections présidentielles, venant de la part du P.C.F., parce qu'ils dénonçaient l'infâme trahison qu'a constitué le soutien du bourgeois Mitterrand par les partis socialiste et communiste.

Mais c'est en U.R.S.S., en Hongrie, en Pologne, que la répression s'abat. Le procès contre Daniel et Siniavski n'eut d'autre

but que d'empêcher toute possibilité d'expression. En Pologne ce sont des militants connus pour leur dévouement au prolétariat, leurs attaches avec le mouvement ouvrier d'Europe orientale et leur sympathie pour le trotskysme qui sont frappés. En Hongrie, ce sont plus de 40 travailleurs ayant participé à la révolution hongroise de novembre 1956 qui sont à nouveau condamnés et jetés en prison.

Il s'agit de détruire tout ce qui peut constituer les éléments de la construction d'une avant-garde prolétarienne internationale, sur les seules bases possibles : celles de la IV^e Internationale. La lutte contre cette offensive de calomnies et de répression a autant d'importance pour la reconstruction de la IV^e Internationale qu'en eut la lutte contre les procès de Moscou en 1934-1938.

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale est liée à tous les problèmes qui confrontent l'humanité. Ainsi s'exprime concrètement le fait que la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire. Dans cette lutte, particulièrement importante est l'action pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire aux U.S.A., bastion de l'impérialisme. Les trotskystes américains ont une tâche particulièrement lourde, compliquée par l'abandon du programme de la IV^e Internationale par le Socialist Workers Party. Les trotskystes du monde entier doivent apporter leur fraternel soutien aux trotskystes américains qui combattent aux côtés du comité international. Non moins importante est la tâche de construction de partis révolutionnaires en U.R.S.S. et dans les pays que contrôle la bureaucratie du Kremlin. L'accomplissement de ces tâches est essentielle pour la reconstruction de la IV^e Internationale et pour ouvrir la perspective de la révolution prolétarienne au prolétariat mondial.

Le Comité International poursuit la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale contre le révisionnisme sous quelque masque qu'il se dissimule. Il la mène sur tous les plans, théoriquement, politiquement, organisationnellement.

En avant pour la victoire de la IV^e Internationale !

Résolution sur la reconstruction de la IV^e Internationale et les tâches du Comité International

(Adoptée par la Conférence Internationale)

— La conférence de Londres réaffirme que le programme et les méthodes de construction de partis révolutionnaires nationaux et de la IV^e Internationale sont inclus dans le programme de transition. Ce programme reste seul capable de fournir les solutions des problèmes soulevés par la crise historique de la direction du prolétariat.

— La conférence constate que le pablisme (tendance Pablo, Frank-Germain-Hansen, Posadas) représente les diverses variétés d'un courant révisionniste étranger au programme et aux méthodes de la IV^e Internationale.

— La conférence affirme que la IV^e Internationale n'a pas dégénéré.

La continuité historique de la IV^e Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotsky, restructurée dans les années 1943-1946, que le pablisme a voulu détruire en 1950-1953, a été maintenue depuis 1953 par le combat mené par les organisations trotskystes rassemblées dans le Comité International.

En conséquence, la conférence internationale proclame que la continuité de la IV^e Internationale a été préservée par l'action du Comité International.

— La conférence constate l'impuissance des directions de l'Internationale depuis la mort de Léon Trotsky à réaliser les tâches nécessaires à la construction de Partis Révolutionnaires et de l'Internationale.

Dans la dure bataille pour le trotskysme, des cadres ont été exterminés, victimes de la répression stalinienne et impérialiste, d'autres se sont usés, des directions et la direction de l'Internationale ont fait faillite.

En aucun cas cette faillite ne saurait être considérée comme la faillite de la IV^e Internationale.

Ces directions ont fait faillite en particulier en déformant et abandonnant le marxisme, c'est-à-dire la méthode du matérialisme dialectique. C'est pourquoi elles ont été incapables de s'implanter dans la lutte des classes, particulièrement dans la jeunesse. Elles ont été, en conséquence, incapables d'assimiler les méthodes et les principes communistes d'organisation.

— L'unité essentielle de la lutte des classes internationale découlant du caractère international de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, implique directement la nécessité de construire des partis trotskystes dans chaque pays, contre les conclusions liquidatrices qu'implique la notion révisionniste de la division du monde en blocs ou en secteurs. Notre perspective souligne l'urgence de construire des partis prolétariens indépendants dans les pays de l'Europe orientale, l'U.R.S.S., la Chine et les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

— Cette tâche centrale de la construction de partis révolutionnaires indépendants implique la lutte capitale pour l'indépendance politique de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne et les directions réformistes. Cette lutte implique également une bataille déterminée contre le trade-unionisme et toute forme de prostration devant le fait qu'un parti révolutionnaire puisse naître de la spontanéité de la classe ouvrière.

— La conférence internationale estime que le mouvement trotskyste doit, à travers la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, construire la direction centralisée du parti mondial de la révolution socialiste, dans un combat organiquement relié au combat dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires centralisés dirigeant la lutte révolutionnaire des masses. La construction de ces partis et de l'Internationale doit être menée sur la base de l'expérience et de la poursuite du combat incessant contre le révisionnisme.

— Les travaux de la conférence de Londres démontrent la nécessité, pour le Comité International, de préparer politiquement, sur un délai d'un an et demi, une conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la IV^e Internationale.

En particulier, le C.I. luttera pour rassembler dans les rangs de la IV^e Internationale, les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du « Secrétariat Unifié ».

Les trotskystes, organisés comme sections de la IV^e Internationale, doivent lutter pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires fondés sur le programme de transition de la IV^e Internationale.

La lutte pour ce programme et pour la construction du parti constitue la base principale de leur travail dans les organisations de masse de la classe ouvrière, syndicats, et dans le travail qu'ils doivent mener en direction de la jeunesse ouvrière qui constitue le réservoir de forces vives de la IV^e Internationale.

Tout travail de ce genre est subordonné à la tâche principale de construction du parti. La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la lutte des classes. Cette lutte pour le parti indépendant constitue la seule base de défense des positions de la classe ouvrière et toutes considérations tactiques lui sont subordonnées. Dans les circonstances où la tactique de l'entrisme dans les partis ouvriers existants est rendue nécessaire, cette tactique est conduite dans une façon qui la subordonne à la tâche principale de construction du parti indépendant.

— Pour la réalisation de cet objectif, le C.I. devra organiser la discussion internationale autour des axes suivants :

- a) Construction de partis révolutionnaires sur la base du programme, dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.
- b) Unité de la lutte de classe mondiale.
- c) Défense, par les méthodes de la révolution prolétarienne, des conquêtes du prolétariat mondial dans les pays capitalistes, l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

Cette discussion se mènera sur la base de l'accord préalable sur la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

Le C.I. est composé des représentants des sections désignés par elles.

A l'étape actuelle, les décisions du C.I. ne pourront être prises que selon la règle de l'unanimité. Le C.I. ne se proclamant pas, à cette étape, la direction centralisée de la IV^e Internationale qui reste à construire.

la plateforme du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie

1 - Présentation

les objectifs politiques de cette publication

La publication de la plate-forme du Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.) de Bolivie répond à deux séries de préoccupations étroitement liées. Notre première préoccupation est celle de la solidarité avec le mouvement révolutionnaire de Bolivie. En publiant ce texte, nous voulons rappeler aux militants révolutionnaires l'existence en Bolivie d'un processus révolutionnaire, interrompu et aujourd'hui dangereusement isolé et menacé. Nous voulons leur rappeler les combats héroïques que la classe ouvrière — et en particulier son secteur minier — livre jour après jour en défense des conquêtes d'avril 1952, en attendant de donner l'assaut final contre les positions impérialistes dans ce pays. L'assassinat récent du camarade César Lora, militant révolutionnaire du P.O.R., en compagnie de plusieurs autres miliciens syndicaux trotskystes ou syndicalistes révolutionnaires, doit avoir servi sur le plan international à rappeler aux militants révolutionnaires du monde entier que, à la suite du coup d'état de Barrientos de novembre 1964, la lutte de classe bolivienne évolue vers la guerre civile (1), et que le mouvement ouvrier bolivien a un besoin urgent de leur solidarité active. Totalement isolée d'un mouvement ouvrier international, la

(1) Voir à ce sujet le dernier livre paru de Guillermo Lora, « *Les Perspectives de la Révolution Bolivienne : la politique réactionnaire de la junte militaire mène à la guerre civile* », La Paz, Editions « Masas », 1964, qui présente l'analyse du P.O.R. sur le coup d'état de Barrientos de novembre 1964.

classe ouvrière bolivienne courrait un danger mortel. Tout doit être fait pour briser l'encerclement militaire — et aussi idéologique — dont elle est menacée. Il y a dès aujourd'hui un combat politique à mener pour empêcher qu'une conspiration du silence ou de la calomnie, orchestrée par les bureaucrates du Kremlin et leurs acolytes latino-américains, ne permette à l'impérialisme d'écraser la Bolivie ouvrière et paysanne dans une indifférence générale tout à fait concertée.

La publication de la plate-forme du P.O.R. s'intègre, en second lieu, dans le combat que cette revue mène, dans les cadres fixés par le Comité International de la IV^e Internationale, pour la reconstruction d'un mouvement révolutionnaire international centralisé reflétant l'unité profonde de la lutte de classe mondiale. Dans une telle perspective, l'ouverture d'une discussion internationale sur la plate-forme du P.O.R., et sur la nature du combat qu'il livre en Bolivie, peut revêtir une grande importance pour le développement du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. L'existence, aujourd'hui, en Bolivie, d'un parti s'affirmant trotskyste — c'est-à-dire se réclamant des principes énoncés par les quatre premiers congrès de la III^e Internationale et repris par le programme de transition de la IV^e — fortement enraciné dans les masses et se préparant à livrer un combat pour le pouvoir, constitue une réalité digne d'être sérieusement méditée par tous les militants qui évoluent vers le programme de l'internationalisme révolutionnaire, ou qui, sur la base de ce programme, cherchent à élaborer une plate-forme pour leur pays. Car l'existence du P.O.R. et son enracinement dans les masses sont le témoignage de l'importance décisive que revêt, aujourd'hui comme hier, le respect inconditionnel de deux des thèses fondamentales de la pratique politique marxiste. La première, c'est que même dans un pays arriéré, c'est à la classe ouvrière qu'il revient de jouer le rôle dirigeant dans le processus révolutionnaire, entraînant derrière elle dans la lutte toutes les couches de la paysannerie.

La seconde, c'est que la tâche primordiale des marxistes est d'aider la classe ouvrière à forger et à renforcer son propre instrument de lutte, c'est-à-dire son parti, et, ce faisant, de se libérer de toute dépendance politique et idéologique à l'égard de la bourgeoisie.

Ce n'est pas sans peine — mais au contraire au travers d'une lutte politique et idéologique acharnée comportant bien des hauts et des bas — que la direction actuelle du P.O.R. est parvenue à faire triompher ces thèses dans ses propres rangs et ensuite à les faire

pénétrer dans les masses. Avant d'être en mesure d'achever l'élaboration de la plate-forme que nous soumettons ici à la discussion, le P.O.R. a dû surmonter une tentative de liquidation pabliste analogue à celle que toutes les autres sections de la IV^e Internationale ont connue et à laquelle tant d'elles ont succombé. Vers 1953-54, le P.O.R. recevait l'ordre de se subordonner politiquement au M.N.R. « seul parti de masse en Bolivie » et son respect des deux principes marxistes rappelés plus haut lui valut son exclusion de l'Internationale pabliste en 1956.

La maturité politique actuelle du prolétariat bolivien est, de manière semblable, le résultat d'une série d'expériences très dures et beaucoup trop longues qu'il a été contraint de faire, d'abord de la trahison stalinienne, et ensuite de l'impasse à laquelle conduit la direction nationaliste petite-bourgeoise. Le prolétariat bolivien connaît aujourd'hui la signification des thèses staliniennes sur la prétendue nature antiimpérialiste et progressiste de la bourgeoisie des pays arriérés et sur la nécessité pour le prolétariat de se subordonner politiquement à elle. En Bolivie, la soumission des partis stalinien (en particulier du P.I.R.) aux besoins de la politique extérieure du Kremlin les a conduits à s'allier avec les partis de la « Rosca » (l'oligarchie financière et terrienne du pays) et à mener avec eux une politique féroce et répressive de 1946 à 1951. Le prolétariat bolivien sait également aujourd'hui ce qu'il peut attendre d'une direction nationaliste petite-bourgeoise, car c'est à elle qu'il doit de se retrouver à l'heure actuelle sous le joug de l'impérialisme et de ses agents militaires en Bolivie. Puisque l'expérience gouvernementale du M.N.R. a servi de toile de fond à la lutte politique du P.O.R. pendant près de quinze ans, il convient d'examiner cette expérience un peu plus en détail (2).

(2) Sur la révolution d'avril 1952 et les événements qui l'ont précédée, les militants révolutionnaires français doivent se reporter à la brochure de Pierre Scali, « La Révolution Bolivienne », Paris, S.P.E.L., 1954, qui contient une très bonne mise au point des faits et de leur contexte et qui tire les enseignements politiques fondamentaux de l'expérience à cette date.

L'interprétation politique la plus complète du cours contradictoire de la révolution bolivienne est contenue dans le gros ouvrage de G. Lora : « La Révolution Bolivienne : analyse critique », La Paz, Diffusion S.R.L., 1963, 412 p. Ce livre contient en particulier l'analyse détaillée des déviations « entristes » (impulsées par les admirateurs de Lechin en 1952) et « pablistes » [introduites en Bolivie par les agents du S.I. en 1953-54] et de leur rôle dans le retard de la construction d'un parti trotskyste de masse en Bolivie. Le livre est actuellement en traduction et sera publié, d'une façon ou d'une autre, dans les délais les plus brefs, car il constitue une contribution importante à la discussion sur le pablistisme et sur la construction du parti révolutionnaire dans les pays arriérés.

LA SIGNIFICATION POLITIQUE ET LE SORT DE LA REVOLUTION D'AVRIL

En avril 1952, une crise politique interne à la classe dominante créa les conditions d'une irruption de la classe ouvrière sur la scène politique et conduisit au renversement révolutionnaire de la Junte militaire qui gouvernait alors. Avec un temps de retard, le mouvement s'étendit aux campagnes et provoqua la mobilisation des masses paysannes contre les grands propriétaires terriens dans l'hiver 1952-1953. Cette révolution d'avril 1952 se présente par bien des égards comme le février bolivien. D'une part, en effet, elle amena au pouvoir non un parti révolutionnaire représentant le prolétariat bolivien, mais le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, parti de la petite-bourgeoisie nationaliste ; en même temps elle constitua cependant l'amorce d'un processus révolutionnaire effectif et assura à la classe ouvrière bolivienne certaines positions que tous les efforts contre-révolutionnaires de l'impérialisme et de ses agents en Bolivie n'ont jamais réussi à lui arracher complètement. Les mines ont été nationalisées, le principe de la réforme agraire a été inscrit dans la loi, enfin et surtout le prolétariat a su s'armer et les milices syndicales n'ont jamais pu être totalement démantelées (3).

Le gouvernement M.N.R. issu de la révolution d'avril s'est initialement présenté comme un gouvernement de type bonapartiste reposant sur l'équilibre précaire qui résultait de la poussée antagoniste exercée par les masses boliviennes d'une part et l'impérialisme de l'autre. A l'impérialisme, il fit valoir son contrôle sur le mouvement ouvrier pour tenter d'obtenir sa « compréhension » et marchander une aide financière. Aux masses boliviennes, il promit de grandes choses en se présentant comme l'intermédiaire indispensable pour traiter avec l'impérialisme dans les meilleures conditions, mais il fit surtout tout en son pouvoir pour chercher à user, démobiliser, et réprimer le mouvement ouvrier et paysan. Cet équilibre précaire, nécessairement, ne pouvait pas durer longtemps. En refusant de rompre avec l'impérialisme le gouvernement M.N.R. de Paz Estenzoro devint rapidement prisonnier de celui-ci. Il fut amené de par sa situation objective, sans même parler de l'orien-

(3) Aujourd'hui encore, la Fédération Bolivienne des Travailleurs Miniers affirme dans la résolution de sa XVI^e conférence nationale que la seule garantie du prolétariat, « c'est le fusil sur le dos de l'ouvrier », et s'oppose catégoriquement aux tentatives de désarmer les milices syndicales. « *La pensée politique des Mineurs (l'histoire secrète de la conférence minière)* », Editions « Masas », 1965, contient les résolutions de la fraction trotskyste et analyse la manière dont celle-ci est parvenue à les faire adopter par la conférence, à l'encontre des thèses de Lechin.

tation personnelle de certains de ses dirigeants, à se transformer en instrument de l'impérialisme pour la liquidation de la révolution bolivienne jusqu'à ce que la faillite de sa politique conduise à son discrédit total auprès des masses et le rende inutile auprès de ses « patrons » américains. Ceux-ci n'hésitèrent alors pas à lui substituer un gouvernement militaire encore mieux adapté que le M.N.R. pour servir leurs fins.

C'est le caractère contradictoire de la politique économique et sociale du M.N.R. qui a conduit à la faillite de sa gestion gouvernementale. La grave crise économique à laquelle le texte que nous publions fait allusion fut le résultat direct de la manière dont la nationalisation des mines et la réforme agraire furent entreprises par le M.N.R. dans le but d'en limiter la portée et d'en altérer le sens. L'administration des mines fut retirée des mains des mineurs et leur gestion directe remplacée par une gestion administrative dans le cadre d'une société étatique (la C.O.M.I.B.O.L.) qui servit au M.N.R. aussi bien comme instrument de corruption des dirigeants syndicaux que comme moyen déguisé de permettre une nouvelle participation des capitaux étrangers à l'exploitation minière. La nationalisation des mines ne constitua pas, d'autre part, le point de départ d'un processus rationnel d'industrialisation de la Bolivie et aucun effort ne fut fait pour créer un secteur de transformation des métaux. La commercialisation se fit dans les pires conditions et la nationalisation aboutit à une baisse des rentrées de devises. La liberté des changes — inexistante même sous les gouvernements de la droite — fut pourtant proclamée à la même époque, conduisant à une hémorragie financière qui accula le régime à la banqueroute économique. Dans le domaine agraire les modalités d'application de la réforme contribuèrent à ôter tout sens à celle-ci. Par le jeu des procédés juridiques utilisés pour le transfert de la propriété des terres, on mit les paysans dans l'obligation de défendre devant les tribunaux la validité des titres de propriété pourtant émis par l'Institut de Réforme Agraire. Après dix ans d'application de la réforme, à peine dix pour cent des terres avaient été redistribués, et aucun effort n'avait été fait pour élever le niveau technique de la paysannerie (4).

L'effritement du prestige de Paz Estenzoro conduisit l'impé-

(4) Pour une analyse purement technique, mais tout de même tout à fait systématique, de la faillite de la politique économique et sociale du M.N.R., voir l'étude de A. Garcia sur la réforme agraire en Bolivie, chapitre 27 (pp. 403-445) du livre collectif « *Les Réformes Agraires en Amérique Latine* », O. Delgado (Editeur), Fondo de Cultura Economica, Mexico-Buenos Aires, 1965. Garcia ne comprend évidemment pas la raison profonde de la faillite de cette politique qui demeure pour lui un mystère, mais il en analyse les manifestations immédiates avec beaucoup de justesse.

rialisme américain à partir de 1958-1959 à chercher à lui substituer au plus vite un homme mieux capable de lui servir de rempart contre les revendications des masses. L'homme choisi fut le général parachutiste Barrientos, membre de la fraction militaire du M.N.R. auquel Paz avait permis de demander l'aide « technique » du Pentagone, pour reconstituer l'armée de métier discréditée par ses liens antérieurs avec la Rosca. Barrientos fut d'abord adjoint à Paz comme vice-président puis carrément substitué à lui par le coup d'état du 4 novembre 1964.

Le caractère contradictoire de ce processus s'est marqué jusque dans le déroulement même de la prise de pouvoir de Barrientos. Comme celle-ci fut précédée d'une profonde agitation antigouvernementale, le coup d'état a pu apparaître à certains observateurs non avertis comme l'expression d'une poussée populaire. En fait, le but de Barrientos était de prévenir une situation prérévolutionnaire, avant de l'endiguer, puis de passer à une répression à l'outrance des masses. Avec l'arrivée de Barrientos au pouvoir, le caractère réactionnaire de la politique du M.N.R. s'est accentué et aujourd'hui l'offensive directe de l'impérialisme conduit la Bolivie vers la guerre civile.

LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN COMME REPONSE DU P.O.R. A LA CRISE

Face à la faillite de l'expérience M.N.R., le P.O.R. a mis en avant, à partir de 1953, et avec encore plus de netteté à partir de la plate-forme de 1959 que nous présentons ici, la perspective du gouvernement ouvrier et paysan comme seule issue révolutionnaire possible à la crise.

Sous ce terme, précisent les écrits du P.O.R., il ne faut pas entendre à la manière des staliniens « un gouvernement démocratique et populaire » fondé sur une alliance avec les partis de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie, mais bel et bien la dictature du prolétariat prenant appui sur un soutien inconditionnel de la part des masses paysannes. Dans ces écrits, il est dit que le gouvernement ouvrier et paysan constitue seulement une dénomination populaire de la dictature du prolétariat, et que son utilisation n'est significative que pour autant qu'elle permet de souligner la nécessité absolue pour cette dictature de prendre un appui direct sur la paysannerie et sur la majorité des couches petites-bourgeoises des villes (5). L'adoption de l'interprétation la plus restrictive de ce mot d'ordre, le P.O.R. le justifie par l'expérience faite en Bolivie depuis quinze ans de l'incapacité de la paysannerie à construire un parti politique indépendant

(5) Voir G. Lora, « La Révolution Bolivienne », p. 406.

et de sa tendance à chercher son impulsion révolutionnaire auprès du P.O.R. Le travail du P.O.R. au sein de la paysannerie a conduit à la convocation, en 1964, d'une série de congrès régionaux paysans — dont celui de Caranavi fut le plus important — et à l'adoption, par les militants paysans, de thèses inspirées de celles du P.O.R. (5).

Le gouvernement ouvrier et paysan se verra contraint, spécifie la plate-forme du P.O.R., de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Dans le cadre de la Bolivie, il s'agira plus précisément encore de reprendre et d'achever les tâches entreprises par la révolution d'avril, mais rapidement vidées de tout contenu par le refus du M.N.R. de rompre avec l'impérialisme. Il s'agira de remettre la gestion des mines entre les mains des mineurs et d'éliminer la gabegie bureaucratique, d'entreprendre la nationalisation de tous les autres secteurs de l'économie, d'établir un monopole complet du commerce extérieur et, sur cette base, d'entreprendre l'élaboration d'un plan conduisant à une première industrialisation du pays. Dans le domaine agraire, il s'agira de mener à bien la réforme agraire en créant une exploitation collective des grands domaines et une exploitation coopérative de la petite propriété paysanne dans le cadre d'un système où la caste des grands propriétaires serait chassée pour toujours et tout mis en œuvre pour promouvoir une modification des formes sociales et techniques de la production agricole.

Ces tâches, précise le P.O.R., ne peuvent être menées à bien que par la dictature du prolétariat parce qu'elles postulent la rupture absolue avec l'impérialisme. Leur accomplissement ne saurait pourtant être défini — de quelque manière que ce soit — comme constituant la construction du socialisme. C'est cette position qui permet de mesurer parfaitement l'abîme qui sépare un parti marxiste, pour qui les termes ont une valeur scientifique, des dirigeants politiques petits-bourgeois et de leurs apologistes, pour qui la phraséologie gauchiste ne sert qu'à masquer un empirisme politique total et une complicité profonde avec l'impérialisme et avec la bureaucratie soviétique. Ainsi qu'il est affirmé dans la fin du texte : « Les problèmes de la révolution bolivienne ne peuvent pas se résoudre dans l'étroit cadre national et doivent nécessairement s'intégrer dans le processus révolutionnaire latino-

(5) Il reste que cette interprétation du mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan », fondée simplement sur la forme qu'il prit dans la révolution russe et ignorant l'enrichissement de son contenu dont rend compte le Programme de Transition conduit, à notre avis, le P.O.R. à esquiver le problème de la « rupture avec la bourgeoisie » des partis ouvriers et à poser sous une forme étroite la question du Front Unique.

américain et mondial (...) il ne saurait être question de construire le socialisme à l'aide des seules ressources et des seuls efforts de la Bolivie. » Cette juste appréciation conduit le P.O.R. nécessairement à des conclusions qui se situent sur des positions d'un internationalisme prolétarien véritable. Le P.O.R. considère que, face à la contre-offensive de l'impérialisme, le but du gouvernement ouvrier et paysan sera de se maintenir au pouvoir, grâce à son lien avec les masses, jusqu'à ce que la révolution latino-américaine et mondiale se porte à son secours. Il n'attendra pas ce moment passivement et mettra tout en œuvre pour assurer l'extension de la révolution au-delà des frontières nationales. Cette position exige quelques commentaires.

LE SORT DE LA REVOLUTION BOLIVIENNE DEPEND DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Après avoir caractérisé la révolution d'avril comme étant par certains aspects le février bolivien, G. Lora, dans son livre sur la révolution bolivienne, note que « la différence qui s'impose d'emblée c'est que « l'octobre » bolivien tarde trop à arriver » (6). Recherchant les causes de la dépression prolongée du processus révolutionnaire, Lora distingue essentiellement deux facteurs : 1° les difficultés que l'avant-garde a rencontrées pour se structurer (défection successive des « entristes » qui allèrent rejoindre Lechin dans les files du M.N.R. dès 1952 et des pablistes qui les y suivirent en 1954) ; 2° la lenteur avec laquelle le prolétariat bolivien est parvenu à la maturité politique. A cet égard, Lora exprime les positions suivantes. Il écrit : « Le processus de pénétration du programme dans les masses est différent de celui de son élaboration. Les masses doivent mûrir politiquement dans le cadre de leur expérience quotidienne pour pouvoir s'élever à la hauteur des idées socialistes. Cela fait que le passage par certains partis d'origine populaire ou d'apparence gauchisante devient pour les masses un fait obligatoire. Il y a des expériences politiques que l'homme de la rue doit nécessairement vivre et qui ne peuvent pas être remplacées par la lecture du pamphlet ou par l'analyse théorique. Ce qui s'est passé avec le M.N.R. en est une illustration. » (7)

Ce qui frappe dans cette explication c'est la façon dont elle fait totalement abstraction du contexte international dans lequel la révolution bolivienne s'est jusqu'à présent déroulée, comme si

(6) Op. cit., p. 305.

(7) Voir G. Lora, « Les perspectives de la Révolution Bolivienne », p. 22.

l'absence d'un puissant mouvement ouvrier international, ou même d'une IV^e Internationale qui n'aurait pas dégénéré, n'avait pas constitué un facteur déterminant dans le déroulement de cette révolution et dans le rythme de maturation politique du prolétariat bolivien comme de son avant-garde. Il se peut, de même, que demain il soit extrêmement difficile pour le prolétariat latino-américain et mondial de se porter au secours du gouvernement ouvrier et paysan bolivien, et à celui-ci de briser l'encerclement impérialiste, si des pas importants n'ont pas été accomplis précédemment dans la voie de la reconstruction d'une Internationale.

La liquidation du trotskysme par le centre révisionniste pabliste a obligé le P.O.R. à se retirer de la IV^e Internationale pour survivre en tant que parti trotskyste. Voici bientôt douze ans qu'il a vécu en marge non seulement de l'Internationale officielle, mais également de ceux qui ont combattu d'abord pour son redressement, plus tard pour sa reconstruction. La manière dont le P.O.R. a su surmonter la tentative de liquidation pabliste, et reprendre ensuite sa progression dans les masses, est à bien des égards remarquable. On ne saurait cependant négliger le coût extrêmement élevé d'une telle expérience, ni sous-estimer les dangers très graves — soit d'anéantissement, soit de dégénérescence interne — que courrait un mouvement révolutionnaire qui chercherait aujourd'hui à se construire ou à se renforcer sans, simultanément, travailler à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le passé politique et le programme du P.O.R. doivent évidemment faire de lui, à l'avenir, l'un des principaux participants dans cette entreprise décisive.

2 - Le P.O.R. : Qu'est-il et que veut-il ?

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire a été fondé au Congrès de Cordova (Argentine) en 1934, sous la direction de Jose Aguirre Gainsborg, qui rédigea ses premiers documents politiques. Le P.O.R., à l'origine, naquit de la fusion de divers groupes marxistes d'exilés, qui avaient fait leurs premières armes dans le Parti Communiste clandestin de Bolivie. A Cordova, se réunirent des délégués des groupes du Chili et de l'Argentine, plus tard y adhéra Adalberto Valvidia Rolon, qui faisait partie des « Exilés du Pérou ». En 1938, Marof et ses amis se séparèrent du P.O.R. pour former un parti centriste et sans principes, le P.S.O.B. En 1952-54, abandonnèrent nos rangs d'abord les « entristes », pour passer

au service du M.N.R. au pouvoir, puis ensuite les pablistes, qui se caractérisent par les positions suivantes : révision du trotskysme, rapprochement des positions stalinistes, appui au lechinisme.

I - DEFINITION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

a) Le Parti Ouvrier Révolutionnaire est l'avant-garde du prolétariat ; c'est donc le Parti d'une seule classe (1). Ici survient la première différence avec les autres partis politiques. Le M.N.R., de même que l'A.P.R.A. du Pérou, ou que le Kuomintang chinois, proclame être le front de quatre classes sociales : la bourgeoisie « progressiste », la classe moyenne, les paysans et le prolétariat. Dans un bloc ainsi formé, établir quelle est celle de ces classes qui assume le rôle dirigeant constitue le problème de base, étant donné que les quatre groupes sociaux ne peuvent pas tous prétendre l'assumer. L'expérience nous démontre que le M.N.R., de par son programme et de par la nature de classe de son état-major, entraîne la soumission des ouvriers et des paysans aux directives petite-bourgeoises.

En tant que parti de la classe ouvrière, le P.O.R. groupe seulement une couche de celle-ci, son avant-garde, constituée par les éléments les plus avancés, les plus dynamiques. Cela ne veut pas dire que le Parti ne se préoccupe pas d'augmenter son nombre, et se contente d'être un petit groupuscule ; il oriente tous ses efforts pour capter tout ce que le prolétariat contient de plus dynamique, et pour s'implanter fermement dans la classe.

b) Le Parti Ouvrier Révolutionnaire est un parti marxiste-léniniste, qui oriente son action en accord avec le programme de fondation de la IV^e Internationale, organisée par Trotsky en 1938.

Il est marxiste parce qu'il suit l'idéologie qu'élaborèrent les socialistes Karl Marx et Friedrich Engels, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Le P.O.R. prend le marxisme dans son essence, rejetant le révisionnisme, qu'il vienne de la social-démocratie (II^e Internationale) ou du stalinisme (III^e Internationale) ; on peut

(1) La classe sociale est un ensemble d'hommes qui occupe une place déterminée dans le processus de production. Est prolétaire celui qui ne possède rien d'autre que sa force de travail et qui contribue à la production en la vendant quotidiennement en échange d'un salaire.

dire que c'est un parti marxiste orthodoxe (2). A la base programmatique du Parti se trouve le « Manifeste Communiste » (1848), exposition synthétique et brillante de la doctrine marxiste, que l'on n'a pas dépassé jusqu'à maintenant.

Nous disons que le Parti est léniniste parce qu'il s'inspire de l'application que fit Lénine (leader de la révolution russe de 1917) du marxisme à l'époque de l'impérialisme. Il s'oriente conformément au programme de fondation de la IV^e Internationale. Il combat la déformation que fait le stalinisme de la doctrine de Lénine avec sa thèse aberrante du « socialisme dans un seul pays » (qui condamne la révolution mondiale et l'Internationale en tant qu'instrument de celle-ci) et il s'oppose aux absurdités propagées par le stalinisme au sujet du prétendu caractère révolutionnaire des bourgeoisies des pays arriérés. Le P.O.R. est antistalinien parce qu'il lutte contre la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe, qui en est venue à constituer le plus sérieux obstacle au plein développement d'une société fondée sur la nationalisation des moyens de production et sur l'économie planifiée. Il combat, avec des moyens révolutionnaires, la haïssable et sanguinaire bureaucratie soviétique, tout en défendant inconditionnellement l'U.R.S.S. contre toute tentative d'agression de l'impérialisme, parce qu'il considère qu'ainsi il défend les conquêtes d'Octobre. Il n'est pas non plus d'accord avec le stalinisme lorsque celui-ci détruit le centralisme démocratique pour y substituer le centralisme bureaucratique et le monolithisme du parti.

La IV^e Internationale n'a pas créé une nouvelle doctrine, elle suit fidèlement le léninisme et son programme de base tel qu'il est exposé dans les résolutions des quatre premiers congrès de la III^e Internationale (Internationale fondée en 1919 par Lénine et Trotsky, pour redresser dans un sens marxiste les erreurs de la Seconde Internationale : Kautsky, Plekhanov) et dont les documents fondamentaux furent rédigés par Lénine et Trotsky.

(2) L'ensemble des idées de Marx et Engels a été qualifié à juste titre par Plekhanov de « conception totale du monde ». Dans la définition qu'il donne du marxisme, Trotsky souligne que celui-ci est la norme d'action de la classe ouvrière, l'expression consciente du processus historique inconscient, c'est-à-dire de la tendance élémentaire et instinctive du prolétariat vers la reconstruction de la société sur les principes communistes.

II. — COMMENT FONCTIONNE LE PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Le programme fait le Parti, dit Trotsky. Le programme, lorsqu'il indique le but stratégique — dans le cas du P.O.R. : instaurer un gouvernement ouvrier et paysan et détruire l'oppression de classe — contribue par conséquent à déterminer le caractère organisationnel du Parti. Un parti bolchévique ne saurait se passer d'une structure en cellules, car il s'agit de la forme d'organisation qui le lie le mieux à la masse, et qui lui permet le plus facilement de se mettre à sa tête. Un parti parlementaire n'a pas besoin de cellules d'usines, car il est plus urgent pour lui de mettre sur pied des comités de quartier qui lui permettent de contrôler les votes de ses militants.

a) Pour être militant du P.O.R., on se doit de remplir trois conditions :

1° Etre d'accord avec son programme, respecter les résolutions de ses congrès, de ses conférences nationales, des réunions plénières de ses organismes dirigeants, et œuvrer dans la ligne du centralisme démocratique ; 2° contribuer financièrement au maintien de la vie du Parti, car celui-ci ne reçoit aucune aide d'organisations nationales ou internationales, et sa presse ne publie pas d'annonces payées d'entreprises capitalistes ; 3° appartenir à une de ses organisations, c'est-à-dire à ses cellules de base.

La direction du Parti et la ligne politique sont le résultat de l'action collective de tous les militants. Ceux qui se réclament du P.O.R. et se trouvent hors de ses cellules ne pourront se considérer comme militants, le Parti ne pouvant être responsable de leur conduite politique, puisqu'il n'est pas en mesure de les orienter dans leur activité quotidienne.

b) La norme organisationnelle de base du P.O.R. est le centralisme démocratique, pierre angulaire de la structure de tout parti révolutionnaire marxiste, qui se présente comme une véritable fusion entre le centralisme et la démocratie. Ce principe signifie la plus large discussion de tous les problèmes à l'intérieur du Parti ; le droit des militants d'être en désaccord avec les opinions de la direction nationale ou locale ; la liberté d'organiser des tendances et des fractions autour de postulats politiques. Tout cela est la

démocratie, qui a comme complément la soumission des secteurs minoritaires à la majorité, bien que cela ne signifie pas qu'ils doivent renoncer à leurs opinions et qu'ils n'aient pas le droit de continuer à les défendre dans les publications du Parti. Le Parti n'est pas un club de discussion, c'est l'avant-garde combattante de sa classe, c'est l'instrument de la révolution des ouvriers et paysans. Le P.O.R. ne pourrait pas accomplir ses objectifs s'il ne présentait pas une unité dans l'action, s'il ne réussissait pas à se donner une direction capable, souple et étroitement liée aux militants de base. Le centralisme démocratique correspond à l'unité nécessaire dont doit faire preuve le Parti dans son action extérieure et c'est cela qui exige la soumission de la minorité à la majorité, la reconnaissance de la direction nationale unique et des décisions des instances supérieures (congrès, conférences, réunions plénières, etc.). Le respect nécessaire du centralisme démocratique permet que la ligne politique soit élaborée collectivement par tout le Parti, c'est-à-dire, en dernière analyse, par les militants de la base. L'imposition des thèses, des programmes et autres documents par les instances dirigeantes du parti doit être rejetée comme une routine pernicieuse. Les résolutions du Parti doivent constituer l'expression au plus haut niveau politique de l'expérience vécue par le Parti dans tous les secteurs. L'élection des organismes dirigeants par les militants de base est la norme et peut seulement être omise lorsque des conditions extraordinaires d'illégalité l'imposent.

c) La discipline du militant est fondée sur la profonde conviction politique et sur la stricte observance, principalement de la part de la direction, des normes du centralisme démocratique. La libre discussion est le moyen d'unifier les jugements et de réduire les différences d'opinion et les oppositions, en même temps qu'elle permet l'élévation du niveau politique et théorique des militants. Doivent être bannies, comme un attentat à la vie même du Parti, les méthodes de terreur ou de persécution contre les opposants, exercées comme un prétendu moyen de parvenir à l'unité. La discipline du P.O.R. est une discipline consciente qui ne peut coexister avec la bureaucratisation des cadres dirigeants. C'est la lutte quotidienne, non les manœuvres et la conspiration de coterie, qui sélectionne les meilleurs militants, et c'est par leur action dans cette lutte journalière qu'ils doivent gagner le droit de s'élever jusqu'aux échelons les plus hauts de la direction.

III. — RAPPORTS AVEC LES SYNDICATS

Les militants du P.O.R. sont obligés d'agir à l'intérieur des syndicats auxquels ils appartiennent du fait de leur travail quotidien. « Le syndicat est l'école du communisme » ; c'est là que les révolutionnaires peuvent aider leurs compagnons de classe à s'orienter vers leur réelle libération, qu'ils peuvent contribuer à leur mobilisation contre l'oppression de classe et à l'évolution de leur conscience politique. En même temps, dans les syndicats les militants du P.O.R. ont la possibilité de prouver la validité de leur programme, de démontrer qu'ils sont les dirigeants les plus désintéressés et les plus capables, et c'est là, enfin, qu'ils peuvent s'enrichir de l'expérience de toute la classe. Un parti dont les militants n'interviendraient pas quotidiennement dans les organisations de la classe ouvrière serait un parti sans vie et ne pourrait pas se considérer comme l'avant-garde révolutionnaire.

Le Parti est en relation avec le syndicat par l'intermédiaire de ses militants qui travaillent à l'intérieur de cette organisation, ce sont eux qui apportent à leurs compagnons de travail les propositions du Parti face à tous les problèmes de la vie syndicale. Le Parti éduque les meilleurs lutteurs syndicaux par sa capacité, par sa fermeté dans l'action et par son honnêteté, et il leur apporte une ligne de conduite dans l'action. De cette manière le syndicat devient le terrain naturel de l'éducation politique. A travers cette lutte le parti a la possibilité de gagner la confiance de la majorité de la classe ouvrière.

Nous rejetons comme antirévolutionnaire la thèse de l'apolitisme des syndicats, car c'est de cette manière que l'on permet à la politique réactionnaire de mettre la main sur les organisations ouvrières. Notre objectif est autre : gagner politiquement les syndicats, parvenir à ce que ceux-ci prennent le chemin révolutionnaire que nous traçons. Cette influence idéologique ne doit pas se confondre avec l'ambition bâtarde de convertir les syndicats en dociles instruments ou en agences passives du gouvernement ou des partis. Nous cherchons, pour notre part, à convertir les syndicats en organisations révolutionnaires des masses, mobilisées sur la base de la plus grande démocratie syndicale.

Le P.O.R. considère que le syndicat est la forme élémentaire du front unique de classe, c'est-à-dire qu'en son sein agissent en commun diverses tendances politiques du prolétariat à côté de la grande masse des travailleurs sans appartenance de parti :

nous nous distinguons par notre position syndicale unitaire, et nous nous opposons à ce que les travailleurs soient persécutés pour leur militantisme politique révolutionnaire. A l'autre pôle se trouve le M.N.R., qui a fait du sectarisme un article de foi et qui prétend créer des syndicats exclusivement rattachés à lui en éliminant tous les opposants.

En dépit de l'importance vitale que nous attachons aux syndicats, nous sommes loin d'adopter la thèse du « syndicalisme », qui soutient que ceux-ci peuvent se substituer au parti politique de la classe ouvrière, et même prendre le pouvoir. Le syndicat par le fait même qu'il groupe tous les ouvriers d'une usine, par-dessus leurs divergences politiques ou leurs croyances religieuses, est limité dans ses objectifs ; il peut constituer un magnifique instrument de mobilisation massive, mais il ne peut résoudre les problèmes fondamentaux de la classe, car cela peut seulement se faire sur le plan politique et après la prise du pouvoir. Pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire, la construction d'un parti politique indépendant de la classe ouvrière est une nécessité historique indispensable et qui ne peut être ajournée.

IV. — RAPPORTS AVEC LES AUTRES PARTIS

a) Nombreux sont les partis qui se réclament de la classe ouvrière, et qui présentent néanmoins des différences radicales avec le P.O.R. Les groupements staliniens (P.I.R., P.C.), faisant violence à l'histoire et à la sociologie, soutiennent que, dans notre pays, la bourgeoisie nationale est progressiste et antiimpérialiste et ils prétendent que l'issue à la crise se trouve dans un soi-disant « gouvernement démocratique populaire ». Dans les faits, le stalinisme aboutit à la soumission du prolétariat à la direction bourgeoise ou petite-bourgeoise. Pour parvenir à ses fins, il n'a pas même vu le moindre inconvénient à s'allier avec F.S.B. D'autre part, le stalinisme a laissé dans son sillage une traînée de sang. Le prolétariat se souvient du massacre dans les mines de Potosi (janvier 1947) et de la terreur blanche de Catavi (fin de 1947).

Une classe sociale, puisqu'elle est constituée de diverses couches, peut donner naissance à plus d'un parti. Ce fait nous oblige à nous arrêter à la discussion des relations du P.O.R. avec les autres partis qui se disent révolutionnaires.

Le P.O.R. *ne peut pas* former d'alliances politiques avec les ennemis de classe du prolétariat, par exemple, avec F.S.B., avec le P.U.R.S., etc., qui sont des organisations de la Rosca. Cette impossibilité est déterminée par la lutte même des classes et par les objectifs du Parti, dont l'un est d'écraser définitivement la Rosca.

b) Cependant, la lutte quotidienne peut obliger le P.O.R. à entrer en relation avec les partis staliniens ou avec d'autres qui se disent révolutionnaires (M.N.R., etc.). La ligne de conduite en cette matière est commandée par l'impossibilité de faire la moindre concession quant aux principes, c'est-à-dire en ce qui concerne la finalité de notre lutte : l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan. Pour cette raison, nous ne pouvons constituer de bloc politique de grande envergure avec de tels groupements. Le maximum que pourrait imposer la lutte est la conclusion d'accords temporaires, limités dans leurs objectifs et dans leur durée. (Un accord électoral par exemple.) Dans ces accords, le Parti ne doit jamais perdre de vue que ceux-ci se justifient seulement s'ils lui permettent de consolider ses positions et d'accroître son influence au sein des masses. Pour cela, on devra se demander avec qui on passe l'accord et dans quel but.

Etant donné que le but des compromis temporaires est d'accroître l'influence du Parti à l'intérieur des masses, celui-ci ne doit pas renoncer au droit de critiquer les erreurs passées et présentes de ses alliés momentanés. Renoncer au droit de critique équivaldrait à renoncer à un moyen d'une importance capitale pour l'éducation des exploités.

En vertu de telles considérations, le P.O.R., lorsqu'il conclut des engagements temporaires avec d'autres organisations politiques — puisque de pareils accords ne peuvent pas faire l'objet d'un rejet de principe — doit faire attention à ne pas confondre sa structure organisationnelle avec celle des autres partis, encore moins son programme et son drapeau. Le Parti Ouvrier Révolutionnaire doit, à tout instant, conserver sa physionomie et son indépendance.

V. — QUE VEUT LE PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE ?

a) *L'idée programmatique fondamentale.* L'idée centrale du programme du parti s'énonce ainsi : en Bolivie, de même que dans les autres pays, la direction politique du processus révolutionnaire revient au prolétariat, ce qui équivaut à dire : à son parti politique. Cette classe sociale, produit du régime économique dominant, est la classe révolutionnaire par excellence, parce que, n'ayant aucun lien avec le passé ni aucun intérêt en commun avec le capitalisme, elle est capable de mener la révolution jusqu'à la liquidation totale de toute forme d'oppression de classe. Les autres classes (classe moyenne, paysans, dans d'autres pays — mais pas en Bolivie — certains secteurs de la bourgeoisie indigène) peuvent, dans certaines circonstances, adopter des attitudes révolutionnaires, mais elles sont loin de pouvoir mener à sa culmination le processus révolutionnaire.

Dans ce pays arriéré, le prolétariat, démographiquement parlant une minorité, est le pivot économique et politique de la société et devient le dirigeant du pays. En sa qualité de dirigeant, il doit donner la solution à tous les problèmes nationaux. La révolution en Bolivie ne peut se concevoir comme une révolution purement ouvrière, elle doit être nationale et être dirigée par le prolétariat.

Le prolétariat se voit obligé, du fait précisément de l'énorme retard du pays, d'accomplir les tâches qui, historiquement, devaient être remplies par la bourgeoisie (liquidation du latifundisme et de toutes les formes d'économie précapitalistes, achèvement de la libération nationale et de l'unification du pays, organisation du marché intérieur), et, une fois au pouvoir, il devra également mettre à l'ordre du jour les tâches qui lui sont propres, c'est-à-dire les tâches socialistes. La révolution bolivienne est donc démocratico-bourgeoise par ses tâches et ouvrière par la classe qui la réalisera. En d'autres termes : le processus révolutionnaire consiste en ce que les tâches bourgeoises se transforment en tâches socialistes, sous la direction du prolétariat au pouvoir.

La minorité prolétarienne ne peut arriver par ses propres moyens au pouvoir et, si elle le fait, elle ne pourra s'y maintenir seule. Le gouvernement ouvrier comptera avec l'appui direct de la masse paysanne et de la majorité appauvrie de la petite-bourgeoisie des villes.

b) *Gouvernement ouvrier et paysan.* Il est facile de comprendre qu'à la base de la stratégie du P.O.R. se trouve l'alliance des

ouvriers et paysans. Le Parti a appelé ouvrier et paysan le futur gouvernement qu'il formera, pour souligner que c'est son objectif d'entraîner derrière lui la majorité nationale (paysans et classe moyenne). Le gouvernement ouvrier et paysan ne sera pas autre chose que le gouvernement de la classe ouvrière, c'est-à-dire du P.O.R., étayé par la majorité nationale, principalement par les paysans.

Le gouvernement ouvrier et paysan est la seule issue révolutionnaire qui permettra de surmonter, en accord avec les intérêts nationaux, l'actuelle direction désastreuse de l'état par le M.N.R.

La faillite totale du M.N.R. au pouvoir est une preuve de plus qu'une révolution dirigée par la petite-bourgeoisie, ou par une classe sociale qui ne soit pas le prolétariat, est condamnée à s'arrêter à mi-chemin et à échouer sous le poids de l'impérialisme et de la réaction.

La crise économique aiguë dont souffre le pays (salaires très bas, coûts de production très élevés, chômage, paralysie de l'industrie, etc.) est la conséquence de la banqueroute du gouvernement M.N.R. La solution ne peut être que politique et sera donnée par le gouvernement ouvrier et paysan.

Le honteux abandon de la haute direction du M.N.R. n'est pas autre chose que la conséquence du caractère de classe de son Parti. Le M.N.R. prétend apporter une solution aux problèmes internes du pays avec l'aide du Département d'Etat des U.S.A., aide contre laquelle il lui livre à vil prix les sources de matières premières. Pratiquement, le gouvernement de Siles s'est allié avec l'impérialisme yankee contre les masses boliviennes fermement engagées sur le chemin menant vers la destruction de l'oppression étrangère et la réalisation de la libération nationale.

VI. — QUE FERA LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN ?

Les tâches que doit accomplir le gouvernement ouvrier et paysan ne peuvent être le résultat ni de l'imagination, paresseuse ou fiévreuse, de ceux qui se croient des théoriciens ni de la répétition servile des consignes que l'on importe, parfaitement élaborées, de l'étranger, comme n'importe quelle marchandise. Ces tâches sont déterminées par l'évolution même du pays et du processus révolutionnaire que nous vivons.

Le gouvernement ouvrier et paysan, le gouvernement du Parti Ouvrier Révolutionnaire, ne pourra pas se payer le luxe d'ignorer les résultats catastrophiques de la politique gouvernementale désastreuse du M.N.R. ; il doit commencer par réparer tous ces dommages. Le principe qui guidera le P.O.R. en tant que gouvernement sera le même que celui qui inspire son activité présente d'opposition : *défendre et consolider les conquêtes réalisées par les masses à travers leur perfectionnement et leur dépassement.*

Le gouvernement ouvrier et paysan a la mission d'accomplir les tâches démocratico-bourgeoises et de les transformer en socialistes. Il partira du point où en sont ces tâches actuellement, c'est-à-dire à un point où tout a été fait par le M.N.R. pour vider les conquêtes d'avril de leur contenu initial, pour les mener à leur aboutissement ultime. D'emblée, il introduira dans son programme des réalisations objectives qui sont totalement ignorées par le gouvernement actuel : l'unité nationale ; l'organisation du marché intérieur ; la planification de l'économie ; l'écrasement de l'opposition de la Rosca, etc.

Le rythme auquel s'accompliront les tâches démocratico-bourgeoises, et auquel elles se transformeront en socialistes, ne peut pas être indiqué maintenant, à l'avance, puisque cela dépendra du développement du mouvement révolutionnaire latino-américain et mondial, du degré d'influence de l'économie capitaliste sur le pays et du propre progrès de la révolution à l'intérieur des frontières nationales. C'est pour cette raison que nous exposons seulement les lignes générales des tâches que réalisera le gouvernement ouvrier et paysan, et qui peuvent être résumées de la façon suivante :

1° L'administration des mines nationalisées sera réorganisée sur le principe de la gestion ouvrière, et seront condamnées les méthodes qui cherchent à étrangler la *COMIBOL*, sous le prétexte de l'ajuster aux normes de l'entreprise privée. L'expérience et l'énorme capacité créatrice des travailleurs permettront de vaincre les prodigieuses difficultés que devront affronter les mines au risque de naufrager. La cinquième colonne de la Rosca, convertie en dictature des techniciens, sera remplacée par la subordination de la technique à la politique de la classe ouvrière.

Les contradictions de la production minière, actuellement insolubles dans le contexte du cadre capitaliste national et de la pression impérialiste, seront surmontées par l'intermédiaire de la nationalisation des branches fondamentales de l'économie, de façon

qu'il devienne possible de coordiner leur développement avec les objectifs fondamentaux de l'industrie minière.

Il ne peut être question plus longtemps que la petite industrie minière se débâte dans des conditions par trop misérables. L'état ouvrier commencera par les regrouper en coopératives et impulsera leur développement technique. L'industrie minière moyenne n'a pas d'autre ressource que de grossir le secteur nationalisé.

Les mines nationalisées ne peuvent avoir d'autre sens que de servir de fondement à la libération nationale face à l'impérialisme. Pour cela, le gouvernement ouvrier et paysan fermera toutes les issues au moyen desquelles l'impérialisme menace actuellement de regagner le contrôle de l'industrie minière, utilisant le couvert des sociétés mixtes. La libération nationale ne peut coexister avec l'enkystement des mines au sein d'une économie hostile.

L'état ouvrier doit commencer par affronter le terrible problème de la dépendance de la vie du pays à l'égard du marché unique (U.S.A. - Angleterre) pour ses minéraux. Il ne faut pas repousser *a priori* l'idée de chercher de nouveaux marchés pour nos minerais tout en cherchant à exploiter au maximum l'actuelle offensive économique du bloc soviétique contre l'impérialisme. Pourtant, cela ne peut être la solution unique et définitive de l'industrie minière ; il faut absolument rompre l'encercllement capitaliste au moyen de l'exportation à bas prix de l'étain et d'autres minerais fondus. L'argument de plus de poids qui a été avancé contre la construction de hauts fourneaux c'est qu'ils s'avéreraient anti-économiques. Dans les circonstances actuelles, ce facteur négatif, pour si évident qu'il soit, serait amplement neutralisé par l'énorme accroissement du marché et par la rupture du contrôle impérialiste. D'autre part, nous pensons que l'industrie lourde peut seulement se développer sur la base d'une telle activité.

2° Le gouvernement ouvrier révisera radicalement l'actuelle politique d'abandon de nos sources de matières premières et principalement du pétrole. Ayant conscience que l'industrie pétrolière peut devenir le secteur le plus vigoureux de notre économie, nous ne pouvons la vendre à vil prix. Le progrès même du pays impose la nécessité impérieuse de consolider la nationalisation du pétrole et de Y.P.F.B.

L'entreprise nationalisée se consolidera en s'établissant dans les régions pétrolières les plus riches et en procédant à la totale réorganisation de Yacimientos, qui, de même que la COMIBOL, doit être débarrassée du poids mort d'une monstrueuse bureau-

cratie, formée à la faveur de l'odieux favoritisme de parti. Yacimientos doit se baser sur les mêmes principes esquissés à propos de la *COMIBOL*.

En matière pétrolière, le minimum que l'on puisse faire est de récupérer Madrejones et d'expulser du pays les consortiums impérialistes. La nationalisation et la revendication du pétrole sont, indiscutablement, les conditions indispensables pour l'industrialisation du pays.

3° Monopole du commerce extérieur. Ni la libération nationale ni le contrôle de l'économie ne peuvent se concevoir si le commerce extérieur est laissé aux mains des consortiums impérialistes (Grace, exportation du pétrole par la Fish, etc.). Si l'on avance l'argument que, l'état étant l'unique exportateur de minerais, existerait déjà virtuellement le monopole du commerce extérieur, on oublie que les trusts internationaux contrôlent jusqu'à l'importation des produits alimentaires et que l'étatisation du commerce des minerais est seulement une exception à l'intérieur de l'orientation générale du gouvernement M.N.R.

4° Nationalisation des branches fondamentales de l'économie, des services publics (transports, électricité, banque). Le développement du pays impose qu'au chaos propre à la production capitaliste soit substitué le contrôle de l'état ouvrier sur toutes les branches de l'économie ; cet objectif est inconcevable à moins que l'on ne procède à la nationalisation de son secteur de base. C'est ainsi seulement que l'on pourra sauver l'industrie minière de son état de crise actuel et contribuer à la diminution des coûts de production. Le gouvernement ouvrier et paysan, à la différence du M.N.R., tendra à la nationalisation de l'économie, en partant des entreprises impérialistes.

5° Pour le M.N.R., la diversification de l'économie s'est réduite à la thèse aberrante qu'il suffit pour cela de construire telle ou telle usine isolée sans qu'elle ait de relation précise avec le reste de l'économie ni avec les nécessités réelles du marché intérieur. De cette façon beaucoup d'usines se sont trouvées démesurément grandes en comparaison de la pénurie chronique de matières premières, ou alors leur production s'est élevée bien au-dessus de la capacité du marché, de telle façon que s'impose une coûteuse exportation dans un pays sans routes. La diversification économique tant préconisée s'est limitée à un gaspillage des maigres ressources nationales. Le gouvernement ouvrier et paysan diversifiera l'économie en renforçant l'industrie de transformation

et en jetant les bases de l'industrie lourde, tout cela dans les cadres d'une économie planifiée, qui permette un travail soigneusement élaboré et fait avec une économie de moyens. La Bolivie n'a déjà plus la possibilité de se développer sur des bases capitalistes, si l'on entend par là un développement harmonieux et complet de son économie. Ce progrès sera réalisé par la nationalisation des moyens de production et par l'économie planifiée.

6° Le M.N.R., par l'intermédiaire de sa réforme agraire, a cherché à réaliser les objectifs suivants :

a) Convertir la masse paysanne en petits propriétaires prospères, afin qu'ils servent de contrepoids au prolétariat. Ce but a échoué, parce que la politique même du gouvernement a accentué la misère dans les campagnes.

b) Mettre en sûreté une partie des intérêts des gamonales*, en déclarant inaffectées par la réforme la moyenne propriété et celle considérée comme capitaliste industrielle. Dans ce domaine, les réalisations du M.N.R. ont été couronnées de succès. Les personnalités gouvernementales et ce lourd appareil bureaucratique qui s'appelle le Service de Réforme Agraire s'orientent vers la restitution des domaines aux gamonales en se servant de tous les prétextes. Lorsqu'ils ne peuvent pas le faire de façon directe, ils conseillent aux paysans, las d'être constamment en procès et d'avoir à parcourir d'énormes distances pour se rendre aux tribunaux, de transiger avec les propriétaires.

Par ailleurs la réforme, en plus de la défense des intérêts du latifundisme, en entretenant chez les paysans l'incertitude quant à la valeur juridique de leurs titres de propriété, a eu pour effet la parcellisation excessive de la terre. Le résultat en a été la diminution des indices de production, car on sait que le minifundium est contraire à la grande culture. Le futur gouvernement devra grouper les petites parcelles, les mettre en coopératives, et les mécaniser dans la mesure du possible, afin de doubler, au moins, la production de l'agriculture et de l'élevage.

Dans ce domaine la première tâche consiste à légaliser la tenure de la terre et à détruire le latifundisme en tant que système, en rectifiant radicalement le décret de réforme agraire.

7° On ne peut concevoir l'industrialisation sans la création d'un marché intérieur. Cette tâche suppose que les masses pay-

* Terme propre à l'Amérique Latine pour désigner les grands propriétaires.

sannes deviennent des consommateurs, ce qui s'avérera impossible si l'on n'introduit pas la technique dans la production agricole et l'élevage, si l'on ne bombarde pas les campagnes de produits manufacturés à bon marché et si l'on ne parvient pas à la séparation entre les activités artisanales et agricoles, pour le moment exercées par les mêmes personnes. Le marché intérieur suppose l'étroite liaison des différentes régions du pays, par l'intermédiaire de transports bon marché et par la suppression des obstacles provinciaux au fonctionnement correct des activités économiques.

VII. — NOUS MAINTIENDRONS-NOUS AU POUVOIR ?

Siles, dans son discours du 7 juin 1958, a récemment déclaré que le gouvernement du P.O.R., c'est-à-dire le gouvernement ouvrier et paysan, serait écrasé par l'impérialisme. Le président de la République, dans sa rage, nous rappelle encore une fois que l'« expérience trotskyste » sera éphémère, du fait de la situation internationale du pays. Que veut-on donner à entendre avec une phrase si générale ? Si l'on se réfère au fait que la Bolivie est entourée par d'autres états capitalistes, l'argument manque de sérieux. On ne peut citer un seul pays qui puisse se payer le luxe d'ignorer le fait qu'il représente une enclave dans le cadre de l'économie mondiale. Si l'on veut souligner le fait que la Bolivie est particulièrement vulnérable en raison de son absence d'accès à la mer, l'argument n'a pas non plus beaucoup de signification aujourd'hui. La menace voilée faite par le M.N.R. de ce que l'*intervention* armée des Yankees, et des gouvernements qui leur sont liés, parviendrait à écraser l'état ouvrier et à lui reprendre le pouvoir constitue au contraire une réalité certaine, mais elle vaut pour tous les pays, quelle que soit leur situation géographique. Une telle perspective pessimiste n'a pas d'autre objet que de chercher à faire naître un doute au sein des milieux ouvriers qui évoluent vers le programme révolutionnaire.

Il n'y a pas lieu de s'étonner de ce que certains milieux staliens fassent la même objection quant à la possibilité d'établir un gouvernement révolutionnaire. Ils agissent de façon conforme à leur mot d'ordre de « gouvernement populaire et démocratique » et ils mettent également à nu leur thèse étrangère au mouvement ouvrier — quant au fait que la révolution prolétarienne serait importée en Bolivie de l'étranger, probablement du bloc soviétique.

Le trait le plus notable du gouvernement ouvrier et paysan sera constitué par l'appui militant et inconditionnel qu'il recevra de la majorité du pays, du fait d'être le premier à présenter des solutions viables aux problèmes nationaux. En remettant de manière effective la terre aux paysans ; en donnant une nouvelle vie à la *COMIBOL* sur les bases de la gestion ouvrière et en la convertissant en source de moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'industrialisation du pays, etc., l'état ouvrier se transforme en un bastion inébranlable face à la conspiration intérieure, bien que celle-ci puisse être financée et appuyée de façon directe par l'impérialisme, hypothèse effectivement des plus vraisemblables.

Nous sommes les premiers à reconnaître qu'une profonde transformation des structures sociales du pays doit nécessairement se heurter à la résistance la plus obstinée et au boycott de la part de l'impérialisme, marqué par le refus d'acheter nos matières premières et par la suspension de ses exportations. C'est en partant de cette possibilité que Lechin et ses partisans ont élaboré la théorie absurde suivant laquelle la révolution bolivienne devait chercher à s'assurer l'appui inconditionnel de l'impérialisme avant de poursuivre sa route. Pour nous, au contraire, le problème se réduit à savoir si nous pourrions ou non résister pendant un temps relativement long à la pression extérieure, jusqu'à ce que le mouvement révolutionnaire du continent se porte à notre secours.

Il est indéniable que dans le cadre de la structure économique mondiale la Bolivie occupe une place de dépendance et se trouve soumise à l'influence des pays dans l'orbite desquels elle est directement placée. Cependant l'affirmation suivant laquelle la Bolivie dépend des U.S.A. ne rend pas compte à elle seule de toute la réalité. La métropole impérialiste, hautement industrialisée, dont la production a pour objet fondamental le marché international et qui transforme des matières premières transportées depuis les coins les plus éloignés du globe, dépend de la périphérie dans une mesure plus grande que celle-ci ne dépend d'elle. Le boycott impérialiste place un pays arriéré dans une position très difficile, mais l'élimination de la périphérie coloniale paralyserait immédiatement l'appareil productif monstrueux dans sa totalité. Pour les U.S.A., maintenir ses zones d'influence actuelles et en conquérir de nouvelles constituent une question de vie ou de mort.

Le degré de dépendance d'un pays arriéré vis-à-vis de la métropole impérialiste est atténué dans la mesure où il possède un secteur précapitaliste qui se caractérise par l'autosubsistance. Totalement isolée par l'impérialisme, la révolution bolivienne n'aurait pas d'autre solution que de se nourrir à l'aide du travail de ses masses paysannes. Cette possibilité prolongerait sa capacité de résistance.

De façon trompeuse on affirme que la situation internationale est contraire à tout changement de gouvernement. L'impérialisme yankee traverse à tout moment extrêmement critique et désire, pour l'instant, maintenir le M.N.R. au pouvoir. La tension internationale aiguë entre les blocs impérialiste et soviétique, le développement puissant de la vague révolutionnaire ; la défection des pays asiatiques ; les contradictions interimpérialistes qui sont loin d'avoir disparu, etc., constituent autant de facteurs qui déterminent la situation internationale la plus favorable que notre pays ait connue jusqu'à présent pour l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan. L'hypothèse improbable d'une intervention armée nord-américaine en Bolivie conduirait d'ailleurs à la perte complète du peu d'autorité qui reste encore aux U.S.A. en Amérique Latine.

Tout en ayant la possibilité de résister jusqu'à ce que se joigne à nous le mouvement révolutionnaire latino-américain, nous ne pourrions en aucune manière construire le socialisme à l'aide de nos seuls efforts et ressources et dans le cadre des frontières actuelles du pays. Isolés de manière indéfinie, comme conséquence de la défaite de la révolution mondiale par exemple, nous succomberions certainement. Sans ignorer ce danger, lorsque sonnera l'heure de l'insurrection, le Parti Ouvrier Révolutionnaire prendra le pouvoir, même au risque de transformer son expérience en une nouvelle Commune de Paris. Il est évident qu'il serait criminel d'abandonner la scène de la révolution simplement par crainte du boycott international. Si la réaction nous écrase, une nouvelle vague révolutionnaire surgira sur la base de notre expérience.

Une des premières tâches du gouvernement ouvrier et paysan sera de susciter et d'impulser la révolution en Amérique Latine. Ainsi s'abrègera le laps de temps au cours duquel nous aurons à résister seuls à la pression impérialiste. Nous sommes conscients du fait que les problèmes de la révolution bolivienne ne peuvent pas trouver leur solution dans les limites étroites du cadre national

et doivent obligatoirement déboucher sur le processus révolutionnaire latino-américain et mondial. Le futur gouvernement aura à affronter le colosse impérialiste et à le vaincre mais il ne pourra pas accomplir seul cette tâche titanesque, et devra nécessairement trouver le point de contact avec le mouvement révolutionnaire international. Notre internationalisme n'est pas autre chose que la réponse révolutionnaire au phénomène mondial qui se nomme l'impérialisme. Le premier point du programme du futur gouvernement sera de se maintenir au pouvoir jusqu'à ce que l'avalanche révolutionnaire des autres pays arrive à son secours. Nous n'attendrons cependant pas passivement que ce secours nous parvienne, mais nous lutterons avec énergie pour porter la révolution au-delà de nos propres frontières.

Blasco, la vie d'un militant

C'est trente années d'histoire du mouvement ouvrier italien et international, telles qu'elles s'incarnent dans la vie de Pietro Tresso (Blasco), que relate le petit livre de Alfredo Azzaroni, aujourd'hui publié en France grâce aux efforts de Pierre Naville. Nous devons l'en remercier, sans réserves. Les jeunes travailleurs et militants qui aujourd'hui, en France et ailleurs, entreprennent la reconstruction d'organisations communistes dignes de ce nom doivent lire et étudier la vie et les écrits de Blasco qui a vécu et qui est mort, il y a vingt-trois ans, pour la révolution prolétarienne. Ils y trouveront les leçons de l'expérience, du courage et du dévouement sans bornes indispensables à l'accomplissement de leurs tâches d'aujourd'hui.

Blasco est né en Vénétie, en 1893, dans une famille de travailleurs. Ouvrier tailleur lui-même, militant des Jeunesses Socialistes Italiennes, puis dirigeant syndical en Sicile, passé au Parti Communiste italien dès sa fondation au Congrès de Livourne, il s'y distingua rapidement comme l'un des organisateurs les plus dévoués et les plus capables du jeune parti. Délégué au quatrième Congrès de l'Internationale Communiste à l'automne 1922, lié à Gramsci dans la lutte de fraction contre Bordiga, élu au Comité Central puis au Bureau Politique après le Congrès de Lyon (début 1926), il fut chargé de la tâche la plus difficile qui se pouvait alors confier à un dirigeant du parti : la reconstruction de l'organisation intérieure illégale détruite par la répression fasciste. De novembre 1926 jusqu'à l'été 1927 — date à laquelle, poursuivi, il dut quitter l'Italie — Blasco dirigea le Centre Intérieur (Tresso, Leonetti, Ravazzoli, Camille Ravera et I. Silone), renoua les liaisons et entreprit la reconstitution du mouvement syndical clandestin après la capitulation de la direction de la vieille C.G.T. devant Mussolini. Tandis que Blasco poursuivait sa tâche à Paris (sa compagne Barbara assurant la liaison clandestine avec l'Italie) le secrétariat du parti s'efforçait de prendre le tournant de la « 3^e période ». L'exclusion de Tasca en

septembre 1929 allait être le gage donné par Togliatti à Staline pour faire oublier son propre passé d'allié de Boukharine.

Blasco, quant à lui, absorbé par ses tâches intérieures, ne s'était pas battu sur la question internationale. « Notre responsabilité, avait-il écrit à Silone, en 1927, a pour cadre l'Italie, non la Russie. Nous ne pouvons mettre en question notre lutte contre le fascisme simplement parce que les Russes se querellent entre eux. Les conditions de lutte en Italie et en Russie peuvent, à première vue, paraître un point d'arrivée et un point de départ, mais, entre ces deux pôles, personne ne peut établir un rapport de fatalité. C'est pourquoi nous continuons à aller de l'avant et espérons que la future révolution communiste en Italie aura une meilleure fin. » Mais, lorsque le centre de Togliatti, déjà gangrené par sa subordination inconditionnelle à la direction de l'I.C., aveuglé par la même folie qui, trois ans plus tard, devait coûter si cher aux travailleurs allemands, commença à diagnostiquer que « la tension grandissante de la situation ne pouvait se traduire par autre chose que par une action directe des masses contre leurs oppresseurs » (Stato Operaio, février 1930) et décida d'« ordonner de passer concrètement à la préparation de la lutte armée » (B.I., janvier 1930), Tresso, parfaitement au courant de l'état réel de la situation italienne, et pour qui il était clair que l'aventurisme de l'I.C. allait inévitablement provoquer l'écroulement des organisations intérieures du parti, reconstituées dans l'illégalité au prix de tant de sang et d'efforts, engagea le combat, avec deux autres membres du B.P., Ravazzoli et Leonetti. Le B.P. comptait alors six membres. Les « trois » furent exclus en février 1930 par Ercoli (Togliatti), Longo (l'actuel secrétaire du P.C.I.) et C. Ravera, grâce au vote indicatif de Secchia, représentant des Jeunesses, le même Secchia qui, en 1927, nous apprend Azzaroni, faisait couvrir les murs de Milan d'inscriptions « Vive Trotsky ! » La déclaration des exclus fut publiée dans « La Vérité », et les « trois » rallièrent très rapidement les rangs de l'Opposition de Gauche Internationale, puis du mouvement pour la IV^e Internationale. Blasco devait dès lors poursuivre jusqu'à sa mort, dans des conditions matérielles et morales excessivement difficiles, son combat de militant communiste dans l'émigration italienne, en particulier entre 1932 et 1935 dans les rangs du Parti Socialiste Italien (maximaliste) avec Ravazzoli et Leonetti. Blasco qui craignait l'isolement d'un petit groupe d'émigrés allait, pendant cette période, participer à toutes les luttes de l'avant-garde révolutionnaire en France, comme dirigeant de la Ligue Communiste, puis du P.O.I. et comme rédacteur de « La Vérité ». Pierre Naville, dirigeant trotskyste à cette époque — que d'eau a passé sous les ponts ! — décrit ainsi le travail de Blasco : « Blasco avait plus d'expérience que nous, ou que la plupart d'entre nous. Il était aussi plus âgé. Son esprit d'entreprise ne se

relâchait jamais, quoique les conditions matérielles de sa vie l'aient souvent obligé de se « retirer » quelque temps. Il a rédigé de nombreux documents relatifs à la situation en France. Il était devenu l'un des dirigeants réguliers de notre tendance, en attendant que les événements puissent lui permettre, s'ils étaient favorables, d'assumer de nouvelles responsabilités dans le mouvement italien. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi. »

En juin 1942, Blasco, poursuivi depuis un an par la Gestapo, fut arrêté avec Barbara à Marseille, où il s'était réfugié, par les brigades spéciales du gouvernement de Vichy. Commença alors pour lui le long cortège des prisons : Marseille, Lodève, Larzac, et enfin Le Puy-en-Velay. Ce que furent les mois passés dans cette prison, Albert Demazière, autre militant trotskyste détenu au Puy avec Blasco, le raconte : « ... Les staliniens ont reçu de l'extérieur l'ordre de mettre les trotskystes à l'index. Plein succès pour la discipline » ... Et, à propos de Salini, un autre détenu trotskyste : « Dans la chambrée, même ses plus vieux camarades, ceux avec lesquels il est en cellule depuis des mois, ne lui adressent plus la parole. Ils ne partagent pas leurs paquets avec lui et n'acceptent rien de lui. Il est défendu de lui donner du feu. Devant les geôliers, la consigne de ses compagnons de prison est d'ignorer sa présence et de l'exclure hâtivement de la communauté. Le premier jour, il a demandé à l'un de ses compagnons, un paysan limousin avec lequel il avait été en bons rapports, la raison de cette attitude nouvelle. Le vieux a attendu qu'ils fussent seuls pour lui répondre (et après il ne lui a plus adressé la parole) : « Ce sont les ordres. » Les responsables de la collectivité sont allés demander au directeur de la prison de l'enlever de leur chambrée. C'est un trotskyste : ce n'est pas un patriote. C'est tout. »

Septembre 1943 : la révolution italienne a commencé. Avec l'effondrement du régime de Mussolini, des conseils d'ouvriers et de paysans surgissent dans toute l'Italie « libérée ». Les partisans sont en armes. La monarchie, comme la grande bourgeoisie, discréditée par sa collaboration de vingt ans avec le fascisme, voit et sent la situation lui échapper. Les travailleurs italiens, bâillonnés depuis des années, vont-ils passer à l'assaut du pouvoir et exiger le droit d'en finir avec la classe des exploités responsable de la montée du fascisme ? Tout semble prêt ! Pourtant Staline en a décidé autrement. Togliatti, précipitamment rentré de Moscou, va prononcer son discours de Salerne et mobiliser toutes les ressources de l'appareil stalinien pour imposer la participation du P.C.I. au gouvernement de la monarchie présidé par Badoglio, malgré l'avis contraire du Conseil National du Parti réuni à Bari

en janvier 1944. Dans l'émigration, dans les rangs du Parti, l'heure est venue d'étouffer définitivement la voix inopportune des militants révolutionnaires. Tresso, quant à lui, savait ce qui l'attendait. Dès 1938, analysant la politique d'union nationale des staliniens italiens (l'appel aux « frères en chemise noire » de Togliatti), il indiquait : « La lutte à mort contre les "trotskystes" est le complément nécessaire de la politique de fraternisation menée par les staliniens envers les fascistes et envers les couches et les clans de la bourgeoisie italienne. » (Quatrième Internationale, n° 11, août 1938.) Dans une lettre du 11 septembre 1943, adressée à Barbara, il écrit : « Il paraît que le cousin d'Ercoli (un détenu stalinien-N.R.) est décidé à se débarrasser à la première occasion — et celle-ci devrait se préparer bientôt — soit de Bébert (Demazière-N.R.), soit de sa petite famille (les détenus trotskystes de la prison du Puy-N.R.) réunie autour de lui. Ce sont deux fils du cousin d'Ercoli lui-même qui, choqués, ou, mieux, indignés des intentions de leur père, en ont informé Bébert. Evidemment, entre dire une chose et l'accomplir, il y a parfois de la marge, mais, avec un type pareil, la pauvre petite famille de Bébert peut s'attendre à tout. » Et Blasco, le 18 septembre 1943, fait de nouveau part de ses inquiétudes à Barbara.

Dans la nuit du 1^{er} septembre au 2 octobre 1943, un groupe de F.T.P. attaque la prison et organise l'évasion des 80 détenus politiques qui seront ensuite affectés aux différents maquis de la région. Des cinq militants trotskystes « libérés » en octobre 1943, un seul s'est échappé : Albert Demazière. Les quatre autres (Tresso, Salini, Reboul, Sadek) ont « disparu ». Il est formellement établi que Tresso a été conduit au maquis de Queryère, dans la Haute-Loire, dont Théo Vial-Massat, ancien député et membre du C.C. du P.C.F., lui-même évadé de la prison du Puy, devait prendre le commandement. Selon plusieurs témoignages (dont celui de Marc Bloch), Blasco et d'autres partisans, considérés comme trotskystes, y étaient gardés prisonniers par des maquisards staliniens et contraints aux durs travaux que les autres refusaient de faire. A la mi-novembre, selon l'un des maquisards évadés du Puy, une « débandade » serait survenue au camp à la suite de laquelle Blasco et Sadek auraient « disparu ». Interrogé au printemps 1945 par Barbara qui enquêtait sur la disparition, Vial-Massat a nié la « débandade » et a déclaré ne pas reconnaître une photographie de Blasco. Le 1^{er} février 1964, plus de vingt ans après, un communiste italien, Schiapparelli, a avancé dans les colonnes de « Rinascita » (l'hebdomadaire du P.C.I.) l'hypothèse selon laquelle Tresso serait mort de maladie au maquis. Le dirigeant stalinien Amendola en aurait été averti dès juillet 1944.

Malgré les tentatives des dirigeants du P.C. et de leurs hommes de main pour brouiller les pistes, il ne reste plus maintenant aucun doute sur le fait que Tresso a été assassiné au maquis fin 1943 par des agents staliniens, comme devaient l'être quelques mois plus tard d'autres dirigeants ouvriers italiens, tels T. Vacarella (fraction « intégrale » du P.C.I.), ou des militants bordiguistes comme Fausto Atti ou Mario Acquaviva. Nous accusons formellement Vial-Massat, Amendola et les dirigeants du P.C.F. et du P.C.I. de l'époque d'avoir, chacun dans son domaine, préparé, organisé ou couvert l'assassinat de Tresso et de ces militants révolutionnaires italiens. Nous repoussons comme lâche et indigne l'« explication » avancée par le périodique italien « Bandiera Rossa » (mars 1963) dans une critique du livre de Azzaroni (présenté comme « discutable ») selon laquelle Tresso aurait pu être victime d'une erreur commise par « quelque sicaire »... « à l'insu de tous », explication qui ne peut servir qu'à disculper les dirigeants du P.C.F. et du P.C.I. alors que notre devoir est, au contraire, d'exiger d'eux qu'ils disent ce qu'ils savent.

**

Tresso était de cette génération de militants communistes qui a fait l'expérience du stalinisme dans les années de la troisième période, au fur et à mesure que se développaient, dans le vif de la lutte des classes, les conséquences catastrophiques de la ligne de Moscou. Cette génération de militants a été brisée et écrasée par Staline et les siens, dans une période où les défaites successives du prolétariat (Italie, Chine, Allemagne, France, Espagne), combinées avec l'extermination de l'avant-garde soviétique en U.R.S.S., ont interdit aux travailleurs de secourir la tutelle de leurs « chefs » staliniens et sociaux-démocrates, et de se dresser, armés de leur programme de classe, pour enrayer le glissement de l'humanité vers la guerre mondiale. Dans cette génération, il faut compter Gramsci lui-même, dont Tresso nous dit que dès 1931, emprisonné, il avait rompu complètement, moralement et politiquement, avec le Parti stalinisé, et même que, selon ses camarades de prison libérés avant sa mort, il aurait été exclu en 1935. « Gramsci, écrivait Tresso, est mort d'un coup au cœur. On ne saura peut-être jamais ce qui a contribué le plus à le tuer : les onze années de souffrance dans les prisons mussoliniennes ou les coups de pistolet que Staline a fait tirer dans la nuque de Zinoviev, de Kamenev, de Smirnov, de Piatakov et de leurs camarades dans les caves de la Guépéou. »

De cette génération, il ne reste rien aujourd'hui, et le sort des trois exclus du B.P. du P.C.I. en 1930 l'illustre d'une manière frappante : Tresso a été assassiné par les stalinien ; Ravazzoli qui, comme Tresso, était après son exclusion retourné à l'usine, a été victime d'un accident du travail ; quant à Leonetti, après avoir été l'un des secrétaires de la Quatrième Internationale, il a fait « amende honorable » et est rentré au P.C.I. où il sert de paillason, à Togliatti hier, à Longo aujourd'hui. Dans « l'Unità » du 17 février 1962, il commentait sa capitulation en ces termes : « Je compris clairement, vers 1940, à l'aube de la grande lutte internationale contre le fascisme, la justesse de la ligne des partis communistes ainsi que les erreurs du trotskysme dans l'analyse des P.C. et de l'U.R.S.S. Aujourd'hui tous les désaccords, vieux de trente ans, avec la ligne générale du P.C.I., appartiennent pour moi au passé. Le 20^e et le 22^e Congrès du P.C.U.S. ont donné un grand élan, avec la critique de Staline et des erreurs du passé qui va permettre l'édification du communisme et le renforcement du léninisme dans les différents partis communistes. Si je suis aujourd'hui convaincu de la justesse de la ligne du P.C.I., le mérite, me semble-t-il, en revient pour une grande part au travail politique de Palmiro Togliatti...

... Pour ce qui est des divergences qui, en 1930, me poussèrent, avec d'autres camarades, à quitter le Parti, j'estime qu'il s'agit désormais de questions qui ne regardent plus que les historiens du mouvement ouvrier, italien et international... Ce fut une erreur, en tout cas, que d'avoir rompu avec le Parti, car les faits ont toujours démontré qu'un communiste ne peut avoir raison que dans le parti et avec le parti... Le mouvement communiste international compte désormais un demi-siècle d'existence. La révolution socialiste est sortie de l'isolement et est devenue le facteur dominant de l'histoire contemporaine. Elle s'est réalisée en U.R.S.S. et dans d'autres pays au prix de grands sacrifices et de luttes au centre desquelles s'est toujours trouvé le parti communiste. L'expérience démontre par conséquent qu'il ne peut y avoir, pour un marxiste, une véritable expérience hors du parti. Il n'en faut pour preuve que la faillite du trotskysme et de la social-démocratie, mouvements qui, cependant, ont conquis nombre d'hommes capables, condamnés cependant à l'échec pour s'être placés en dehors du véritable courant révolutionnaire moderne, dont la composante essentielle est donnée par les P.C. »

Derrière la plate flagornerie de Leonetti on retrouve l'écho d'une chanson bien connue, celle de tous ceux qui, malgré les immenses catastrophes subies par le prolétariat international pour prix du

contrôle presque exclusif que se sont assuré, depuis plus de trente ans, les staliniens sur les organisations ouvrières, ont capitulé sous des prétextes divers devant la grande tâche de la construction d'une internationale révolutionnaire et de partis de combat pour la classe ouvrière. Leonetti a capitulé, comme bien d'autres ont capitulé après lui en répétant chacun dans son style la même ritournelle. A qui les capitulations profitent-elles ? Togliatti lui-même donne la réponse. Dans une lettre adressée le 17 décembre 1963 à un groupe de jeunes communistes de Trévise qui avaient réclamé de la direction du Parti une enquête sur le passé et sur la mort de Tresso, Togliatti écrivait : « En faisant l'histoire du parti, on pourra discuter si l'exclusion fut plus ou moins justifiée, mais c'est là un problème d'histoire et de politique du moment, et rien d'autre. Si Tresso était heureusement encore en vie (sic !), il est probable que se serait posée pour lui la question du retour au Parti comme elle s'est posée à Leonetti, qui l'a demandé et appartient de nouveau à nos rangs. La question se pose autrement en Union Soviétique où les exclus étaient frappés de condamnations infamantes. Chez nous il y eut des polémiques, quelquefois âpres, de part et d'autre, mais rien en dehors du terrain politique. »

Ainsi, les anciens camarades de Blasco, en s'acharnant à défigurer sa mémoire, en s'efforçant de faire disparaître les traces de son combat, offrent à ses assassins le meilleur des alibis. Leonetti a fait école : on s'accorde aujourd'hui de tous côtés pour voir dans le combat des révolutionnaires des années trente un simple malentendu, et dans les crimes de Staline contre l'avant-garde ouvrière internationale, une série d'erreurs fâcheuses, tout au plus un fait divers bon pour l'oubli. La mort de Tresso ? Un incident ! Les procès de Moscou ? Une erreur judiciaire ! La signification politique de cette opération est claire : il s'agit de briser le fil ténu qui relie au combat de l'avant-garde bolchévique internationale exterminée par Staline et les siens les efforts de la présente génération de jeunes et de travailleurs militant pour trouver la voie de la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale. Leonetti et ses semblables nous le confirment : il n'est de défense de la mémoire de Tresso que dans la poursuite de son combat. Aujourd'hui pour la reconstruction de la IV^e Internationale détruite par les capitulations successives de ses dirigeants, Pablo, Germain, Frank, Maitan et Cie.

La plus haute leçon que nous donne Blasco est l'incomparable fermeté morale et politique dont il a fait preuve tout au long de ce combat, dans des circonstances extraordinairement difficiles, au cours des sombres années de défaites pour la classe ouvrière et pour son

avant-garde militante. Blasco a su trouver en lui des ressources inépuisables d'énergie, de jeunesse et de fraîche indignation pour faire face à la marée montante de la médiocrité, de l'abêtissement et de la flagornerie. « Ne te fais pas de mauvais sang pour quelques pour-ceaux qui engraisent » écrivait-il à sa compagne, de la prison du Puy, le 18 juillet 1943. Et encore, quelques mois plus tôt : « Il vaut mieux, mille fois mieux, affronter toutes les difficultés de la vie que d'être supprimé par une balle dont on ne sait même pas d'où elle vient. La bestialité, la lâcheté, la mesquinerie, la pingrerie sont vraiment sans limites. Ces jours-ci, j'en ai moi-même la nausée. Bientôt, ce sera pis encore. » Tresso avait pénétré toute sa vie d'une grande perspective, celle de la révolution et du socialisme, et c'est là qu'il trouvait la force de résister. Mais jamais cette perspective ne l'a isolé ; elle était au contraire profondément reliée à la vie quotidienne, elle nourrissait sa connaissance intime de l'homme (« jusque dans les coulisses de soi-même »), de son peuple, des travailleurs et des paysans misérables de son pays. Il faut voir, dans telle lettre de sa prison, avec quel attachement minutieux et attentif, avec quelle sensibilité il décrit à Barbara le repas dans une famille pauvre de la Vénétie, sa province natale. C'est là que Tresso, l'ouvrier, le dirigeant révolutionnaire puisait sa confiance en l'avenir.

Nous ne bavarderons pas, comme tant d'autres, sur la « réhabilitation » de Tresso. Nous pouvons faire nôtre cette conclusion de la note rédigée par la « Commission pour la vérité sur les crimes de Staline », publiée à la fin du livre de Azzaroni : « ... La mémoire de Pierre Tresso n'a besoin que d'une chose : que la lumière soit faite sur son assassinat, quels qu'en aient été les conditions et les auteurs. Il ne s'agit pas de "réhabilitation". Il s'agit de la mise en accusation des "crimes de Staline", exécrables forfaits commis en France, en Suisse, au Mexique ou ailleurs, à l'imitation du gigantesque holocauste exécuté en Union Soviétique ».

La mémoire du militant trotskyste Pietro Tresso n'appartient pas à ses assassins ni à leurs complices, directs ou indirects. Elle appartient au peuple travailleur, aux jeunes ouvriers et paysans d'Italie. Que les meilleurs d'entre eux se lèvent et reprennent le drapeau que Tresso a porté haut toute sa vie ! C'est ainsi, et seulement ainsi, que justice lui sera rendue.

J. STERN.

BLASCO, LA VIE D'UN MILITANT, par A. Azzaroni. Traduit de l'italien. Numéro spécial du Bulletin de la Commission pour la vérité sur les crimes de Staline. Paris. Juin 1965

les Bolcheviks et la révolution d'octobre...

Sous ce titre, les éditions Maspéro ont publié la traduction française de l'édition italienne des Procès-Verbaux du Comité Central du Parti Bolchevik d'août 1917 à février 1918. Ces procès-verbaux furent publiés pour la première fois, à Moscou, en 1929 et, pour des raisons trop évidentes, ne furent plus jamais réédités en U.R.S.S. jusqu'en 1958. L'édition de 1929 ne présente pas d'ailleurs des garanties d'authenticité très rigoureuses. Dans le numéro 14 du Bulletin de l'Opposition, Trotski avait souligné les réserves que suscitaient les méthodes de collation et de publication des textes déjà en honneur en U.R.S.S. Un seul exemple : deux ans auparavant, en 1927, l'Istpart avait édité les procès-verbaux des réunions du Comité de Pétrograd du Parti Bolchevik en 1917. Le P.-V. de la réunion du 1^{er} novembre fut supprimé, sur ordre d'en haut, parce qu'il contenait des appréciations fort élogieuses de Trotski dans la bouche de Lénine...

Avant d'étudier l'intérêt et la valeur de ces Procès-Verbaux, un point mérite d'être souligné pour la lumière qu'il jette sur certains procédés très répandus. L'édition française porte en gros caractères noirs sur la couverture : « **PRESENTATION ET NOTES DE GIUSEPPE BOFFA** ». Boffa, rédacteur en chef actuel de Rinascita, l'hebdomadaire du P.C.I., et qui fut longtemps le correspondant soviétique de l'Unità, a publié deux ouvrages traduits chez Maspéro : « Le Grand Tournant » et « Les Etapes de la révolution russe ». Ces deux livres malhonnêtes et superficiels révèlent une connaissance vacillante de l'époque stalinienne et de l'histoire du parti bolchevik. Aussi est-on surpris de voir le riche appareil de notes détaillées qui accompagne le présent volume. Boffa serait-il allé à l'école depuis son précédent ouvrage ?

Pour le croire, il faut se garder de feuilleter l'édition russe de 1958. On s'aperçoit que cette édition contient 227 notes se rapportant au texte publié chez Maspéro. Boffa en a supprimé 33 (les notes 19, 23, 24, 29, 34, 46, 51, 57, 60, 62, 65, 68, 79, 80, 88, 90, 93, 101, 116, 121, 123, 124, 127, 157, 158, 159, 174, 178, 188, 195, 218, 225 et 226), il en a ajouté UNE de son cru — « travail, sainte loi du monde », disait Lamartine ! — (la note 147 de l'édition Maspéro), il a effectué quelques menues coupures dans les 195 autres (le plus souvent disparaissent les commentaires grotesques sur Trotski « ennemi du peuple », « le pire ennemi du léninisme », etc., qui ont aussi manifestement entraîné la suppression des notes 159, 188, 218), il a parfois ajouté un renseignement (par exemple dans les notes 4, 87, 133, 198) oublié par les annotateurs soviétiques parce qu'il concerne Trotski, Zinoviev ou Kamenev. Ainsi, à la note 4 soviétique, Boffa ajoute, à propos du 6^e congrès du Parti Bolchevik : « On donna seulement les quatre noms qui avaient obtenu le plus grand nombre de voix (1) : Lénine (133 sur 134), Zinoviev (132), Kamenev (131) et Trotski (131). »

L'ouvrage, enrichi de ces notes légèrement retouchées, est ainsi présentable au public « occidental » et s'intègre dans une politique que les « maladresses » des annotateurs soviétiques ne peuvent que contrecarrer : sous les apparences d'une présentation « objective » de Trotski (on reconnaît qu'il a eu 131 voix aux élections au C.C. en août 1917, qu'il n'avait rien d'un « ennemi du peuple » sournois et méchant, etc.), il s'agit de le replacer dans le Musée Grévin d'une histoire académique — et mensongère, ce qui est synonyme — de la révolution d'octobre. On accorde à Trotski une certaine stature historique pour l'enfourer sous le linceul de pourpre des héros défunts. Les disciples du contre-révolutionnaire Staline « réhabilitent » Trotski pour mieux enterrer le trotskisme. L'opération, à laquelle participe avec plus de talent Isaac Deutscher, poursuit les mêmes buts, sous des formes différentes, que le massacre des milliers de trotskistes dans les camps de concentration soviétiques en 1937 : liquider le trotskisme, c'est-à-dire le bolchevisme. Dans le cas du plagiat éhonté de G. Boffa, il est symptomatique que l'opération se fasse par le détour paresseux d'une malhonnêteté minable.

Les textes ici présentés décevront tous ceux qui y chercheront le véritable reflet des événements qui se sont déroulés d'août à novembre 1917. Le parti bolchevik n'avait alors pas d'appareil.

(1) Aux élections au C.C.

Hélène Stassova prenait des notes rapides sur un cahier et souvent les Procès-Verbaux visent surtout à noter le résultat des délibérations du C.C. Ils ne seront vraiment détaillés que lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk et la troisième partie du recueil, qui leur est consacrée, est de loin la plus intéressante.

Dans les deux parties précédentes [I) Le Comité Central pendant la période de préparation de l'insurrection armée ; II) Le Comité Central et sa lutte pour la victoire de l'insurrection armée d'octobre et la consolidation du pouvoir soviétique... titre fallacieux, par ailleurs], le procès-verbal le plus important est celui du 16 octobre 1917. Les heurts entre les partisans de l'insurrection et ses adversaires y sont rapportés avec une précision qui fait passer dans ce document de 15 pages le souffle de la vie.

Ce recueil détruit de nombreuses légendes :

Lénine et Trotski ont dû mener une lutte acharnée pour imposer non pas l'idée, mais l'organisation de l'insurrection d'octobre. A chaque pas se font jour, dans le C.C., réticences et fuite devant les responsabilités. Si Lénine avait déterminé sa politique en fonction non pas de la situation objective, mais de la situation des sommets de son parti, il aurait sans doute été poussé à différer indéfiniment la décision de l'insurrection : le 15 septembre, par exemple, le C.C. vota par 6 voix, contre 4 et 6 abstentions, la décision de détruire les lettres de Lénine appelant à l'insurrection et de n'en conserver qu'un exemplaire pour les archives. Six jours plus tard, le C.C. ratifie la décision de sa conférence élargie qui avait voté par 77 voix contre 50 la décision de participer au pré-parlement croupion. Ce refus du boycott, défendu par Trotski, signifiait que le parti bolchevik s'orientait vers la fonction d'opposition de gauche dans le cadre des institutions existantes. Il apparaissait si bien sous ce jour que la réunion du C.C. du 16 octobre note avec inquiétude le renforcement rapide de l'influence anarchiste dans certains secteurs essentiels de la lutte des classes (à l'usine Poutilov, à Moscou, à Narva) ou la démoralisation (« à Cronstadt le moral a baissé et, du point de vue de la combativité, la garnison de Cronstadt ne vaut rien. »).

Pendant la préparation de l'insurrection, le parti grossit à une vitesse vertigineuse, atteignant 400.000 membres au début d'octobre, contre quelques milliers lors de la révolution de février. Pour diriger cette masse grossissante, le parti bolchevik cherche à se créer un appareil. Il n'y arrive pas. Le désordre administratif le plus total

règne dans ses rangs (ce qui prouve que le désordre « organisationnel » est mille fois moins important que la confusion politique) : en août est recréé le mensuel théorique PROSVIECHTCHENIE, qui ne paraîtra jamais, le 10 octobre est créé un Bureau Politique qui ne fonctionnera jamais ; il devra être reconstitué par le 9^e congrès en 1919. Le 16 est créé un Centre Militaire Révolutionnaire destiné à s'intégrer au Comité Militaire Révolutionnaire créé quelques jours plus tôt par le Soviet de Petrograd. Ce centre ne verra jamais le jour. Des décisions importantes sont oubliées d'un jour à l'autre : le 20, le C.C. accepte par 5 voix contre 3 la démission de Kamenev, mais Kamenev assiste à la réunion du C.C. du 24 octobre au matin. A cette réunion, d'ailleurs, la minceur des mesures prises par rapport à l'organisation de l'insurrection souligne que cette dernière a reposé sur le Soviet de Petrograd, dirigé par Trotski, et non sur le Comité Central du parti, comme le prétendent aujourd'hui les « historiens » soviétiques.

Le parti bolchevik n'a alors rien à voir avec la caricature caporalisée qui lui survécut sous le règne de Staline. Les discussions et les heurts les plus violents sur des questions vitales y trouvent normalement place. Les exemples sont inutiles : ils affluent à chaque page ou presque de ce volume. L'accord est le produit d'un combat : ainsi les erreurs ne sont pas mortelles. Alors porté par les masses, autant qu'il les dirige, le parti qui incarne le degré prodigieux de conscience atteint par les masses est à la hauteur de sa mission dans son fonctionnement interne, même si ses dirigeants sont sujets à des défaillances politiques qui auraient par deux fois pu être mortelles : en octobre 1917 et autant, sans doute, lors de la paix de Brest-Litovsk. Sans la présence de Lénine, à ce moment, le parti aurait sans le moindre doute éclaté entre les partisans de la paix à tout prix pour défendre la « terre » soviétique (Zinoviev, Staline, sans souci du mouvement ouvrier européen) et les partisans de la guerre révolutionnaire (Boukharine, Boubnov, Preobrajenski, Dzerjinski, etc.). Cela n'est pas dû seulement à son entêtement et à sa souplesse que l'on pourrait dire « pédagogiques » lorsqu'on lit les Procès-Verbaux des débats sur la paix, mais aussi et surtout à l'acuité de sa vision politique et à son souci constant de trouver un équilibre entre les virtualités du mouvement ouvrier européen et l'acquit de la révolution russe. C'est ce qu'il exprime en répondant à Staline qui venait de montrer inconsciemment le bout de l'oreille du futur socialiste dans un seul pays : « SI NOUS CROYONS QUE LE MOUVEMENT ALLEMAND POURRAIT SE DEVELOPPER IMMEDIATEMENT EN CAS D'UNE RUPTURE DES POURPARLERS DE PAIX, NOUS DEVONS NOUS SACRIFIER, ETANT DONNE

QUE LA REVOLUTION ALLEMANDE SERAIT D'UNE FORCE SUPERIEURE A LA NOTRE.» Mais il ne veut pas sacrifier la proie pour l'ombre : «La révolution allemande n'est pas encore mûre.» Les communistes de gauche appliquent, eux, un schéma abstrait : pas d'accord avec l'impérialisme. L'essentiel pour Lénine est de déterminer le rapport des forces et ensuite on s'engage. Ce n'est qu'une des leçons de ce livre, qui paraît parfois sec et terne, mais qui est foisonnant d'une expérience prodigieuse.

J.-L. SIMON

Staline contre Trotsky

1924-1926 : la révolution permanente et le socialisme en un seul pays.

Sous ce titre, les éditions Maspéro ont publié l'an dernier la traduction française d'un ouvrage publié en 1963 par les éditions Reuniti, maison d'édition du Parti Communiste Italien.

L'ouvrage a l'intérêt de fournir au lecteur le texte complet des Leçons d'Octobre de Trotsky (c'est-à-dire le texte de l'introduction écrite et publiée en 1924 au tome III de ses œuvres complètes : 1917), d'importants passages de l'introuvable et bien superficiel Léninisme de Zinoviev et deux textes de Staline, aujourd'hui, eux aussi, difficilement accessibles.

Au premier coup d'œil pourtant, le lecteur ne peut manquer de s'étonner. L'ouvrage est divisé en deux parties distinctes : 1) la discussion sur la révolution permanente ; 2) la discussion sur le socialisme en un seul pays. Cette distinction est très formelle et elle devient caricaturale, après le titre « Staline contre Trotsky », puisque dans la première partie figure un texte de Trotsky et aucun de Staline, et dans la seconde deux textes de Staline (ce qui est logique puisqu'il fut l'inventeur du « socialisme dans un seul pays ») mais aucun de Trotsky, ce qui est étrange puisqu'il fut, comme chaque stalinien en est bien convaincu, le grand critique de la « théorie » du socialisme dans un seul pays. En tout cas, les deux adversaires ne se rencontrent jamais dans cet ouvrage.

Cela n'est rien encore : les Leçons d'Octobre sont essentiellement une étude de l'importance du rôle de la direction en période révolutionnaire. Cette étude s'appuie sur l'examen de la politique du parti bolchevik de février à octobre 1917 et de la lutte que dut mener

Lénine contre une fraction du C.C. pour imposer l'insurrection. Soulignant le rôle pitoyable de Zinoviev et de Kamenev, d'autant mieux oublié que les textes de Lénine les dénonçant étaient encore pour la plupart inédits, les Leçons d'Octobre servirent de prétexte à une campagne démagogique contre le « trotskysme » inventé de toutes pièces au cours de l'année, après l'offensive du « Cours Nouveau ». Les textes essentiels de ce point de vue sont les trois textes, quasi synonymes, de Staline (Trotskysme ou Léninisme), de Kamenev (Léninisme ou Trotskysme) et de Zinoviev (Bolchevisme ou Trotskysme). Aucun ne figure dans ce recueil.

Dans la deuxième partie, on est surpris par l'absence de tout texte de Trotsky (par exemple son discours à la XV^e conférence du parti en décembre 1926), on est étonné par l'absence de Preobrajensky : c'est à cette date en effet (dans le numéro 8 du Bulletin de l'Académie Communiste de l'année 1924) que Preobrajensky publia les pages essentielles de sa future Nouvelle Economique, celles où il analysait la nature de l'Accumulation Socialiste Primitive, en isolant en fait la réalisation de ce processus en U.R.S.S. du marché mondial, ce qui posait les cadres théoriques de l'édification non du « socialisme dans un seul pays » (telle ne fut jamais la pensée de Preobrajensky) mais de ses fondements. Sans doute Preobrajensky appartenait-il alors à l'opposition de gauche, et Staline, toujours lent, attendit le plenum du C.C. de juillet 1928 pour reprendre, en la schématisant, l'analyse de Preobrajensky et justifier par elle le tournant éventuel contre la paysannerie. De même la réponse de Boukharine à Preobrajensky et des extraits de la plate-forme de l'opposition auraient eu mieux leur place ici que le texte de Zinoviev, en partie consacré à la dénonciation de la « théorie de la révolution permanente » et à une analyse de « la divergence radicale entre le léninisme et le trotskysme sur cette question ». Ce texte n'est d'ailleurs, comme d'ordinaire chez Zinoviev, obstinément appelé ici Georges pour des raisons obscures, qu'un chapelet de citations entourées de réflexions hâtives.

La présentation de Procacci est presque purement descriptive : évitant d'aborder les problèmes de fond en présentant la lutte qui se livra alors comme une lutte entre Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Staline, Boukharine, etc., sans la lier à une analyse de l'évolution des rapports sociaux qui la sous-tendaient et l'expliquaient, Procacci effectue ici une pure et simple falsification dont il n'importe guère de savoir si elle est consciente ou si elle est le produit d'une conception idéaliste de l'histoire.

Jean-Louis SIMON.

TABLE

NOTES EDITORIALES	I
LA CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL : UN MOMENT DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV ^e INTERNATIONALE	10
LE MANIFESTE DE LA CONFERENCE INTERNATIO- NALE	27
RESOLUTION SUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV ^e INTERNATIONALE	54
L'EXPERIENCE DU PARTI OUVRIER REVOLUTION- NAIRE DE BOLIVIE	57
Introduction	57
La plateforme du P.O.R.	65
BLASCO, LA VIE D'UN MILITANT	83
NOTES DE LECTURE	91

Pour le regroupement de l'avant-garde

*Pour œuvrer à la construction de l'organisation révolutionnaire
une arme :*

“ INFORMATIONS OUVRIÈRES ”

Paraît tous les mois

accompagné d'un supplément hebdomadaire ronéotypé

ABONNEMENTS (Bulletin mensuel imprimé incluant le supplé-
ment ronéotypé hebdomadaire) 12 numéros : 6 F (envoi
sous pli clos : 9 F).

RÉDACTION-ADMINISTRATION :

INFORMATIONS OUVRIERES

39, rue du Faubourg-du-Temple - Paris (10^e)

Abonnements : C.C.P. Informations Ouvrières, 21.831-73 Paris

